François MAURIAC reprend son BLOC-NOTES (page 32)

L'EXPRESS

19 AVRIL 1957. — N° 304.

100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME-UNI
BIBLIOTHÈQUE
0.828
QUEENSBERRY PLACE, LONDON, S.W.7

« ENTRE FRANÇAIS »
le nouvel épisode du récit de J.-J. SERVAN-SCHREIBER
« Lieutenant en Algérie »

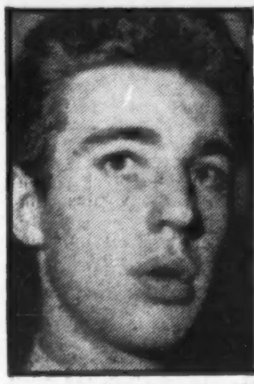
EN PLEINE PROSPÉRITÉ : LA CRISE...
par Maurice DUVERGER

Un document angoissant :
UN JUGE PLAIDE POUR LA JEUNESSE

HUSSEIN, ROI DE JORDANIE.
« Dans l'Orient désert, quel devint mon ennui... » (Racine, « Bérénice ».)

* * * * *

La lettre de « L'EXPRESS »



« Belle Jeunesse »
ou « Jeunesse pourrie » ?

Un homme ardent, jeune, mais dont le visage est comme ravagé par un feu intérieur, jette avec force : « Honneur, justice, devoir, patrie, amour... Ces valeurs humaines, les vraies, si vous voulez que la jeunesse les respecte, il faut commencer par leur trouver d'autres noms... Pas ces étiquettes réversibles, éculées d'avoir servi à l'endroit comme à l'envers pour les besoins de la cause... Vous ne comprenez pas que les jeunes, tous les jeunes refusent d'entrer dans les mensonges d'adultes ? ».

L'homme qui tient ce propos est un magistrat. Un magistrat pour qui ces valeurs ont conservé plus que pour quiconque tout leur prix mais qui, de par son métier, plonge quotidiennement dans le monde clos de l'adolescence d'aujourd'hui, des hommes de demain. Il est juge au tribunal pour enfants. Il lui arrive d'en interroger dix par jour qui ont 15, 16, 17, 18 ans. C'est le résultat d'une longue expérience qu'il livre ici cette semaine.

La jeunesse, pour lui, ce n'est pas une abstraction, celle qu'on nomme « notre belle jeunesse » lorsqu'elle se fait tuer, et « cette jeunesse pourrie » lorsqu'elle tue.

Non. La jeunesse, pour lui, c'est Paul, c'est Jean, c'est Pierre, c'est ce monde grouillant, divers, mouvant, où s'insère aussi bien le fugueur, le voleur de Vespa que son propre fils.

A tous, il a découvert un dénominateur commun : un mépris féroce pour ce qu'il nomme « le baratin », ce dialecte d'adultes lourd de mots désaffectés.

Toutes les générations ont été confrontées au même problème : recevoir de ses parents un bagage de mots morts que ceux-ci ont transmis tels qu'ils les ont eux-mêmes nourris et habillés, découvrir que la moelle de ces mots s'est desséchée et leur réinventer une substance.

Ceux qui proclament aujourd'hui : les jeunes ne croient pas à l'amour... devraient dire : « Ils ne croient pas à l'idée que je me fais de l'amour ». Et lorsqu'ils s'en seront fait à leur tour une idée qu'ils pourront figer dans un mot, ils ne seront plus si jeunes que ça.

Ce mouvement perpétuel des mots, c'est l'expression même de la vie qui marche.

En 1941, un enfant de 5 ans demanda à son père, ministre de Vichy :

— Le général de Gaulle, qui est-ce ?

— C'est un traître, répondit le père.

L'enfant se tut. Puis après quelques minutes de réflexion :

— Quand je serai grand, je veux être traître.

Il y a peut-être en ce moment un enfant de 5 ans qui demande à son père, ministre :

— Le général de Bollardière, qui est-ce ?

— C'est un mauvais Français.

— Quand je serai grand, répondra l'enfant, je veux être un mauvais Français.

Françoise GIROUD.

« L'EXPRESS »

91, Champs-Elysées, Paris (8)
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES :
Pierre VIANSSON-PONTE
Jean DANIEL

ACTUALITES : Sylvain ZEGEL

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET

LETTRES : François ERVAL

PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE

SEC. DE REDACTION : Robert HAMLA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Dienane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

Excès et bon travail

Jeune officier, j'ai effectué mon service militaire en Algérie. J'y ai été l'un des témoins, parmi bien d'autres, des exactions ordonnées par le chef de bataillon X... C'est ainsi, par exemple, qu'au cours de l'été 1955, un officier du bataillon ayant été blessé, X... fit exécuter sommairement huit paysans kabyles. Les cadavres furent ensuite attachés sur des mulets et promenés à demi revêtus, deux heures durant, dans les rues de...

Ces horreurs, que l'on croyait être l'apanage du nazisme, constituent la véritable « atteinte au moral de l'armée ».

Mais il faut dire que ces horreurs ne sont le fait que d'une minorité. En effet, si j'ai dû parler des excès commis, il me faut signaler l'excellent travail de pacification, mené à la façon des « Commandos Noirs » par d'autres officiers, tels (1) après le départ du chef de bataillon X...

Dénoncer et exclure du sein de l'armée les X... ne peut que contribuer à lui rendre son idéal et à élever son moral.

JACQUES L...,
ex-lieutenant
Paris.

(1) *Notre correspondant cite ici le nom d'un lieutenant-colonel, d'un capitaine et d'un lieutenant.*

J'ai reconnu...

A l'heure où vous subissez les attaques du gouvernement et des soi-disant « bons Français », je me permets de vous envoyer mes plus sincères encouragements.

A travers chaque ligne de vos articles, j'ai reconnu des faits à peu près identiques à ceux que j'ai vus ou ressentis pendant mon rappel dans l'Oranais et je suis certain que tous mes camarades qui ont essayé de comprendre le problème algérien pensent comme moi et vous sont reconnaissants comme je le suis moi-même.

R. CORDIER,
Thionville (Moselle).

A notre actif...

Ancien rappelé d'Algérie, je retrouve chaque semaine avec une certaine émotion des analogies frappantes entre ce que nous avons vu ici et là dans cette région du monde (...).

Nous avons assisté à des scènes cruelles, mais dictées par les besoins impérieux dans ce genre de conflit, de renseignements (...). Si nous avons vu utiliser des engins peut-être inédits pour la « question », tels que pressoir à raisin et lampe à souder de plombier, j'affirme que nous autres rappelés n'avons pas atteint le stade du téléphone. Les exécutions sommaires du genre : « le suspect a tenté de s'enfuir » furent appliquées de rares fois.

A notre actif, nous avons la réalisation du tout premier village de rassemblement des populations musulmanes de notre secteur. Ce fut un dur labeur, surtout avec les piètres et trop rares véhicules militaires dont nous disposions. Mais cela nous a évité par la suite d'utiliser notre obusier de 105 sur des femmes et des gosses. Ce genre de massacre demeura heureusement inconnu chez nous.

Mais j'en arrive au véritable objet de cette lettre. Dans votre dernier article : « Les saboteurs », vous mettez en cause les colons d'Algérie et là je vous approuve entièrement (...).

S'il y a un jour un exode des Pieds-Noirs vers la France (ce qui m'étonnerait car l'Amérique les tentait) les innombrables rappelés et maintenus métropolitains sauront leur faire un accueil émouvant dans cette France qui les dégoûte si fort.

A. BELBERT,
Paris.

Et les excès de la rébellion?

Tout ce que vous relatez dans votre reportage est conforme à la vérité, le plus strictement.

Cependant, ayant consacré plus de vingt pages de votre journal à dénoncer les erreurs de la pacification et les crimes de l'armée, il serait conforme à l'équité et au respect dû à vos lecteurs, que vous remplissiez vingt numéros au moins de *L'Express* à narrer les « excès » de la rébellion et des exactions commises par les fellagha (...).

JEAN-RENÉ BEZU,
Attaché des Affaires algériennes,
Alger.

[*Les excès de la rébellion, dont ce récit se fait également l'écho (assassinat du fils Sintès, trahison des hommes de Marcus, fermes incendiées) ont été cent fois dénoncés et stigmatisés dans ce journal et il y a vraiment peu de chances que nos lecteurs les ignorent ! Mais c'est le F.L.N. qu'ils déshonorent.*]

L'idéal nouveau, c'est l'Europe

Bien sûr, le travail de J.-J. S.-S. est bon (...) Mais ce n'est pas exactement pour féliciter « notre lieutenant » que j'ai eu envie d'écrire : c'est le petit topo de Domenach qui me l'a donnée (...)

Il fait mouche, cet article. Il est juste. Seulement il me semble qu'il y manque quelque chose. Il est bien vrai qu'on peut se demander quel peut être l'idéal politique de ceux qui ont 20 ans. Or, sans idéal, pas d'action (...)

On trouve que ces jeunes n'ont connu, à la place de Verdun ou de la Résistance, que des petites guerres pas très propres, émaillées de petits désastres. C'est sans doute pourquoi ils n'ont plus, comme les vieux poilus ou les compagnons de Londres, « l'orgueil d'être Français ». C'est triste, dit-on. Moi je pense seulement que c'est vrai, et que, même si c'est un peu triste, il en sortira peut-être de bonnes choses (...)

Ce qu'il faut, et c'est ici que je ne suis plus d'accord avec Domenach, ce n'est pas revaloriser quelques vieilles idées simples. Non et non. Au diable les vieilles idées simples comme la « petite patrie » et le « petit » drapeau ou la « petite » République ou la « petite » démocratie ou... le « petit » parti radical et tout le branlebas de la renaissance du bon vieux temps. Ce n'est pas renaître qu'il nous faut, c'est commencer autre chose (...)

Ils me font rigoler, en vérité, ceux qui aujourd'hui parlent avec mépris de la « petite Europe » parce qu'ils veulent conserver une « petite France » ou bien parce qu'ils préfèrent devenir satellites !

L'idéal nouveau pour les jeunes, le voilà ; c'est le seul qui puisse faire son chemin. Et un jeune de gauche comme J.-J. S.-S. devrait aussi un peu penser à mettre de temps en temps sa plume à ce service pour que cette Europe puisse se faire belle, c'est-à-dire généreuse, originale et sociale. Car si on laisse cette idée qui est bonne en soi être défendue par les seuls M.R.P. ou indépendants, ils la réaliseront mal. C'est peut-être pourquoi les jeunes pardonnent en ce moment beaucoup de choses aux socialistes. Parce qu'ils ont l'air d'avoir compris au moins ça.

Michel ALPHAND,
étudiant en lettres,
Marseille.

Ce qu'Herriot a fait...

Par delà *L'Express* je m'adresse à tous les amis d'Edouard Herriot (...).

Celui qui vous écrit est un catholique de gauche, c'est dire que le nom du président Herriot réalisait l'unanimité des Républicains (...).

Je m'adresse à ceux qui, comme les présidents Daladier et Mendès France, aimaient Herriot. Je leur dis : « Prenez l'initiative immédiatement de faire éditer un album de photographies retraçant la carrière du président. Que des textes de ceux qui approchèrent Herriot à des titres divers soulignent ce que furent son combat, ses idées, sa bonté, son impartialité, sa tolérance. Que le prix de cet album soit accessible au peuple. Il faut que tous ceux qui l'ont connu, il faut que les jeunes surtout qui n'eurent pas ce privilège, sachent ce que ce grand humaniste a fait pour le peuple et la République. »

LOUIS NICOLAS,
étudiant,
Saint-Etienne.

Cent quarante Polytechniciens choisissent la recherche

Je viens de lire dans *L'Express* de cette semaine que les élèves de l'Ecole Polytechnique étaient définitivement perdus pour la recherche et l'enseignement. Je tiens à vous signaler qu'à la suite d'un référendum organisé à l'Ecole et dont les résultats paraîtront d'ici peu à l'Ecole, cent quarante élèves environ, interrogés sur leur orientation future, ont exprimé le désir de s'orienter vers la recherche scientifique, ce qui constitue environ 50 % de la promotion 1956. Je voudrais cependant vous faire remarquer que, si le « C.E.A. » offre des situations intéressantes et s'engage à rembourser les frais de démission, il n'en est pas de même pour le C.N.R.S. A l'exception des quelques heureux qui peuvent obtenir une bourse d'étude, les autres élèves intéressés par le C.N.R.S. doivent payer leurs frais de démission (800.000 francs) et touchent un salaire ridiculement faible par rapport à celui que peuvent toucher ceux qui feront de la recherche dans les secteurs privé ou nationalisé.

X...,
élève de la promotion 1956.

Avec Lanza del Vasto

Nous avons fait état, dans un précédent numéro, du jeûne de 20 jours, auquel s'astreignent Lanza del Vasto et deux de ses compagnons pour protester contre certaines méthodes pratiquées en Algérie.

De nombreux lecteurs nous reprochent de ne pas avoir accordé à l'action de l'auteur du *Pèlerinage aux sources* plus de place et plus d'importance. En particulier, M. LOULAN, de Bordeaux, Mme ANDRIEUX d'Annecy qui écrit : « *Je ne peux croire que vous soyez indifférent à l'action de ces trois hommes* », Mlle VARLET, de Saint-Gaultier, M. CAILLON, d'Arcachon, qui demande : « *Jugez-vous les Français tombés si bas qu'ils ne puissent comprendre les motifs et la portée de cet acte ?* », Mme AELISCHER, à Besançon, qui note : « *Ce geste me paraît d'une valeur et d'un intérêt considérables parce que dénué de haine et d'ambition politique* », M. PIERRE BARMANN, de Sochaux, M. ou Mme COLURNEAU, de Marseille, M. DEMARTY, de Bordeaux, le pasteur ODIER, de Chartres, M. RENÉ LACABONNE de Bordeaux, le docteur JEAN ROBERT de Saint-Jean-de-Luz, M. PAUL SEMPÉ de Marseille, M. JEAN SEILER de Saint-Leu-la-Forêt, M. ou Mme LABANDE, de Poitiers, Mme LAFON, de Marseille, M. DOUILLET, d'Annecy, qui écrit : « *En répondant aux excès commis par certains musulmans non par la violence mais par la pénitence, ne serait-ce pas leur montrer un exemple de qualité propre à les inciter à plus de dignité humaine ?* »

M. FORRINA, de Marseille, M. BÉCHET, de Cluses, Mlle POL, de Besançon, RAYMONDE et GEORGES LLECH, de Marseille, M. CAZOLET, de Bordeaux, Mlle DUBOUIS, de Boissy-Saint-Léger, M. LORDILLIER, de Chambéry, Mme CHARLIER, de Chambéry, M. COUSIN, de Marseille, MM. ESTUBLIER, COLATTI, COUVRIN, de Marseille, Mme GOBILINE, de Marseille, M. BORJA, de Gap, le docteur SUNDER, de Reims, M. MICHAUD, de Chambéry, M. GUINAND, de Besançon, le docteur ANSELLE, d'Epernay, qui demande : « *N'y a-t-il pas là une forme d'action hautement spiritualiste* (et c'est un matérialiste qui vous écrit) *qui mérite d'être connue et expliquée ?* », Mlle DESWARTE, à Annecy et de nombreux autres lecteurs dont nous déchiffrons mal les noms.

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne,
(+ taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées)
sont reçues 37, Champs-Elysées.

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

Importante Société Industrielle recherche
JEUNE HOMME
25-30 ans, ancien élève H.E.C. pour service technico-administratif. Env. C. V. à n° 909 PUBLYNOR 2, square d'Aquitaine (19e) qui transmettra

Sciences PO 25-30 ans pour poste adjoint service commercial import. affaire gr. ville province. Situat. av. avenir exceptionn. Ecr. Psychologie Appliquée JUSTET, 60, Fg-Poissonnière, Paris-10e.

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Société Industrielle recherche
SECRETAIRE
expérimentée 25-35 ans formation secondaire et connaissance anglais de préférence. Env. C. V. à O.P.P., n° 1055, 12, r. de l'Isly, Paris-8e qui transm.

DEMANDES D'EMPLOI

Licenciée allemand-français, 23 ans, bonne présentation, sens des respons., aimant voyag. ch. empl. ou rempl. Paris si poss. Libre mai. Ecr. EXPRESS n° 544, 37, Ch.-Elysées (8e) qui transm.

PROPRIETES

RECHERCHONS POUR ACHAT
PROPRIETES rapport et agrément
LAGRANGE, 34, rue Pasquier - PARIS. ANJ. 77-65

CAPITAUX

GROS BENEFICES
à DAMES - MESSIEURS
disposant d'un capital de 1 à 5 millions. Capital restant en mains. Revenus importants tous les mois. Compatible avec situation existante. Sérieuses références. Ecrire Agence MERY 26 M, 1, rue des Italiens, en indiquant capital disponible. Discrétion assurée

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

Vous trouverez dans ce numéro :

● Le Courrier .... p. 2

Les Affaires françaises

● La Semaine .... p. 3
● Grèves : Les cheminots et les autres .... p. 3
● EN PLEINE PROSPÉRITÉ : La crise, *par M. DUVERGER*. p. 4
● PRO-BOMBES ET ANTI-BOMBES, par *** p. 4
● Deux déclarations .... p. 5
● Elections : le scrutin des dupes .... p. 5
● Usine : Les Nordafs chez Renault .... p. 6
● En deux mots .... p. 6
● Algérie : D'une conversation à l'autre .... p. 7

Les Affaires étrangères

● Allemagne : La rébellion des dix-huit .... p. 8
● Suez : Combien de dollars ? p. 8
● *L'homme de la semaine :* HUSSEIN, LE PETIT ROI .... p. 9
● POURQUOI LES AMERICAINS SONT-ILS ANTICOLONIALISTES? *par Adlai STEVENSON.* p. 10
● Chili : Mort d'une démocratie .... p. 10

Actualités

● Accidents : Françoise Sagan, 1 sur 33.
● Je, tu il, Gastronomie. p. 12
● Non-violence. Histoire. p. 21
● Culture, Mots croisés.. p. 22

La marche des idées

● *Lieutenant en Algérie. Nouvel épisode:* ENTRE FRANÇAIS, *par J.-J. SERVAN-SCHREIBER.* pp. 13 à 17
● UN JUGE PLAIDE POUR LA JEUNESSE. pp. 18 à 20

Paris en parle

● Théâtre, musique .... p. 23
● Seize questions à Jules Dassin .... p. 24
● Variétés .... p. 24
● Cinéma, Expositions.. p. 25
● Les vingt-cinq grands disques de jazz .... p. 25

Lettres

● On vous en parlera : Cahier d'écolier, Roman, Histoire .... p. 26
● Lettres étrangères, Poésie, Politique .... p. 27
● PITIE POUR ROBESPIERRE, *par Albert OLLIVIER* .... p. 28

Les pages au féminin

● Essais .... p. 29
● Education, Mode .... p. 30
● Le service Express s'agrandit .... p. 30
● Le déjeuner de Pâques. p. 31
● Bon à savoir .... p. 31

Et

● LE BLOC-NOTES de *François MAURIAC.* p. 32

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA SEMAINE

Chacun pour soi

LES membres du bureau du Parti et les ministres socialistes se sont réunis jeudi soir longuement à l'Hôtel Matignon pour faire le point de leurs inquiétudes.

Des problèmes graves se posent. Ils seraient graves pour tout gouvernement. Plus encore pour un gouvernement socialiste.

D'abord, et surtout, la situation économique. La monnaie est directement menacée par le déséquilibre permanent entre les importations et les exportations, par la pénurie de dollars nécessaires à l'achat des ressources énergétiques (pétrole et charbon) pour l'industrie française.

Plus que tout autre, un gouvernement socialiste est sensible à ce danger : une crise économique qui permettrait à la droite d'affirmer, une fois de plus, que la « gauche » est incapable par définition de gérer sainement les finances de l'Etat.

Dans un climat d'inflation où le gouvernement a pour devoir de restreindre les dépenses publiques et de bloquer, sinon de réduire, le pouvoir d'achat des Français, des grèves éclatent, parfois déclenchées par des syndicats socialistes. Aucun gouvernement ne peut longtemps gouverner contre la classe ouvrière, un gouvernement socialiste moins qu'un autre.

● Pourtant, comme l'explique Maurice Duverger (voir p. 4), les solutions sont connues ; elles sont à portée de la main. En décidant de faire 250 milliards d'économies, M. Ramadier est sur la bonne voie. Mais même ce premier pas, il ne peut le faire. Lorsqu'il demande 150 milliards d'économies sur les crédits militaires, les responsables de la Défense nationale lui répondent : vous voulez donc abandonner l'Algérie ? Il nous faut 150 milliards de *plus*. Et le dernier Conseil des ministres, mercredi, s'est séparé sans avoir pris de décision.

En même temps, lorsque les journaux commencent à parler du blocage des salaires, les ouvriers réclament une augmentation. Lorsqu'on commence à parler de nouveaux impôts, la droite — c'est-à-dire la majorité gouvernementale — répond : Pas ça et en tout cas pas vous.

Or les crédits militaires, les salaires, comme l'essence que le gouvernement n'a pas réussi à rationner, ce sont des dollars, ces dollars qui nous manquent et qui sont la condition même de notre vie.

● L'opinion à laquelle on s'est toujours efforcé de cacher la vérité, manquant de confiance, bloque les voies qui permettraient un redressement car elle ne croit même pas à une crise imminente. Y croirait-elle, elle est persuadée que le gouvernement finira bien par « se débrouiller » ou les Américains « par nous sortir de là ».

Et si finalement quelqu'un doit payer, alors que ce soient... « les autres ». Quand il n'y a pas de capitaine pour gouverner, chacun cherche à se sauver comme il peut.

GRÈVES

Les cheminots et les autres

LUNDI soir, à la gare d'Austerlitz, des grappes humaines erraient à travers les échafaudages et les plâtres, dans la salle des Pas-Perdus que plafonne provisoirement une bâche douteuse.

Anglais, Suédois, Italiens répétaient inlassablement les mêmes questions, dans le même français péniblement prononcé : « Pourrons-nous partir ? S'arrêtera-t-on en pleine campagne ? »

Charitable, un porteur s'approcha de l'un d'entre eux et lui conseilla de faire rembourser son billet : « Avec cet argent, allez donc passer deux jours à Montmartre. Ainsi, vous ne perdrez pas votre temps », lui dit-il en guise de consolation.

Quant aux Français, toujours persuadés que la vérité doit sortir de bouches appartenant à des têtes coiffées de képis, ils se précipitaient tour à tour sur les porteurs, les balayeurs, les préposés à la consigne et les contrôleurs des guichets. En vain: « Lisez les journaux. Vous verrez bien », leur répondait-on.

D'énormes titres en première page y annonçaient en effet une grève de quarante-huit heures pour le lendemain soir. Les trains s'arrêteraient à minuit dans la gare la plus proche, au hasard des parcours.

C'est pourquoi, le lendemain soir, il n'y avait presque personne au départ des grandes lignes. A l'exception toutefois de quelques voyageurs décidés, pour le principe, à « passer le temps qu'il faudrait » dans leurs wagons-lits, et de quelques permissionnaires hilares qui s'en retournaient chez eux, souhaitant que la grève durât le plus longtemps possible.

Parmi ceux qui « quand même » espèrent pouvoir partir, naissent, parfois, des discussions violentes. Les uns sont appelés en province pour un

MM. Paul Ramadier et Guy Mollet.
Les chiffres sont les plus têtus.

décès, les autres sont séparés de leurs enfants qui les attendront en vain, le lendemain matin, à mille kilomètres ou plus de Paris.

Les grèves de cheminots provoquent toujours des drames de ce genre,

Calme menaçant

De l'autre côté de la barricade, le calme règne. Un calme grave et lourd de menaces, comme celui qui précède les orages.

— *Ce n'est pas que cela nous amuse de faire grève,* déclare un lampiste (un « vrai »). *Non, cela ne nous amuse pas, mais tout le monde en a assez. Alors on fait tous la grève. C'est bien simple.*

La chose est simple, en effet. Mais d'une certaine façon : dans la mesure où tout le monde (c'est-à-dire l'ensemble des employés de la S.N.C.F.) reconnaît « qu'on n'y comprend rien et que cela ne peut plus durer ».

Ainsi s'explique la décision prise en commun par la C.G.T. et la C.F.T.C., puis par F.O., de lancer le mot d'ordre de grève. En dépit de leurs divergences tactiques et théoriques, les trois centrales syndicales ont été « portées » par leurs troupes. Paradoxalement, c'est même la divergence de leurs positions qui les amène à prendre des initiatives communes pour ne pas permettre à l'une d'entre elles de s'assurer le privilège du mouvement.

Dans la petite salle aux bureaux crasseux où le lampiste vient de « donner le ton », ses camarades font chorus.

Un « roulant » brandit un immense diagramme couvert de chiffres, de traits gras et maigres, de noms de villes.

— *C'est à n'y rien comprendre, n'est-ce pas ? Eh bien ! je vais vous expliquer : les traits gras, ce sont les heures pendant lesquelles nous roulons. Et les traits maigres entre les traits gras, ce sont les heures pendant lesquelles nous attendons, à ne rien faire, à Chartres, à Montereau, n'importe où.*

(Suite page 5.)

En pleine prospérité : la crise

Maurice Duverger.

En pleine expansion, en pleine euphorie de prospérité, la France marche à grande vitesse vers une crise économique très grave, plus grave pour elle que la crise mondiale des années 30. Le mécanisme en est très simple : plus du tiers de l'énergie nécessaire pour faire tourner notre appareil de production doit être importé ; ces importations sont essentiellement payables en dollars ; or, les dollars vont manquer.

Tout le monde est d'accord sur l'approche de cette crise : les discussions portent seulement sur son imminence ou son ampleur. Les pessimistes pensent qu'elle éclatera en juin-juillet ; les optimistes espèrent qu'elle ne se produira qu'en décembre. Les pessimistes estiment le déficit annuel en devises à 1 milliard de dollars pendant 7 à 8 ans ; les optimistes, à 500 millions de dollars pendant 5 ans. Tout le monde est d'accord aussi sur le caractère provisoire de la crise : le développement futur de nos ressources énergétiques d'une part (fondé surtout sur l'exploitation des pétroles d'Afrique) et celui de ses exportations doivent normalement assurer l'équilibre de notre balance des comptes dans un délai de l'ordre de 5 ans.

Même Pleven ou Thorez...

Tout le monde est d'accord aussi sur la nature des remèdes, malgré des divergences apparentes.

Les uns insistent sur l'urgence de mesures intérieures énergiques, visant à réduire la consommation tout en maintenant l'expansion de la production : ainsi seulement pourront être développées les exportations et freinées les importations, de façon à réduire la marge déficitaire. Les autres mettent l'accent sur la nécessité absolue d'obtenir des crédits extérieurs, qui seront essentiellement américains. Mais les premiers et les seconds conviennent que leurs remèdes sont insuffisants, considérés isolément. Une politique de déflation ne pourra pas combler tout le déficit en dollars, dans les cadres de notre régime parlementaire : même si elle était très poussée, son plein effet ne se produirait pas immédiatement. Il est exclu, d'autre part — et il n'est pas souhaitable — qu'on nous accorde des crédits extérieurs d'une ampleur équivalente à celle de notre déficit en devises.

Même la fin de la guerre d'Algérie ne suffirait pas à résoudre le problème. Elle y aiderait certes : par les dollars économisés sur l'achat d'hélicoptères ou autres matériels de guerre étrangers ; par la possibilité de tourner vers l'exportation des industries françaises accaparées aujourd'hui par l'armée (industries mécaniques ou électriques). La démobilisation, accroissant la main-d'œuvre disponible, aiderait la production, et rendrait moins forte la pression ouvrière sur les salaires. Mais, à supposer que la guerre d'Algérie puisse se terminer rapidement, les effets de la pacification seraient insuffisants dans leur ampleur et leur rapidité pour éviter la crise en devises. Elle la rendrait moins aiguë : elle ne la supprimerait pas. Elle la rendrait plus facile à résoudre : elle ne la résoudrait pas.

Il faut nécessairement que la France pratique à la fois une politique de déflation intérieure et une politique de recherche de crédits extérieurs. Tout gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, est obligé d'en passer par là : M. Pleven lui-même devrait faire de la déflation ; M. Thorez lui-même devrait négocier un emprunt-dollars. Les seules options concernent les modalités de la déflation et des emprunts extérieurs.

Sur le premier point, le choix dépend de nous. Techniquement, les méthodes classiques (blocage des salaires et augmentation des impôts, afin de limiter en bloc la consommation intérieure) ne sont pas adaptées à la nature spéciale de la crise : car il ne s'agit pas de lutter contre l'inflation, mais contre un déficit en devises. Si l'ouvrier dont on diminue le pouvoir d'achat va moins au cinéma ou chez le coiffeur, aucune économie en dollars ne se produit. Mais si l'on interdit la circulation automobile trois jours par semaine, si l'on fait de même pour la consommation de la viande, l'effet sur les devises est immédiat et puissant. Politiquement, cela ne rend pas la solution plus facile, dans les conditions parlementaires actuelles : car la clientèle de droite risque d'être plus touchée peut-être que dans une déflation traditionnelle.

Les communistes ou le Sahara ?

Sur le second point, le choix nous échappe dans une certaine mesure. On peut discuter s'il vaut mieux faire appel à des crédits étrangers privés ou à des crédits gouvernementaux : mais, en l'état actuel des choses, les seconds ne seront sûrement pas suffisants. On peut rêver dans l'abstrait, certes, d'une sorte de chantage au danger communiste, qui obligerait Washington à nous aider : la menace d'un Front populaire pourrait être rentable en devises... Mais, depuis la Hongrie, il y a peu de chances (ou de risques, comme on voudra) de voir un Front populaire se réaliser : les Américains le savent, hélas ! Cependant, si la crise économique éclatait finalement, paralysant en partie la production française, lançant 800.000 à 1 million de chômeurs sur le pavé, les souvenirs de Budapest seraient vite effacés, et le chaos politique où la France serait plongée mettrait en péril tout l'équilibre du monde occidental : cela définit pour les Etats-Unis une limite à ne pas franchir.

Il y a peu de risques qu'on se refuse absolument à nous aider. Mais il y a peu de chances qu'on nous aide sans contrepartie, économique ou politique, La question essentielle est de définir les contreparties acceptables et celles qui ne le sont pas. Il faut approuver, à cet égard, la position de M. Guy Mollet se refusant obstinément à « vendre le Sahara » : car les pétroles sahariens constituent l'un de nos grands espoirs d'équilibre énergétique futur. D'une façon générale, il vaut mieux accepter les investissements privés étrangers en France même, plutôt que dans les territoires africains : car notre souveraineté sur la métropole est plus assurée ; elle rend plus faciles la limitation présente des ingérences et leur suppression future. On peut se demander aussi s'il convient de borner à Washington nos efforts, ou s'il ne faut pas aussi chercher ailleurs: l'excédent allemand de devises permettrait par exemple à Bonn de nous apporter une aide précieuse. Il y aurait là peut-être un test de la solidarité européenne, laquelle a peu joué en notre faveur jusqu'ici.

Une seule solution

Bouleverser nos habitudes de vie à l'intérieur, quémander de l'étranger une aide extérieure indispensable : ces perspectives sont austères. Mais il n'existe aucune autre solution. (Répétons-le : même la fin de la guerre d'Algérie ne nous dispenserait pas de ce double effort. Il faut voir clairement, cependant, que celui-ci suppose qu'un modus vivendi algérien puisse être appliqué dans un délai raisonnable. La fin de la guerre d'Algérie n'est pas une condition suffisante pour résoudre la crise en dollars : mais elle en est probablement une condition nécessaire.)

Que la crise éclate en juin ou en décembre, tout le monde est d'accord pour estimer qu'il convient d'agir sans délai, de toute urgence, pour mettre en train les remèdes. Chaque jour, chaque heure comptent. Cependant le gouvernement ne fait rien, ou donne l'impression de ne rien faire. Peut-être cette impression est-elle fausse. Peut-être des négociations actives avec Washington et Bonn sont-elles menées dans la coulisse. Peut-être un plan de « déflation orientée » est-il soigneusement préparé dans le secret, avec un programme d'éducation psychologique de l'opinion. S'il en était autrement, si ce ministère songeait seulement à durer, comme on le dit, au prix de l'inaction, parce qu'il sait qu'on est prêt à le renverser à la première mesure impopulaire qu'il réclamera, l'attitude de son chef et de ses membres ressemblerait assez à une « trahison des devoirs de leur charge »...

Maurice DUVERGER.

Copyright « L'Express ».

« Pro-bombes » et « anti-bombes »

« Il est deux métiers au monde où les amateurs sont supérieurs aux professionnels : la stratégie et la prostitution. » La phrase est du général Spaatz, qui fut l'un des grands chefs de l'aviation américaine, et le général Gruenther, au SHAPE, la citait avec un malin plaisir à ses visiteurs « politiques ». Le chancelier Adenauer, avec beaucoup moins d'humour, vient de rappeler aux savants atomistes allemands que les « amateurs » n'avaient pas à se mêler de politique, même lorsque lesdits « amateurs » sont chargés de préparer l'un des instruments majeurs de la politique (1).

Quand les savants allemands soulignent que leur « petit pays » ne doit pas construire d'armes atomiques, fussent-elles tactiques, car l'Allemagne est automatiquement destinée à devenir le champ de bataille où elles seraient employées, ils restent certes dans le cadre des préoccupations purement nationales. La stratégie de l'avant, la défense au ras du rideau de fer ne peuvent guère inspirer confiance à nos voisins de l'Est qui savent que toute guerre, même si elle s'achevait par une victoire occidentale, débuterait par un repli à travers les plaines du Nord, dans un pays où vivent deux cents habitants au kilomètre carré. En serait-il autrement que l'Allemagne de l'Est serait la victime désignée...

Quant à leur deuxième argument, selon lequel les armes tactiques actuelles ont des effets aussi dévastateurs que la bombe d'Hiroshima, il est également valable. Où s'arrête le « tactique », où commence le « stratégique » ? Le général Gruenther lui-même, au retour des manœuvres atomiques « Carte Blanche » disait : « J'ai survolé les villes allemandes. Si, pour interdire le passage d'une grande unité ou pour la détruire, le commandement décide de lancer un obus ou une bombe atomique de petit modèle sur le centre de l'agglomération, il ne prendra qu'une décision tactique. Mais il risquera de tuer deux cent mille civils. L'ordre qu'il aura donné ne risquera-t-il pas d'avoir de grandes conséquences politiques — donc stratégiques ? »

Il n'est pas inutile, sans pour autant rechercher aujourd'hui une conclusion fort difficile à définir d'énumérer quelques-uns des arguments que l'on agite et que l'on agitera dans la grande controverse sur « la » bombe. Il en est de moraux — et la « Revue de Défense nationale », dès janvier 1956, avait demandé à un Jésuite, le R.P. Jean Moretti, son avis sur la question. Réponse : « On ne peut considérer comme immorale la décision d'un pays de construire des armes thermonucléaires si la situation politique l'y oblige et si ses techniciens estiment que la possession de cette arme est la seule riposte possible à une éventuelle agression de cet ordre ». Le Père Moretti, d'ailleurs, concluait : « On peut sans se contredire s'armer à contre-cœur et, en même temps, prêcher avec sincérité le désarmement général... ».

Quant aux arguments politiques, il est difficile de les séparer nettement des arguments militaires. Les milieux dirigeants américains laissent entendre depuis l'an dernier que les armes nucléaires sont maintenant devenues banales et que les Etats-Unis ne voient aucune raison pour ne pas les employer en cas de conflit limité au même titre que les armes jusqu'à présent baptisées « conventionnelles »... à condition qu'il s'agisse d'engins tactiques. Nous avons vu que la démarcation est difficile à établir entre ces derniers et les matériels « stratégiques ». Et les adversaires de l'emploi généralisé ne manquent pas de souligner que le premier qui emploiera, dans une « petite guerre » une simple grenade atomique déclenchera une surenchère qui risque fort de s'achever par un échange de bombes H.

Peut-être, répliquent certains, mais il est impossible de se priver volontairement de l'unique garantie de sécurité qui demeure dans un monde surarmé. L'attaque possède et possédera longtemps une énorme supériorité sur la défense, dans le domaine aérien. Tous les réseaux de radar, toutes les escadrilles ne peuvent empêcher un bombardier de franchir les frontières et de faire à lui seul autant de dégâts que plusieurs milliers de superforteresses de la fin de la guerre. La seule défense réside dans les moyens de représailles.

C'est la politique de Gribouille, répliquent les « anti-bombes ». Il se jetait à l'eau pour ne pas se mouiller. Sous prétexte de se défendre contre une attaque atomique, on risque de la rendre inévitable. Comment débuterait un conflit nucléaire ? Non par une attaque brusquée des grandes villes, mais par un assaut en règle contre les bases atomiques de l'adversaire qui aurait pour but de le priver de ses moyens de contre-offensive. Avec d'effroyables bavures, bien entendu... La foudre attire la foudre et il n'existe pas de paratonnerre efficace pour le moment.

Quant à l'argument de l'économie, que les gouvernants britanniques brassent et rebrassent, il n'aurait de valeur que si un pays comme le nôtre pouvait se passer de forces conventionnelles. Mais on ne remplace pas une division par une bombe tactique, qu'il s'agisse de monter la garde au rideau de fer ou de « pacification » intelligente ou non.

Reste le progrès. L'explosif atomique est la poudre à canon d'aujourd'hui. La France va-t-elle, parce qu'elle a encore le goût de l'exploit individuel, qu'elle a horreur des destructions de masse comme des civilisations de masse, refuser de jouer avec les grands, parce que leurs jeux sont trop brutaux ? L'exemple de la Grande-Bretagne, agrippée au mur qui sépare les grands des moyens et obligée de se faire soutenir par son cousin américain, n'apparaît pas probant aux adversaires de l'arme atomique.

Décevante énumération de « pour » et de « contre » ? A travers toute la planète, les mêmes questions se posent et amènent les mêmes réponses. Contentons-nous aujourd'hui d'une interrogation de plus : quelle est la meilleure voie vers un désarmement ? Surenchère pour aboutir à un marchandage à égalité ou exemple volontairement accepté de neutralité atomique ?

★★★

Copyright « L'Express »

(1) Lire en page 8 : « La rébellion des 18 ».

(Suite de la page 3.)

— *Tout ça est normal,* dit un autre « roulant » *qui vient d'enlever sa veste,* car le poêle est chauffé à blanc. *Mais ce qui est moins normal, c'est d'être payé uniquement pour les traits gras. Les traits maigres, c'est du repos. En principe !*

— *Si bien,* enchaîne le premier, *que nous sommes payés pour quarante-huit heures alors qu'en fait nous passons souvent soixante-quatre et même soixante-six heures par semaine sur le tas. Et les « roulants », dans la profession, sont considérés comme des privilégiés.*

Ils sont environ 25.000 sur 365.000 employés.

Un homme d'équipe principal (24 ans de service, un enfant) sort sa fiche de paye : 27.000 francs, et précise :

— *Je travaille quarante-huit heures et suis payé pour quarante.*

Un contrôleur (quatre examens, quinze ans de service) parle à son tour :

— *Moi, je n'ai que 26.000 francs de salaire de base. Plus 14.000 francs de primes. Mais les primes ne sont pas comptées pour la retraite.*

Un conducteur électricien se mêle à son tour à la conversation :

— *Je viens de terminer mes deux ans obligatoires d'apprentissage. Mais pendant neuf ans encore je serai considéré comme « conducteur-élève ». C'est-à-dire que, pour le même travail, je ne toucherai que quatre-vingts pour cent du salaire normal.*

Et après s'être, d'un coup d'œil circulaire, assuré de l'assentiment de ses camarades, il poursuit :

— *D'ailleurs, ça n'est pas tout. Les choses iraient bien s'il n'y avait pas tant de « culs de plomb » dans les bureaux. Tenez, les rectificatifs d'horaire. Ils nous arrivent à la cadence de trois par jour. Si on n'a pas eu le temps d'en prendre connaissance et si on l'a oublié, ça nous coûte 500 francs d'amende et jusqu'à 15.000 francs dans les cas graves. Sans compter que les « culs de plomb » se trompent souvent. Ils nous font quelquefois marquer des arrêts pour des « trains fantômes ». C'est un vrai casse-tête.*

Comment négocier ?

A des questions d'ordre plus général, les cheminots répondent en haussant les épaules :

— *Du moment qu'on trouve de l'argent pour la guerre d'Algérie, on ne voit pas pourquoi on n'en trouverait pas pour augmenter nos salaires. Cela fait des années que 80.000 d'entre nous « se débrouillent » pour vivre avec moins de 30.000 francs par mois. C'est bien au tour de l'Etat de « se débrouiller » pour que nous recevions des salaires décents.*

— Mais l'indice des prix ?

— *Bah !* répond le lampiste. *On le truquera encore une fois, et le tour sera joué. En attendant, ce qu'il nous faut, c'est au moins une commission paritaire, comme dans l'industrie privée, où nous puissions « discuter » avec la direction.*

Car c'est là le fond du problème. Il existe bien une commission mixte, syndicale et directoriale, des chemins de fer. La C.G.T. (bien qu'elle ait obtenu 53 % des voix aux dernières élections professionnelles) en est cependant écartée. De plus, au contraire de ce qui se passe dans les Mines ou l'Eclairage, cette commission ne peut engager de discussions sur les questions de salaires ou d'organisation du travail.

Vis-à-vis du secteur privé et de certaines autres branches du secteur nationalisé, les cheminots font donc figure de « parents pauvres ». Comme les fonctionnaires, ils attendent en vain, depuis plus de dix ans, que leur profession reçoive enfin un statut.

— C'est parce que nous avons un gouvernement dirigé par des socialistes, déclare un dirigeant C.F.T.C., que la C.G.T. et nous-mêmes avons attendu un an pour déclencher cette grève. Quatre-vingt-cinq pour cent des cheminots, syndiqués ou non, se sont prononcés l'an dernier par référendum. Ils veulent une augmentation, bien sûr. Mais les 5.000 francs d'acompte réclamés par la C.G.T. ne sont qu'un slogan symbolique. Ce qu'il nous faut, c'est une véritable commission paritaire et que l'ensemble de nos problèmes soit enfin examiné. Le 15 mars dernier, nous avons organisé une journée de protestation avec tous les autres syndicats. A condition de ne pas faire d'arrêts de travail. Cette modération ne nous a servi à rien. Aux démarches innombrables, aux délégations successives, le gouvernement a toujours répondu : « Inutile de nous déranger, quand on aura décidé de vous augmenter, on vous convoquera pour vous le faire savoir ».

DES CHEMINOTS.
« Au tour du gouvernement de « se débrouiller » ! »

Et il poursuit avec un sourire en coin :

— La difficulté, pour nous aussi, c'est de trouver des « interlocuteurs valables ». La direction se retranche derrière le gouvernement, le gouvernement derrière des « raisons d'Etat » aussi incompréhensibles qu'incontrôlables. Il faut que cela cesse. Voilà pourquoi nous avons déclenché le mouvement. Cette grève de quarante-huit heures n'est pas encore la guerre, mais c'est déjà la mobilisation.

Du côté de la direction, on lève les bras au ciel. Comment résoudre à l'échelon administratif un problème qui est d'ordre gouvernemental ?

Les « sujets » en activité de la S.N.C.F. sont 365.000. Les retraités plus de 250.000 et près de 140.000 demi-retraites sont versées à des veuves de cheminots ou à leurs enfants.

Et pourtant on comptait, en 1938, plus de 500.000 agents actifs. Ce chiffre a été réduit, depuis, de 25 %.

Il semble donc difficile de comprimer davantage le personnel. La France est d'ailleurs, de tous les pays, celui qui compte le moins de cheminots au kilomètre de rail.

Malgré l'accroissement du nombre des voyageurs par rapport à l'avant-guerre (25 %) et celui du trafic de marchandises (90 %), malgré la diminution de la consommation d'énergie due aux progrès techniques (30 %), la gestion de la S.N.C.F. s'est soldée, l'an dernier, par un déficit de 60 milliards de francs.

Répercussions

Les cheminots obtiendront-ils de discuter face à face avec les pouvoirs responsables ?

L'augmentation de 1,5 % qui leur est proposée paraît dérisoire et, de toute façon, la question de l'organisation de leurs conditions de travail reste posée. Si aucune solution n'est apportée, la situation ne peut que s'aggraver au cours des mois prochains.

La grève des cheminots risque-t-elle, d'autre part, à plus ou moins longue échéance, après d'autres secteurs nationalisés, de gagner le secteur privé ?

On remarque qu'elle éclate précisément au moment où les mineurs, après une grève de vingt-quatre heures, viennent d'obtenir 10 % d'augmentation.

Or, c'est à ce pourcentage que la C.G.T. et les autres syndicats en général évaluent la hausse *réelle* du coût de la vie depuis deux ans, d'après un calcul basé sur l'augmentation en valeur du « budget type » de la Commission supérieure des conventions collectives.

Le mouvement d'agitation des cheminots se situe donc dans un contexte social précis.

La preuve en est qu'il s'accompagne de grèves similaires dans les transports parisiens, la batellerie du Nord, Air France.

Partout, les mots d'ordre sont lancés par des syndicats pratiquement unanimes. A la R.A.T.P., c'est la C.G.T.-F.O. qui en a pris l'initiative. Ailleurs la C.G.T. et la C.F.T.C. La compétition syndicale devient une course de vitesse. Il s'agit d'être les premiers à donner le prétexte d'une unité souhaitée par chacun.

Ces mots d'ordre sont d'ailleurs suivis par la masse des travailleurs, syndiqués ou non. Sans enthousiasme, mais avec une sombre résolution, comme les cheminots, après les mineurs, viennent d'en donner l'exemple.

Les catégories dont les revendications demeurent en litige depuis des mois risquent d'être les plus rapidement contaminées par ces mouvements : petits fonctionnaires, ouvriers de l'éclairage et même de la métallurgie où l'on note, cette semaine, un renouveau d'agitation.

Il est vraisemblable que si les cheminots n'obtenaient pas satisfaction, la patience des uns et des autres serait sérieusement ébranlée et qu'ils pourraient en venir, sans plus attendre, aux solutions extrêmes.

Jusqu'à maintenant, le grand « accord social » que le gouvernement a l'intention de proposer prochainement au pays est attendu avec un certain scepticisme.

Dans l'ensemble, les travailleurs ne croient pas plus aux économies annoncées par le ministre des Finances qu'à la réalité d'un indice des prix artificiellement maintenu à son niveau actuel.

Aux problèmes théoriques qu'on leur expose, ils répondent en posant à leur tour les problèmes pratiques qui sont les leurs.

J.-F. CHABRUN.

DEUX DÉCLARATIONS

LE 27 novembre 1956, à Moulins, devant la Fédération S.F.I.O. de l'Allier, M. Mollet a déclaré :

« La pacification est aujourd'hui assurée. Sur le plan militaire, les opérations pourront bientôt être considérées comme terminées. »

Depuis que la pacification est assurée, on a dénombré, en tenant compte des seules déclarations officielles, 12.000 rebelles abattus, 500 Français tués, 1.700 actions terroristes, 80 fermes incendiées.

En six jours, 56 militaires viennent de trouver la mort dans le Nord-Constantinois. Plus de 80 depuis 15 jours.

Le 14 avril 1957, à Châlons, devant la Fédération S.F.I.O. de la Marne, M. Mollet a déclaré :

« Des enquêtes ont été ordonnées et des condamnations prononcées qui ont sanctionné des actes répréhensibles. Mais ceux-ci, je le répète, pourront se compter sur les doigts de la main. »

Une main, cela fait cinq doigts, même une main de président du Conseil.

Il y a donc eu cinq « actes répréhensibles » commis en Algérie.

Aussi vrai que la pacification est assurée depuis le 27 novembre.

ÉLECTIONS

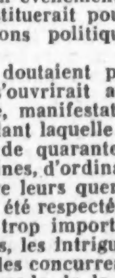
Le scrutin des dupes

LES Lyonnais savaient depuis longtemps que la succession d'Edouard Herriot à la mairie de la seconde ville de France serait un événement national et qu'elle constituerait pour chacune des formations politiques un test.

Mais ils ne se doutaient pas que cette succession s'ouvrirait au beau milieu de la Foire, manifestation retentissante et pendant laquelle est observée une trêve de quarante jours. Pendant huit semaines, d'ordinaire, les Lyonnais font taire leurs querelles.

La trêve n'a pas été respectée : l'enjeu électoral était trop important, les passions trop vives, les intrigues trop savantes. Chacun des concurrents sentait sur lui les regards de la France

HOLMES
La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.
FRAIS ET LEGERS, telles sont les qualités des vêtements qu'HOLMES a sélectionnés pour votre confort et votre plaisir
22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

boire, manger, dormir sont des questions vitales
le fonctionnement des reins est une question

VITTEL
GRANDE SOURCE
à jeun comme aux repas

entière. L'un d'entre eux, au surplus, sentait sur lui non seulement les regards de la France, mais ceux de « l'Algérie française » : il s'agit de M. Jacques Soustelle, ancien gouverneur général de l'Algérie et ancien adversaire malheureux du président Edouard Herriot.

De Jules-Julien à Pinton

A vrai dire, de la droite à la gauche, tout le monde pensait que M. Jules-Julien, 75 ans, était le successeur désigné. Vieux compagnon d'Herriot au radicalisme extrêmement nuancé, il semblait être le gestionnaire le moins à craindre pendant les deux années qui restent avant les nouvelles consultations municipales.

Mais le choix des comités radicaux s'est finalement porté sur M. Pinton, 56 ans, sénateur, professeur agrégé, secrétaire d'Etat aux Travaux publics dans l'actuel gouvernement, vice-président de la Fédération radicale du Rhône et adjoint au maire.

M. Pinton avait été mendésiste avant de devenir un partisan résolu de M. Bourgès-Maunoury. Il n'avait aucune chance d'être élu. Les communistes avaient prévenu qu'ils n'apporteraient pas leurs voix à un membre du gouvernement. On pouvait donc penser qu'au troisième tour M. Jules-Julien, qui bénéficiait de sympathies au centre et chez les modérés, deviendrait l'arbitre de la situation et serait élu.

Mais M. Jules-Julien, dépité de s'être vu préférer Auguste Pinton, remit sa démission à la Fédération radicale du Rhône mais maintint sa candidature ! Il ne restait plus qu'à choisir un autre candidat radical.

L'outsider

Alors Jacques Soustelle s'agite : il fait des ouvertures qui sont repoussées aussi bien par les radicaux que par l'U.D.S.R. dont le candidat, M. Fauconnet, espère attirer tous les indépendants.

Les socialistes, pendant ce temps, sous le signe de la laïcité, réunissent communistes et radicaux : il ne manque plus qu'un nom pour ce Front populaire d'occasion dont le parti de M. Guy Mollet prend l'initiative. On lance le nom de Louis Pradel.

Il n'est suspect aux yeux de personne. Sa fidélité au président Herriot, son activité municipale depuis la Libération, sa simplicité, sa bonne mine plaident en sa faveur. Son passé de résistant également. Il fut un des fondateurs, sous l'occupation, du « Coq enchaîné ». Agé de 52 ans, il a débuté comme dessinateur chez Berliet avant de devenir vendeur chez Peugeot et expert en automobiles.

Au troisième tour de scrutin, il est élu par 27 voix, dont 13 voix communistes. M. Soustelle recueillant au premier tour 8 voix, 7 au second, aucune au troisième.

Louis Pradel aurait aussi bien pu être élu grâce aux voix de droite. Car il est anticommuniste, laïque sans excès et d'un radicalisme modéré. Lorsque M. Mendès France est allé dernièrement à Lyon, M. Pradel a accepté de ne pas se rendre à la réunion des militants radicaux.

Partie remise

Il est peu probable que M. Pradel puisse s'acquitter de sa tâche : les partis de droite sont décidés à lui rendre la vie très difficile et à l'empêcher de faire voter les centimes additionnels nécessaires au budget de la ville. Ces partis feignent de reprocher au maire actuel d'avoir été élu grâce aux voix communistes, alors qu'en acceptant les propositions de M. Fauconnet, candidat de l'U.D.S.R., ils pouvaient l'emporter : toutes les difficultés vont bientôt recommencer à propos de l'élection d'un nouvel adjoint au maire.

Dans cette élection confuse, compliquée d'intrigues locales, la seule leçon nette est le cuisant échec de Jacques Soustelle.

FILS et CABLES
•
Société I.E.P.
66, rue de la Montat, 66
SAINT-ETIENNE (Loire)
Téléphone : E 2 92 51

USINES

Les « Nordafs » chez Renault

D. Mothé, ouvrier chez Renault, publie régulièrement (1) des témoignages sur les réactions des ouvriers de l'usine, aussi bien devant les événements politiques que devant les problèmes syndicaux ou sociaux (2). Quelle est la nature des rapports entre ouvriers français et nord-africains dans une grande usine comme Renault ? C'est ce que D. Mothé analyse ici avec la franchise qui fait la valeur de ce qu'il écrit.

LA majorité du prolétariat nord-africain est un prolétariat nouvellement émigré, sans tradition prolétarienne ; la plupart du temps anciens paysans, les travailleurs nord-africains diffèrent par leur mode de vie et leurs coutumes du prolétariat français.

Les obstacles auxquels se heurte le Nord-Africain nouvellement débarqué en France ne sont pas seulement des obstacles dus au racisme que développe la bourgeoisie française, mais des obstacles bien plus profonds. Il entre dans un monde totalement différent du sien, le monde capitaliste, un monde qui s'oppose à tout son héritage culturel et humain, un monde totalitaire qui ne peut rien accepter de sa personnalité, qui est destiné à le broyer, à le transformer entièrement et à l'intégrer à la grande armée du prolétariat moderne. Voilà l'obstacle fondamental auquel il va se heurter et contre lequel il va lutter.

Sa lutte de ce fait sera plus dure, elle sera double. Il devra à la fois lutter comme prolétaire exploité contre le capitalisme, il devra aussi lutter contre une civilisation étrangère qui veut l'assimiler et là son combat sera mené contre l'ensemble de la société française, le prolétariat y compris, et c'est dans ce combat que le nationalisme puisera sa force.

Etranger

Tout d'abord, les liens humains qui unissent les ouvriers français sont d'une nature toute différente des liens qui unissent les populations nord-africaines. Ces liens ont pour seule origine le travail et ils sont très complexes. C'est dans la lutte contre le travail, contre l'exploitation quotidienne, que se forgent les liens des prolétaires, mais la nature de leur travail les amène à s'opposer non seulement aux représentants de l'autorité, mais aussi à leurs propres camarades.

Les rapports entre prolétaires dans ce sens sont beaucoup plus rudes et brutaux que les rapports entre paysans d'un même groupe. Le paysan algérien lui n'est habitué à s'opposer qu'à la nature ou aux autres communautés, mais non aux hommes de son entourage. La plupart du temps, il reconnait l'autorité de ses chefs, c'est une autorité qui a des racines ancestrales, religieuses et familiales. Il ne la conteste pas.

La société dans laquelle il vient d'être plongé ignore ces liens ; l'autorité du contremaître ou du flic est une autorité arbitraire et conventionnelle qu'il admet difficilement. La désagrégation de la famille prolétarienne par la vie d'usine, rend encore plus étranger le prolétaire français aux yeux d'un Nord-Africain.

Les liens humains entre prolétaires sont superficiels, ils sont une nécessité, ils disparaissent la plupart du temps dès que la nécessité ne s'en fait plus sentir. Ces liens, c'est le travail, mais une fois le travail terminé, l'ouvrier français redevient un homme isolé. Les liens humains entre Nord-Africains sont plus profonds et plus durables. Nos rapports humains ont été remplacés souvent par des rapports hiérarchiques, ce qui les rend bien souvent durs et violents. Qui de nous n'a pas un sobriquet péjoratif ? Qui de nous ne se fait pas insulter dans la journée ? L'esprit gouailleur du titi parisien ou du titi d'une usine quelconque, est né de ces rapports cyniques, parfois cruels. Cette atmosphère est si étrangère aux Nord-Africains qu'ils se cantonnent souvent dans le mutisme, ils évitent d'adresser la parole aux Français.

Les mots « crouil » ou « raton » sont pour lui les pires injures qu'il pardonnera difficilement et qui, pourtant, ne sont pas toujours le produit du racisme, mais de la violence des rapports humains entre ouvriers.

Le Nord-Africain arrive avec un sens profond de la dignité humaine ; cette dignité s'exprime chez le prolétaire d'une façon totalement différente, par une défense et une lutte continuelles contre la société. C'est tout un autre monde et l'adaptation y est très difficile.

Réactions

Tous ces facteurs entrainent le repli des Nord-Africains sur eux-mêmes, un refus de s'adapter qui ne fait qu'accentuer la séparation de ces deux prolétariats. La société veut les dépouiller de toute leur personnalité ; ils résistent et leur lutte devient une défense contre toute atteinte à cette personnalité. Leurs coutumes, leurs rites religieux deviennent, par ce fait, un signe distinctif auquel ils s'accrochent obstinément.

Un Nord-Africain à qui je demandais un jour s'il croyait vraiment que manger du cochon pouvait le damner, répondit qu'il ne le croyait pas, mais que jamais il n'enfreindrait les rites musulmans devant un Français. Ces rites étaient devenus pour lui une sorte de drapeau et de signe distinctif qui pouvait se résumer ainsi : «Les Français pillent notre pay et nous colonisent sous prétexte qu'ils ont une civilisation plus moderne que la nôtre. Ils nous traitent comme des parias, un peuple qui n'a rien et qui doit tout apprendre auprès de ses maîtres ; eh bien ! nous, nous leur montrons que nous avons une civilisation à nous, différente de la leur. Nous sommes un peuple qui a une personnalité ». L'observation de ces rites religieux était pour lui un signe de cette personnalité.

L'ouvrier français a tendance à regarder avec un certain mépris le mode de vie que les Nord-Africains s'obstinent à conserver. Le chauvinisme a de ce fait beaucoup plus de prise sur lui. Un ouvrier italien ou balkanique, quand il entre en France, entre avec ses traditions de prolétaire qui sont sensiblement les mêmes que celles du Français. L'ouvrier français, s'il peut manifester une certaine sympathie aux Nord-Africains parce qu'ils sont eux aussi des exploités, est profondément choqué par leur refus d'adaptation. Un ouvrier disait qu'il avait rompu avec une famille de Nord-Africains le jour où cette famille a marié sa fille. Les rites du mariage, la conception des Algériens sur les femmes l'avaient profondément révolté.

Nationalisme

Les Nord-Africains occupent des emplois subalternes. Très rares sont les professionnels. Dans les ateliers d'outillage, ils sont manœuvres ou O.S. Ils ne sont pas uniformément répartis. Ils occupent les emplois les plus durs et les moins payés (fonderie, forge, bâtiment). Ainsi le travail ne les intègre pas obligatoirement au prolétariat français ; là aussi ils sont brimés, auprès des ouvriers français ils sont souvent encore des parias.

Quittée l'usine, ils se retrouvent dans les mêmes quartiers ; ils ont leurs restaurants, leurs bistrots, vivent dans les mêmes hôtels — souvent plusieurs dans la même chambre. Ils mènent une vie séparée de celle des Français et tout contribue à cette séparation. Le développement de la guerre avec son cortège d'atrocités réciproques, ne fait qu'accentuer cette séparation. La propagande française et celle du F.L.N. peuvent y puiser tous leurs arguments et accentuer cette haine. De plus, le caractère particulier d'une guerre de partisans, avec d'une part les méthodes policières et, d'autre part, un terrorisme aveugle, donne à cette lutte un caractère de plus en plus national et lui enlève tout caractère de classe. Le

(1) Dans la revue « Socialisme ou Barbarie ».

(2) Cf. *L'Express* n° 289 : « Chez Renault, on parle de la Hongrie ».

jack Romoli
EXCLUSIVITÉS MASCULINES
TAILLEUR
CHEMISIER
CHAUSSEUR
Importations Italiennes et Anglaises
38-40, AVENUE VICTOR-HUGO

EN 2 MOTS

JEUDI dernier le Tribunal Permanent des Forces Armées d'Alger a condamné à mort un portefaix musulman, Badèche Ben Hamdi. Il a été reconnu coupable du meurtre d'Amédée Froger, président de l'Association des Maires d'Algérie, abattu devant son domicile algérois par un terroriste, le 28 décembre 1956.

Pourtant, comme l'écrivait le *Journal d'Alger* le 6 mars, cinq individus, aux mains des parachutistes du 1[er] R.E.P., avaient avoué de leur côté ce meurtre. Badèche a également fait des aveux. Arrêté dans la nuit du 25 février il aurait mené lui-même les enquêteurs sur les lieux du crime. Le juge d'instruction devant lequel il est déféré, seulement le 8 mars, signe un mandat de dépôt tout en se limitant à un bref interrogatoire : ni audition de témoins, ni confrontation, ni reconstitution du crime.

A l'audience, Badèche se rétracte : « Je ne sais pas. Je n'y étais pas. Ce sont les tortures », déclare-t-il à la lecture de ses propres déclarations. Il évoque le supplice de l'eau et de l'électricité. Aucune trace, si ce n'est, comme le constate un médecin, des séquelles de plaies aux poignets et aux chevilles.

Aucun des témoins de l'accusation, ceux qui se lancèrent à la poursuite du meurtrier le jour de l'attentat, ne le reconnaît formellement. Deux témoins, par contre, l'identifient : deux témoins cités par l'avocat désigné d'office pour la défense, le 15 mars, et remplacé depuis dans cette tâche par deux avocats parisiens. Ces deux témoins se manifestaient pour la première fois à l'audience, à la grande surprise des nouveaux avocats, car ils n'avaient jamais demandé antérieurement à être entendus.

Une cicatrice, pourtant, aurait permis de confondre Badèche : le meurtrier du président Froger avait été renversé par une 4 CV et blessé au genou tandis qu'il s'enfuyait. Or Badèche n'a pas de cicatrice au genou.

★

PHILIPPE VIANNAY, animateur, pendant l'occupation, du Mouvement de Libération Nationale, vient de renvoyer au président Coty sa Légion d'honneur et sa médaille de la Résistance. Il termine sa lettre par cette phrase :

« A nouveau les Français doivent se compter pour savoir qui veut la liberté, même au prix de douloureux combats et qui, au nom d'un faux honneur ou par crainte, accepte la servitude. »

D'autre part,

— 101 professeurs et universitaires de la Faculté de Strasbourg, ainsi que 942 de leurs étudiants,
— 151 élèves de l'Ecole Normale Supérieure,
— 300 professeurs agrégés de Paris et banlieue,
— 30 professeurs de la Faculté de Clermont-Ferrand,
— 92 professeurs de quatre établissements secondaires de la Manche,
— 75 professeurs de l'Ecole Nationale professionnelle de Saint-Etienne,
— 90 étudiants du lycée Lakanal,
— les étudiants en sanatorium de Saint-Hilaire-du-Touvet,
— les Jeunesses Radicales-Socialistes du Nord,
— le Comité Radical-Socialiste d'Enghien,
— les Jeunesses Radicales-Socialistes de Rennes,
— le Comité Radical-Socialiste de Champigny-sur-Marne,
— le Syndicat Général de l'Education Nationale (C.F.T.C.),
— le « Comité des Universitaires français devant la menace d'une nouvelle guerre mondiale »,
— le Comité chrétien d'Entente France-Islam,
— le Comité d'Etudes du Problème algérien du Nord,
— le Club des Amis de *L'Express* de Montpellier,
— le Comité national d'Action pour une Défense des Droits constitutionnels,
— la section F.O. de Montreuil,

protestent par diverses motions, contre les tortures, dénoncées par Pierre-Henri Simon, la politique algérienne du gouvernement Mollet et l'inculpation de journalistes.

terrorisme n'est pas sélectif, le serait-il que la propagande de la bourgeoisie française n'aurait vraisemblablement aucune prise.

Scepticisme

Les faits sont là, ils sont le produit d'une situation réelle, mais ils sont aussi provoqués par la politique des organisations algériennes et par celle des organisations « ouvrières françaises ». Que ce soit d'un côté le F.L.N. et le M.N.A. ou de l'autre les syndicats ou les partis « de gauche » français, ni les uns ni les autres n'essaient de donner à cette lutte un caractère prolétarien. Les organisations nord-africaines posent le problème uniquement sur le plan nationaliste : la nation algérienne libre et souveraine. Elles se placent sur le plan de la juridiction internationale, font appel à l'O.N.U., aux grandes puissances, au monde arabe. A part l'indépendance, aucune revendication sociale n'est mise en avant.

Le prolétariat français, qui ne croit pas en son gouvernement, et qui a une certaine méfiance vis-à-vis de ses chefs syndicaux et politiques, reporte cette méfiance et cette opposition sur les chefs politiques et militaires du mouvement algérien. L'émancipation du prolétariat nord-africain par l'indépendance nationale, ils n'y croient, en général, pas. Quand le M.N.A. fait l'apologie du plan Eisenhower, l'ouvrier français a des doutes sur les véritables intentions du M.N.A. Quand le F.L.N. s'appuie sur Nasser, l'ouvrier français se méfie. Jamais ni le F.L.N. ni le M.N.A. ne posent les revendications du prolétariat et de la paysannerie, jamais ils ne s'adressent au prolétariat français.

Propagande

De leur côté, les organisations françaises restent sur la même base nationaliste. La C.G.T., le P.C., la Nouvelle Gauche brandissent le slogan déjà bien usé du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Evidemment un tel slogan dans la bouche du P.C. ou de la C.G.T. est uniquement un moyen de propagande quand on songe à leur position vis-à-vis du peuple hongrois ou seulement quand on se rappelle que les communistes s'opposèrent, en 1945, à la rébellion du Constantinois et qu'ils traitaient à l'époque le P.P.A. de mouvement fasciste.

Cela mis à part, ces organisations se placent aussi sur un terrain bourgeois. Pour elles, il s'agit de convaincre la bourgeoisie de la non-rentabilité de cette guerre et de faire confiance à l'O.N.U. ou aux grandes puissances. Cette propagande n'a pas beaucoup de prise sur le prolétariat français, ni même sur les militants de ces organisations. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est-il pas le droit des politiciens de la bourgeoisie à disposer de leur prolétariat ?

Il suffit de voir comment les communistes firent pour convaincre les ouvriers que la Révolution hongroise était une contre-révolution fasciste. Ils essayèrent de démontrer par des mensonges que les Hongrois voulaient se libérer des Russes pour faire venir les Américains. Cet argument, bien que faux, avait prise sur certains ouvriers. Le fait que les Hongrois faisaient appel à l'O.N.U. était pour eux une preuve du caractère bourgeois de cette révolte.

La réalité du monde moderne partagé en zones d'influence, contribue à dissiper chez beaucoup d'ouvriers ces illusions sur le problème de l'indépendance nationale. Des revendications essentiellement prolétariennes seraient-elles mises en avant qu'elles auraient beaucoup plus de chance de rallier le prolétariat français à la cause de l'indépendance algérienne. L'idée : « D'abord l'union nationale, après on verra... » ne fait que brouiller le problème au lieu de l'éclaircir, car le seul allié véritable que peut avoir la classe ouvrière algérienne, ce n'est ni l'O.N.U., ni les grandes puissances, mais uniquement le prolétariat des autres pays et en particulier le prolétariat des pays impérialistes.

D. MOTHE.

ALGÉRIE

D'une conversation à l'autre

UNE opinion, sans doute un peu blasée, a appris mercredi dernier la mort, dans le Nord-Constantinois, de onze militaires français et d'un colonel. Ce dernier commandait le 3e régiment étranger d'infanterie et suivait dans un hélicoptère qui volait à faible altitude l'engagement de ses troupes. Il fut atteint par le tir des fusils-mitrailleurs rebelles.

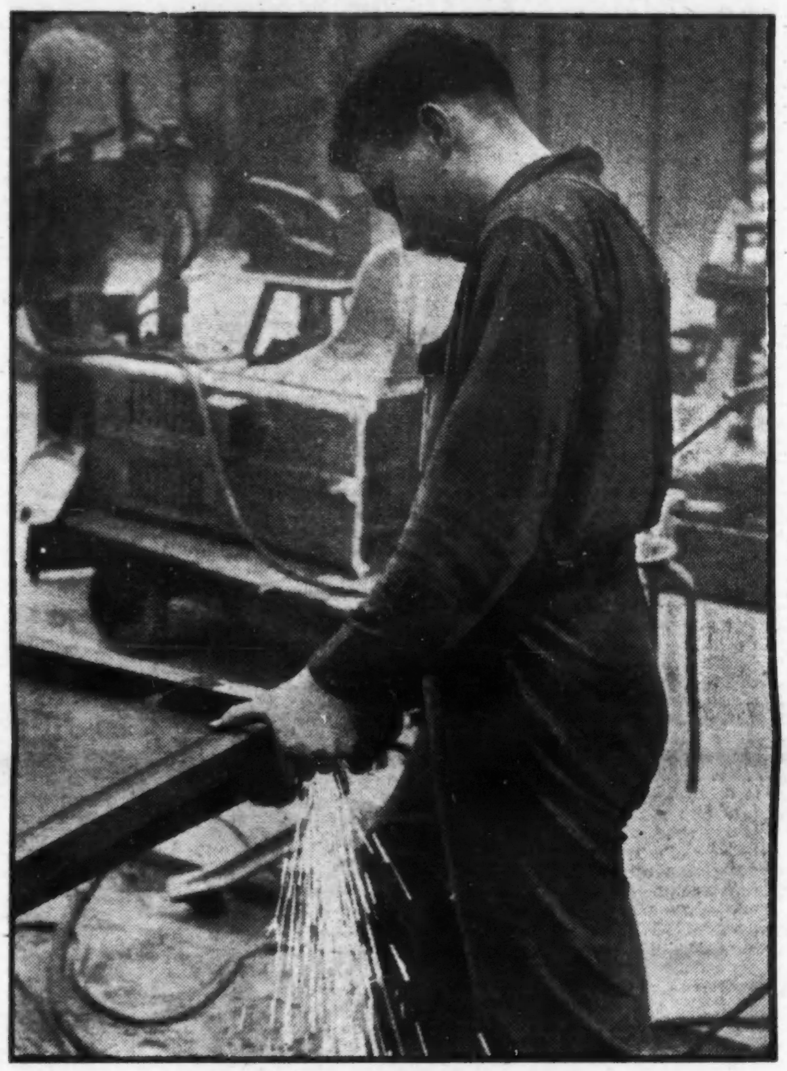
Cela se passait dans la région d'El Milia, près de Collo. Ces deux noms en disent long à un petit nombre d'observateurs, dont le général de parachutistes Ducourneau, aujourd'hui directeur du cabinet militaire de M. Robert Lacoste, et qui, il y a deux ans, au tout début de l'insurrection, était chargé de la pacification de cette région.

Une zone-témoin

Le Nord-Constantinois a été plusieurs fois pacifié. Lorsque le général Ducourneau en partit, il l'était. Il cessa de l'être peu après pour le redevenir. Il ne l'est plus depuis un mois. En quinze jours, 56 militaires français y ont trouvé la mort. La répression s'est abattue sur plus de 200 rebelles.

Il s'agit là d'un exemple très caractéristique. On peut le prendre, à coup sûr, pour apprécier la portée des succès de la pacification. C'est un exemple qu'ont pris d'ailleurs MM. Bourgès-Maunoury, Robert Lacoste et Max Lejeune pour refuser à M. Ramadier toutes les économies qui pourraient avoir une incidence militaire en Algérie.

La nature des armes saisies, la qualité des hommes capturés dans le Nord-Constantinois ont contraint le commandement français à admettre que cette zone était parfois évacuée, parfois réinvestie et que la pacification consistait essentiellement en un ralliement provisoire des populations lorsque les rebelles évacuaient la région. Elles ont aussi conduit les autorités militaires à admettre l'échec de la surveillance des frontières.



UN OUVRIER NORD-AFRICAIN.
Dans un univers étranger...

C'est le trafic, armes et hommes, sur la frontière tunisienne, qui explique le réinvestissement du Nord-Constantinois, selon les généraux français.

Quel trafic ?

Le trafic d'armes s'effectue principalement dans le Nord par les monts de Kroumirie jusqu'au massif de Collo et dans l'Extrême-Sud par les Matmatas ; les pistes sahariennes jusqu'à Bou-Saada et Djelfa. Dans le Nord, on a surtout saisi des armes et des munitions fabriquées en Italie selon des brevets allemands et tchécoslovaques. Ces armes sont transportées d'Italie en Tunisie où elles abordent de part et d'autre du cap Bon. Elles sont transportées par camions dans la région d'Aïn Draham et Ghardimaou. Là, elles sont réparties entre différentes unités qui essaiment vers l'ouest en direction du massif de Collo. Les armes saisies dans cette région sont toutes *récentes*. On a trouvé des pistolets-mitrailleurs modernes et des mitrailleuses légères.

Une autre route paraît servir exclusivement au transport d'armes anglo-américaines provenant des stocks égyptiens acheminés par camions jusqu'aux frontières tuniso-libyennes et par caravanes par les monts des Nementchas. Dans l'Atlas saharien, on a ainsi découvert des fusils anglais et américains et des mitrailleuses Lewis.

Le commandement français pense que les rebelles ne disposent d'aucune artillerie non plus que de mitrailleuses antiaériennes. Mais les rebelles se servent de leurs mitrailleuses Lewis contre les hélicoptères et les avions de reconnaissance. (Ils ont abattu trois hélicoptères et contraint à atterrir — ou touché — une dizaine d'avions.)

350 km de frontières

Pour les hommes, on estime à plus de 50.000 le nombre des Algériens qui, en Tunisie, se livrent sous l'égide du F.L.N. à l'organisation de groupes rebelles dans des camps d'instruction où on leur inculque la discipline et les tactiques de l'armée française. Il y a entre Tabarka et Tamerza, le long de la frontière, quelque 350 kilomètres, dont plus de la moitié constitués par des régions montagneuses. Dès que les nouvelles recrues de Tunisie sont formées, elles traversent la frontière par groupes de trois à dix hommes. Il est pratiquement impossible de surveiller avec efficacité toute la frontière : en tout cas, le nombre de postes militaires actuellement en place n'y suffit pas.

Aussi le commandement français va-t-il jusqu'à expliquer la pacification antérieure du Nord-Constantinois par une évacuation véritable et le pourrissement actuel de cette zone par une réoccupation du fait des infiltrations d'hommes et d'armes depuis la frontière tunisienne. L'exemple du Nord-Constantinois, où les pertes ont été si lourdes, a servi au commandement à démontrer l'impossibilité de faire aucune économie qui pourrait se traduire par un prélèvement d'hommes en Algérie.

Il est apparu d'ailleurs, au cours des entretiens ministériels, que personne ne croyait vraiment aux résultats *définitifs* de la pacification. Tous les succès, et ils sont nombreux, obtenus dans les grands centres urbains, peuvent être du jour au lendemain réduits à néant par certains actes terroristes habiles.

Le mouvement pendulaire

En tout cas, il est de nouveau question de réformes, de « solutions politiques » et même de contacts. Le président Guy Mollet a fait allusion « au statut helvétique » de cantons pour l'Algérie. M. Lacoste a invité les Français d'Algérie « à ne plus tutoyer les musulmans ». Et pendant ce temps MM. Georges Gorse, ambassadeur de France à Tunis, et Lalouette, chargé d'affaires de France à Rabat, font parvenir au gouvernement français des rapports sur les initiatives algériennes des Tunisiens et des Marocains. M. Bourguiba est à Rome ; avant son départ, il a pris contact avec M. Gorse et aussi avec M. Mhamed Yazid, délégué F.L.N., venu de Washington et du Caire. Il est vrai que c'est après avoir reçu M. Gorse qu'il a déclaré à l'hebdomadaire tunisien « L'Action » : « *La France semble vouloir laisser pourrir la situation en Algérie.* »

Ce n'est pas tout à fait exact. La politique française est faite d'initiatives successives et contradictoires — toujours les mêmes — qui se déroulent selon un scénario désormais classique. En une semaine, le souci de politique intérieure, une exigence de M. Ramadier, un entretien avec une personnalité américaine, l'émotion d'une fédération socialiste peuvent conduire M. Guy Mollet à envisager une solution politique. Le lendemain, un rapport de M. Bourgès-Maunoury sur le moral de l'armée, un témoignage de M. Robert Lacoste sur les succès de la pacification, une communication du préfet d'Oran, M. Lambert, sur l'éventualité d'un nouveau 6 février, conduisent le même président Guy Mollet à faire machine arrière. C'est jusqu'à maintenant à ce mouvement pendulaire que M. Guy Mollet doit d'être si longtemps président du Conseil.

L'EXPRESS

Direction, rédaction : 91, CHAMPS-ELYSEES - PARIS (8e) - ELY. 88-61
ADMINISTRATION - PUBLICITE - VENTE :
37, CHAMPS-ELYSEES - PARIS (8e) - Tél. : BAL 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 fr. — Suisse : 1 fr. 90. — Belgique : 18 fr.
Italie : 250 lire.

ABONNEMENTS (1 an)
FRANCE, UNION FRANÇAISE .... 3.000 francs
ETRANGER .... 3.500 francs
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 francs
Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19 Paris

Administrateur : J.-F. COBLENCE

COLLECTION
BEAUX JOURS
Coupe et tissus exclusifs
Costumes . 24.900 fr.
Vestons . . . 13.900 fr.
Pantalons . 6.900 fr.
GARY
73, Champs-Élysées, 73
Paris - ELY. 77-76

LA SEMAINE PROCHAINE

LETTRE D'UN SUICIDÉ

par Tibor MERAY

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL

Quelque part en Europe de l'Est, cinq camarades travaillaient dans une grande entreprise d'Etat.

L'un des cinq est devenu directeur de l'entreprise et reçut la mission de démasquer le « traître » qui se trouvait parmi eux.

Qui est-ce ? L'employée modèle ? Le vieux militant ? Son ami d'enfance ? La femme qu'il aime ?

C'est ce drame vécu et l'histoire de cet homme que le grand écrivain hongrois Tibor Meray racontera dans « L'Express » à partir de la semaine prochaine.

ALLEMAGNE

La rébellion des dix-huit

(Correspondance de Bonn)

DANS la soirée de vendredi dernier, les dix-huit plus grands physiciens d'Allemagne occidentale, tous professeurs d'Université de réputation mondiale, publiaient, au vénérable Institut Max Planck, à Goettingue, un manifeste ainsi conçu :

« Le projet de doter la Bundeswehr d'armes atomiques emplit d'inquiétude les chercheurs atomistes soussignés. Il y a déjà plusieurs mois que certains d'entre eux ont communiqué leurs préoccupations aux ministères fédéraux compétents. Maintenant que le débat sur cette question est devenu public, les soussignés estiment qu'il est de leur devoir d'attirer l'attention sur certains faits, connus de tous les spécialistes, mais dont le public semble encore insuffisamment informé.

Danger mortel

« 1° *Les armes atomiques tactiques ont le même effet destructeur... que la bombe qui détruisit Hiroshima...*

« 2° *Une bombe atomique tactique peut détruire une ville de moyenne importance, une bombe H cependant peut rendre inhabitable pour un certain temps une région aussi vaste que la Ruhr... Nous ne connaissons aucun moyen technique susceptible de protéger la population de ce danger...*

« Notre activité, qui nous conduit à familiariser un grand nombre de jeunes gens avec nos recherches, nous rend responsables des conséquences possibles de notre enseignement. C'est pourquoi nous ne pouvons garder le silence dans toutes les questions politiques...

« Nous ne contestons pas que la crainte devant les bombes à hydrogène constitue actuellement une contribution importante au maintien de la paix et de la liberté dans une partie du monde. Mais nous estimons que cette manière d'assurer la paix se révélera, à la longue, aléatoire. Son danger, en cas d'échec, nous paraît mortel...

« Pour un petit pays comme la République fédérale, il nous semble que la meilleure protection et la meilleure contribution à la paix mondiale seraient la renonciation aux armes atomiques de tout genre. En tout état de cause, aucun des soussignés ne serait disposé à participer en aucune manière à l'expérimentation ou à l'emploi d'armes atomiques. »

Einstein

Le manifeste de Goettingue eut immédiatement un immense retentissement. Son aspect le plus remarquable, aux yeux des éditorialistes, était le côté luthérien du « non possumus » des savants atomistes. Le prestige des intellectuels et le respect de l'objection de conscience ont toujours été grands en Allemagne. Ils furent rarement efficaces. Mais ils promettaient de l'être cette fois, puisque les dix-huit hommes qui se révoltaient contre le « cours des événements » étaient indispensables à son accomplissement. L'armement atomique de l'Allemagne était dans la logique historique, mais les seuls hommes capables de le réaliser refusaient d'en être complices.

Pour trois d'entre eux au moins — les Prix Nobel Otto Hahn, von Laue et Max Born — le motif de leur refus était d'ordre moral. Ils se réclament du testament d'Einstein, qui affirme entre autres :

« Le savant est contraint d'accepter la muselière que lui appliquent les pouvoirs politiques. Il est contraint de sacrifier sa vie et de détruire celle des autres, même quand il est convaincu de l'absurdité de ce sacrifice... Mais cet esclavage est-il réellement devenu fatal ? Le savant doit-il réellement accepter cette humiliation ?... Si seulement il trouvait le courage d'examiner posément sa situation et ses devoirs, et d'agir en conséquence, la perspective d'une solution raisonnable et pacifique des actuels problèmes internationaux serait sensiblement améliorée. »

Les savants de Goettingue, toutefois, n'étaient pas tous des idéalistes du genre de Hahn, Born et von Laue. Leurs motifs étaient également d'ordre pratique. Ils jugeaient inacceptable d'entendre dire, par le chancelier Adenauer, au peuple allemand que *« les projectiles atomiques tactiques ne sont qu'un perfectionnement de l'artillerie »*. Ils étaient inquiets de lire, dans le périodique américain *The Reporter*, une déclaration du ministre de la Défense, M. Strauss, affirmant que l'Allemagne pourrait produire des composantes de bombes atomiques, la fabrication de la bombe complète devant être assurée sur une base européenne. N'y aurait-il pas, demandait le *General Anzeiger*, de Bonn, un accord tacite annulant l'interdiction faite à l'Allemagne de produire des armes atomiques ?

Un accident ?

M. Adenauer avait déclaré que l'Allemagne ne saurait être privée des armes que possédaient ses alliés, et que sa possession de bombes à hydrogène ne pouvait être exclue d'avance. A quoi le physicien et philosophe von Weiszäcker répliquait : *« Ces bombes n'atteignent leur but que si elles ne sont jamais lancées. Mais si tout le monde sait qu'elles ne seront pas employées, le but est manqué. »*

Von Weiszäcker et ses collègues étaient visiblement préoccupés par l'éventualité d'un conflit *accidentel*, à la suite d'un soulèvement populaire, par exemple. Pareil conflit, qui n'aurait été ni voulu ni prévu par les responsables politiques, ne pouvait pas non plus être « découragé » par la menace atomique. Mais si les forces allemandes, en raison de leur organisation et de leur armement, devenaient incapables de se battre sans armes atomiques, le moindre accident local risquait de dégénérer en guerre d'anéantissement.

Tel était également le raisonnement que, presque au même moment, tenait à Londres le député travailliste Denis Healey. Des forces conventionnelles, disait-il, sont indispensables pour empêcher un conflit local accidentel de s'étendre.

De façon assez inattendue, les savants allemands et le député travailliste devaient, le même jour encore, obtenir d'importants renforts : c'était M. Stassen, cette fois, délégué américain à la conférence du désarmement, qui proposait, à Londres, d'exclure toute nouvelle nation du « club des puissances atomiques », qui devrait rester limité à ses trois membres actuels : les Etats-Unis (75 explosions expérimentales), l'U.R.S.S. (25 explosions), la Grande-Bretagne (9 explosions).

Des deux candidats potentiels au « club atomique » (la France et la Suède), l'un a déjà donné son adhésion à la proposition de M. Stassen : la France, par l'intermédiaire de son délégué à la conférence de Londres. Le délégué soviétique, M. Zorine, paraît également favorable à cette idée. Il y joint la demande d'interdire également le stockage des armes nucléaires en dehors des trois pays producteurs.

Cette demande va dans le même sens que les avertissements que le gouvernement soviétique vient d'adresser à la presque totalité des pays membres de l'O.T.A.N. : Si vous autorisez la création de bases atomiques sur votre territoire, affirment les notes soviétiques, l'U.R.S.S. sera obligée, en cas de guerre, de bombarder ces bases avec des projectiles nucléaires ; la population civile en souffrira fatalement.

Après la promesse américaine d'équiper la Grande-Bretagne avec des projectiles à longue portée, l'U.R.S.S. craint visiblement que les autres pays occidentaux ne sollicitent et n'obtiennent des promesses analogues. La Russie serait alors encerclée de bases de lancement qui la mettraient à la merci d'un ultimatum américain sans qu'elle puisse, durant plusieurs années encore (le temps nécessaire à la mise au point de projectiles intercontinentaux), faire planer une menace du même ordre sur les Etats-Unis.

50 kilomètres

Les derniers développements sont toutefois propres à rassurer les Soviétiques : le Japon, la Norvège et le Danemark refusent d'abriter des dépôts atomiques sur leur sol. L'Amérique ne semble pas, pour le moment, vouloir créer d'autres bases atomiques que celles qu'elle possède déjà (en Grande-Bretagne, en Islande, en Allemagne, au Groenland, au Maroc). Les armes nouvelles dont elle annonce la livraison à ses alliés ne comprennent que des projectiles d'une portée de 50 km (1).

Les Etats-Unis jugent apparemment préférable de ne rien faire, pour le moment, qui puisse effrayer les Russes — et pas les Russes seulement.

A la révolte des physiciens de Goettingue s'ajoute en effet celle du peuple japonais, régulièrement arrosé par les déchets des expériences de Sibérie et du Pacifique. En Grande-Bretagne également, un mouvement anti-atomique s'organise. Avec dix autres personnalités, le philosophe Bertrand Russell patronne un « comité d'urgence » qui, en coopération avec une association japonaise, projette l'envoi de « volontaires de la mort » dont la présence sur les lieux de la prochaine expérience thermonucléaire britannique poserait évidemment un problème insoluble. Les deux premiers volontaires anglais, Robert et Sheila Steele, parents d'une fille de 14 ans, ont déjà vendu leurs biens pour rejoindre les Japonais.

Mercredi, les dix-huit savants rebelles, qui avaient été convoqués par le chancelier Adenauer, obtenaient une double victoire.

Le communiqué publié à l'issue de la réunion précisait que le gouvernement fédéral ne produira pas d'armes atomiques, donc n'aura pas à faire appel aux services des « dix-huit ». Il lançait d'autre part un appel aux gouvernements de l'Est et de l'Ouest « pour un désarmement universel sous contrôle international ».

(1) Le « Matador », il est vrai, a une portée de 800 km. Mais il s'agit d'un avion subsonique sans pilote, plus vulnérable que les avions courants.

SUEZ

Combien de dollars ?

(Correspondance de Washington)

LE président Eisenhower a finalement décidé de résister à la pression du gouvernement anglais et surtout français : le Conseil de sécurité ne sera pas saisi de l'affaire de Suez.

Après plusieurs entretiens avec le secrétaire d'Etat, M. Foster Dulles, qui vient de rentrer de dix jours de vacances et de réflexions, et son adjoint, M. Christian Herter, le président s'est décidé à aborder enfin le vrai problème : les négociations bilatérales qui se poursuivent vainement au Caire entre le représentant des Etats-Unis, M. Raymond Hare, et le ministre égyption des Affaires sociales, M. Fawzi, vont maintenant entrer dans le vif du sujet : on va parler dollars !

Les experts du Département d'Etat sont, en effet, convaincus que l'intransigeance dont fait preuve Nasser en exigeant le paiement intégral des droits de péage en devises fortes au gouvernement égyptien est surtout due à son désir de détourner le plus longtemps possible l'attention des Egyptiens d'une situation économique considérablement détériorée par l'affaire du canal. En même temps, l'impasse actuelle inquiète les diplomates américains pour une tout autre raison : ils savent que le gouvernement français est décidé à « sauver la face » d'une manière ou d'une autre. Or les cartes dont il dispose dans la négociation sont à peu près nulles, en particulier du fait de la menace de crise financière qui rend urgente pour la France la réouverture du canal. Il y a là, estime-t-on à Washington, un risque de nouveau conflit.

Le problème précédent

Si le recours au Conseil de sécurité a été écarté, c'est aussi qu'une telle procédure avait l'inconvénient, aux yeux du gouvernement américain, de remettre l'U.R.S.S. dans le circuit au moment où le jeu qui se joue au Moyen-Orient commence, estime-t-on ici, à tourner à l'avantage de l'Occident (succès du roi Hussein en Jordanie, influence grandissante du roi Ibn Séoud, ralentissement de l'infiltration communiste en Syrie).

Mercredi soir, après la conférence de presse dans laquelle le président Eisenhower annonçait son intention de reprendre les négociations du Caire, les journalistes rappelaient un paragraphe du récent rapport Nixon sur la nécessité de la mise en valeur de la vallée du Nil. Ils rappelaient l'origine

UN CENDRIER
EN CERAMIQUE
ENTIEREMENT PEINT A LA MAIN EXECUTE
POUR VOUS

Envoyez-nous vos nom, numéro de téléphone,... et adresse, accompagnés de 1.150 fr. et de 175 fr. pour frais. Vous recevrez ce cendrier exécuté POUR VOUS
Dégrevé important par quantité. Catalogue et liste des dépositaires sur demande
GROS - DETAIL - EXPORTATION
Atelier Claude Tabet
Céramiste Michel RIVIERE
213 bis, boulevard Saint-Germain, PARIS-7e
LITtré 61-22 - BABylone 31-77

AU CŒUR DE L'INDUSTRIE LORRAINE
★
BREITENBUCHER
BOIS
AUMETZ (Moselle)
Téléphone n° 11

de l'affaire du Canal : la décision de M. Foster Dulles de ne pas accorder à l'Egypte les crédits nécessaires à la construction du barrage d'Assouan. Ces crédits, qu'ils servent ou non à construire le barrage, on ne peut faire autrement aujourd'hui que d'en parler de nouveau avec Nasser, à cette différence près que le coup de poker du secrétaire d'Etat a finalement renforcé la position du dictateur égyptien, ce qui n'était probablement pas le but initial du gouvernement américain.

L'HOMME DE LA SEMAINE

Hussein, le petit roi

(Correspondance de Beyrouth)

HUSSEIN EL HACHEMI, 21 ans, roi de Jordanie, avait été jusqu'ici le souverain d'opérette d'un Etat contre nature. Adolescent instable, humilié par ses vieux conseillers, conspué par les deux tiers de son peuple, il avait du mal à prendre au sérieux le rôle dont la fatalité l'avait investi voici quatre ans.

Après la quinzaine la plus dramatique de son existence, au cours de laquelle il faillit perdre son pays, son trône et déclencher la guerre au Moyen-Orient, Hussein el Hachémi n'a encore gagné qu'une demi-victoire et une trêve précaire. Mais même si, demain, il est chassé de son trône, il n'aura pas entièrement perdu la partie : il aura gagné le respect de soi et celui de ses aînés.

Tout au long des quatre dernières années, Hussein avait souffert du mépris de ceux-ci. Il passait à leurs yeux pour un adolescent timide, renfermé, méfiant et malheureux qui, durant ses dix-huit mois d'éducation britannique (Harrow et Sandhurst) n'avait appris à s'intéresser qu'à la mode anglaise, aux voitures de course et aux avions à réaction.

Les Anglais, tant qu'ils contrôlaient la Jordanie par l'intermédiaire de Glubb Pacha, estimaient que cela valait mieux ainsi. Lorsque Hussein, à l'âge de 17 ans, fut couronné, ils l'encouragèrent à se distraire et à laisser les affaires publiques à des hommes mieux avertis. Hussein obtint une Mercédès 300 SL avec laquelle il faisait la course contre les vingt-huit membres du « Royal Jordanian Automobile Club », fondé par lui. Il apprit à danser la samba et le mambo et à piloter son « Vampire » personnel. Son ignorance des conditions réelles était telle qu'il s'étonna de ce que la Jordanie n'eût pas acquis une puissante aviation pour se lancer à la conquête de Tel-Aviv.

La révolte

Glubb Pacha traitait Hussein avec condescendance ; Dina, la femme du souverain, de sept ans son aînée, diplômée de Cambridge et de l'Université du Caire, ne lui cachait pas son mépris. Au bout de douze mois d'humiliations, le jeune roi finit par se révolter. C'est au cours d'un voyage à Paris, en 1954, que le changement s'opéra en lui : Hussein y rencontra en effet l'homme qu'il eût aimé être. Cet homme, Ali Abou Nawar, grand, élégant, énergique et orgueilleux, était, à 31 ans, attaché militaire à la légation jordanienne.

Au cours de conférences secrètes avec Abou Nawar et ses camarades officiers, Hussein décida de se débarrasser de sa femme et de Glubb Pacha. Il ramena Abou Nawar à Amman, en fit son aide de camp et, au bout de dix-huit mois de préparatifs minutieux, mit Glubb Pacha à la porte.

Pour la première fois, les Jordaniens acclamèrent spontanément leur roi. Mais quelques semaines plus tard, les « Vive le roi ! » devinrent des « Vive la République ! ». Les premières élections libres avaient donné la majorité absolue aux partis de gauche (socialistes nationaux et « Baath »). Le Parlement unanime dénonçait le traité anglo-jordanien. Les 900.000 réfugiés, bourgeois, ouvriers et étudiants de Palestine, qui représentaient les deux tiers de la population, réclamaient la fédération avec l'Egypte et la Syrie, championnes à leurs yeux du progrès social et de l'émancipation arabe.

LES ROIS HUSSEIN DE JORDANIE ET FEIÇAL D'IRAK.
Après la danse et la vitesse, le pouvoir.

L'armée jordanienne fut placée sous le commandement unifié du général égyptien Akim Amer, aux côtés de l'armée syrienne. La Syrie, meilleure alliée de l'Egypte et protégée de l'U.R.S.S., envoya un régiment en Jordanie pour parer au danger d'une annexion irakienne.

M. Naboulsi, chef du gouvernement de Front populaire, reconnut la Chine populaire, décida de nouer des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. et rejeta en ces termes la « doctrine Eisenhower » :

> *« Nous nous refusons à considérer le camp oriental en ennemi simplement pour faire plaisir aux puissances occidentales... Nous ne nous opposerons jamais à l'U.R.S.S. uniquement pour obéir à des instructions occidentales ou pour jouer le rôle de satellite dans la politique des blocs. »*

Le danger « nassérien »

Hussein cessait d'être consulté par son premier ministre. Celui-ci, quoique modéré dans ses convictions personnelles, n'était pas lui-même maître de sa politique : la pression des députés, de l'opinion et des jeunes officiers le poussait plus loin qu'il ne souhaitait aller. La monarchie, soutenue par les seules tribus bédouines et leurs cheiks, ne correspondait plus à la structure du pays. Une révolution « nassérienne » était inscrite dans la logique des faits. Elle maintiendrait Hussein en tant que monarque constitutionnel, en attendant la proclamation de la République, puis le démembrement de la Jordanie par ses voisins syrien, irakien et séoudein.

M. Naboulsi

Plus encore que Hussein lui-même, deux de ses voisins craignaient cette évolution : les rois Feiçal d'Irak et Séoud d'Arabie. Leur crainte était double : le démembrement de la Jordanie ferait disparaître le tampon qui sépare ces deux pays du redoutable Israël ; le triomphe du « nassérisme » jordanien risquait de s'étendre aux deux derniers bastions du féodalisme arabe et la chute d'Hussein de provoquer celle de Feiçal, puis celle de Séoud.

Les craintes irako - séoudiennes étaient partagées par l'Amérique qui, quoique souhaitant le progrès social et économique du Moyen-Orient, se trouve contrainte de soutenir les régimes féodaux, seuls obstacles à la propagation du « nassérisme ».

Séoud et Feiçal, oubliant leurs vieilles querelles, et l'ambassadeur américain à Amman se mirent donc à encourager Hussein à la résistance. Hussein tint à leur montrer qu'il savait se battre. Il fit dissoudre la garde nationale, contrôlée par les progressistes, nomma son aide de camp à la tête de la Sûreté nationale, invita M. Naboulsi à épurer l'armée et l'administration. M. Naboulsi s'en déclara incapable. Hussein passa alors à la contre-offensive. Sans en avertir son gouvernement, il invita la Syrie à retirer ses troupes du territoire jordanien. Comme le gouvernement Naboulsi protestait, le roi précipita l'épreuve de force : il déclara le gouvernement Naboulsi dissous.

C'était le 10 avril. Le risque que prenait Hussein était gros. Les forces antimonarchistes pouvaient profiter de l'occasion pour renverser le roi. Dans toute la Palestine jordanienne, des défilés, étudiants en tête, huaient le souverain et la « doctrine Eisenhower ». Les partis de front populaire décidaient de faire bloc contre le successeur de M. Naboulsi. Ce successeur se révélait introuvable. Cinq tentatives pour constituer un nouveau gouvernement échouèrent.

La dernière carte

Hussein décide alors de jouer sa dernière carte : l'armée. Il lui faut faire vite. Les jeunes officiers, Abou Nawar, chef d'état-major, à leur tête, peuvent déclencher leur révolution d'un moment à l'autre. Si le roi les prend de vitesse, il lui reste une chance.

Hussein fait donc circuler le bruit, dans le 3e régiment, composé de Bédouins loyaux, que le 5e régiment, commandé par le frère d'Abou Nawar, s'apprête à marcher sur Amman pour faire le roi prisonnier. Les Bédouins quittent leur garnison de Zerka, au nord d'Amman, pour se porter au secours du souverain. Aux abords d'Amman, ils se heurtent au 5e régiment et engagent le combat. Cinq officiers sont tués, une vingtaine d'hommes blessés.

En apprenant le déclenchement des combats, Hussein convoque Abou Nawar, l'invite à monter dans sa voiture et emmène sur le champ de bataille le chef d'état-major, devenu le prisonnier et l'otage du roi. Arrivé au Q. G. du 5e régiment, Hussein en prend le commandement et, sur place, destitue les officiers rebelles. Il expulse Abou Nawar en Syrie, fait arrêter, le lendemain, les leaders progressistes et tente de former un gouvernement conservateur sous Saïd Mufti.

Mais la partie est loin d'être jouée. La majorité de l'armée reste fidèle à Abou Nawar. Le nouveau chef d'état-major se heurte à une hostilité si vive qu'il renonce à entrer en fonctions. Le gouvernement Mufti, agréé par le roi, ne pourrait s'imposer que s'il soutenait et gagnait une guerre civile. A moins d'une intervention irako-séoudienne, il n'a aucune chance de l'emporter. Or il ne peut compter sur l'Irak, dont les troupes, peu sûres, ne manqueraient pas d'être attaquées par la brigade syrienne. Dans la guerre qui s'ensuivrait, la Jordanie serait à coup sûr la victime.

Hussein bat alors en retraite devant les conséquences de sa propre audace. Il abandonne le gouvernement Mufti pour conclure un compromis avec ses adversaires : union nationale sous la direction du modéré Khalidi et avec M. Naboulsi aux Affaires étrangères. La « neutralité positive » et la « résistance à l'impérialisme et à toute alliance étrangère » restent au programme. Car pour se dégager de l'étreinte des progressistes « nassériens », Hussein a dû s'appuyer sur les Frères Musulmans, aussi fanatiquement anti-occidentaux (sinon plus) que les premiers.

Hussein el Hachémi a gagné un sursis. L'Occident n'a pas gagné un allié solide.

→

POURQUOI LES AMÉRICAINS SONT-ILS ANTICOLONIALISTES ?

par Adlai STEVENSON

La revue « Occident » publie dans son premier numéro un « débat » entre MM. Paul Reynaud et Adlai Stevenson sur le thème : Pourquoi les Américains sont-ils anti-colonialistes ? « L'Express » donne ici les extraits les plus remarquables de l'article de l'ancien candidat à la Maison-Blanche.

A. STEVENSON.

EN décidant de voter aux côtés de l'U.R.S.S. aux Nations Unies afin de déterminer la Grande-Bretagne et la France à cesser leur attaque armée contre l'Egypte, le président Eisenhower a indiscutablement surpris et peiné de nombreux amis européens des Etats-Unis. Et la consternation n'a pas été moins vive aux Etats-Unis parmi les amis de la Grande-Bretagne et de la France, moi compris.

La peine s'explique mieux, toutefois, que la surprise. L'action du président n'avait, en effet, rien d'inattendu. Elle n'était qu'une nouvelle expression de cette politique dont on peut dire qu'elle représente aujourd'hui la doctrine fondamentale du peuple américain. Même si un plus grand nombre de nos compatriotes n'avait pu ignorer nos erreurs au Moyen-Orient et l'attitude provocante de l'Egypte à l'égard de nos amis, je pense qu'une majorité eût approuvé le président (...).

Tradition

Comment en eût-il été autrement alors que nous sommes les enfants d'une révolution nationale contre un maître colonialiste (...).

Il est clair que l'attitude d'opposition prise par l'Amérique à l'égard de ses amis des Nations Unies n'impliquait aucune « préférence » pour le dictateur Nasser. Et je dénierai aussi qu'elle masquât un effort officiel pour supplanter économiquement nos alliés européens dans ces régions, quels qu'eussent été les projets de certaines sociétés américaines trop intéressées à « financer » leur départ (...).

Les forces explosives du nationalisme, de l'anticolonialisme et de l'indépendance ne sont pas une invention du communisme. Mais elles se sont fondues en un seul message qui, allant de pair avec les progrès techniques de l'Ouest, a permis d'espérer légitimement que la pauvreté, la faim, la maladie et la servitude ne constituent pas fatalement la destinée des deux tiers de la race humaine, largement composés de gens de couleur. Pour ces multitudes, le nationalisme, loin d'être anachronique, leur offre l'occasion de prendre conscience d'elles-mêmes, de se gouverner, de développer leurs ressources pour leur confort personnel, de prouver que la couleur de leur peau ne leur enlève pas le droit de marcher avec dignité parmi leurs semblables (...).

Exemples

Je considère comme un des miracles de ce temps que les Soviets aient pu à la fois appliquer leur brutal impérialisme de la Baltique à la mer Noire et convaincre nombre de peuples de la sincérité de leur profession de foi concernant l'indépendance. Mais on ne peut disconvenir du succès de la politique anticolonialiste de Moscou.

Alors que les peuples asiatiques et africains ont considéré leurs conquérants blancs d'Europe avec mépris et méfiance, ils voient dans la Russie une nation asiatique. Et les réalisations de celle-ci dans ses efforts dramatiques pour industrialiser un pays arriéré, jointes à ses prétentions de rejeter tout préjugé racial, ont fait une profonde impression sur les pays sous-développés (...).

Appartenant aux peuples libres et évolués, quand nous parlons du communisme, nous pensons à ce que nous pourrions perdre. Pour des millions d'Asiatiques ou d'Africains, la pensée du communisme évoque l'idée de ce qu'ils pourraient gagner (...).

Les communistes partent avec un avantage important : ce sont les divergences de vues entre les Européens et les Américains sur la politique qu'il convient de suivre à l'égard des peuples coloniaux (...).

De nombreux Européens estiment que, pour s'opposer avec succès à Karl Marx, il faut intervenir par la force, si besoin est, et rompre la chaîne léniniste (colonialisme, nationalisme, communisme), juste au point qui précède l'indépendance totale. Selon eux, cette liberté totale, pour des peuples pauvres et sans expérience, aboutirait inévitablement à une chute... dans le sein du Kremlin. Ces Européens peuvent citer des exemples : le Nord Viet-Nam communiste, la Syrie et le Cambodge « teintés de rouge », l'Indonésie et le Laos vacillants, l'Egypte de Nasser qui se réjouit de l'appui communiste. Pourquoi, se demandent-ils, les Américains anticommunistes ne le comprennent-ils pas ?

Je crois qu'ils le comprennent, mais d'autres exemples de pays récemment libérés justifient cette opinion que lorsqu'on ne s'oppose pas au nationalisme ou qu'on le discipline (en Birmanie, au Pakistan, en Côte-de-l'Or et même en Inde), ou bien quand l'Occident ne lui résiste que faiblement (comme au Maroc, en Tunisie, en Irak), il demeure fermé aux ruses et à la pression communistes.

Les Américains en concluent que le moment de couper court aux espoirs des communistes ne se situe pas avant la réalisation de l'indépendance, mais immédiatement après, en fournissant un appui amical, une aide économique et des garanties de sécurité ainsi que la protection des Nations Unies.

Le risque

Les Américains se fondent sur un autre fait pour appuyer leur conviction que l'Occident peut vaincre plus aisément le communisme en facilitant, dans la plupart des cas, plutôt qu'en la contrecarrant, la marche vers l'indépendance nationale : c'est le refus des gouvernements occidentaux d'écraser les rébellions — dirigées ou non par des communistes — en employant des méthodes impitoyables (...).

Pour employer l'expression des hommes politiques américains : « Si vous ne pouvez pas — ou ne voulez pas — les écraser, rangez-vous de leur côté. »

Voilà, je crois pouvoir l'affirmer, ce que le gouvernement américain a — sans méthode peut-être — demandé aux Européens de faire (...).

Le refus de comprendre et de considérer avec sympathie les grands bouleversements résultant des espérances qui germent dans les pays coloniaux nouvellement parvenus à l'indépendance, ou l'emploi de la force impitoyable au mépris de nos principes les plus chers, risqueraient d'être fatals pour l'Occident (...).

L'anticolonialisme n'est pas toujours sans risques, mais la politique qui consiste à perpétuer une demi-nation coloniale haïe, en dépit des aspirations populaires, présente un risque encore plus grand et conduit vraisemblablement à la haine ou la violence entre les races, c'est-à-dire à des progrès communistes. Quelle que soit l'importance des pertes provoquées sur le moment par l'anticolonialisme, celles-ci seront récupérées à la longue. Il est donc plus bénéfique que nocif.

CHILI

Mort d'une démocratie

(*Correspond.* (1) *de Santiago du Chili*)

IL y a deux semaines, le Chili était une démocratie. Des journaux de toutes tendances y étaient publiés sans aucune censure. La liberté d'opinion semblait aussi solidement acquise que la vie même.

Aujourd'hui, cette liberté n'est plus qu'un souvenir. Six journaux d'opposition ont été liquidés — non pas interdits, ou censurés, mais matériellement annihilés, leur matériel d'imprimerie ayant été systématiquement détruit afin qu'ils ne puissent plus jamais reparaître. De nombreux journalistes ont été arrêtés et déportés sans jugement vers des destinations inconnues. La censure la plus rigoureuse s'est abattue sur les autres organes d'information et d'opinion, y compris sur la radio dont le gouvernement s'est emparé arbitrairement.

Pourquoi tout cela ? Parce que le président Carlos Ibanez del Campo, ancien dictateur de 1927 à 1931, organisateur du coup d'Etat nazi de 1938 (dont l'échec devait conduire au succès du Front populaire), exilé en Argentine, où il devint l'ami de Peron, est aujourd'hui au pouvoir. En 1952, exploitant la corruption du gouvernement en place et le désir des Chiliens de mettre au pouvoir un « homme fort », il réussit à se faire élire à la présidence. Son premier soin fut de combattre le mouvement syndicaliste chilien et de mettre en place les instruments d'un régime policier, qu'il se réservait d'utiliser le moment venu. Il a jugé, il y a quinze jours, que le moment était venu.

20 morts, 300 blessés

Economiquement, les quatre années de l'administration Ibanez ont été désastreuses. Le coût de la vie a augmenté de 86 % en 1955 et de 32 % en 1956, alors que la plupart des salaires restaient bloqués. A la fin de mars, lorsque le gouvernement a annoncé une augmentation de 50 % du prix des transports publics, les Chiliens ont estimé que la mesure était comble. A Santiago, des milliers d'étudiants et de travailleurs sont descendus dans la rue pour protester contre cette décision. Le président Ibanez ne s'en est pas inquiété, au contraire : il tenait le prétexte dont il avait besoin pour déclencher l'épreuve de force et se débarrasser une fois pour toutes de l'opposition.

Il commença par faire tirer sur la foule, pour la calmer. Après trois jours de manifestations populaires, les balles de la police avaient déjà fait 20 morts et plus de 300 blessés. Le matin du mardi 2 avril, le calme était pratiquement revenu dans la ville.

Au début de l'après-midi, le gouvernement annonça que la police de Santiago, « fatiguée », allait être relevée par la troupe. A 4 heures, il n'y avait plus un seul policier dans la ville, mais aucun soldat n'y était encore entré : Santiago était une « ville ouverte ». Elle ne le fut pas longtemps. A peine les derniers policiers étaient-ils partis que des commandos de provocateurs — composés de centaines de repris de justice libérés pour la circonstance — envahirent les rues. Pendant trois heures et demie, ils allaient y faire régner la terreur, brisant les devantures, pillant les magasins, incendiant les automobiles, détruisant les appareils de signalisation, allant même jusqu'à attaquer à coups de pierres l'immeuble du Congrès. Ils restèrent les maîtres de la ville jusqu'au soir et ce ne fut qu'après leur départ que les troupes régulières et les chars y firent leur entrée en force.

La troupe en action

La radio apporta aussitôt à la population la version officielle des événements : brossant un tableau dramatique des destructions opérées par les « vandales » dans l'après-midi, elle annonça que « l'émeute » avait été organisée par les syndicats et les partis de gauche, sur l'ordre de Moscou, et que la responsabilité en incombait principalement aux journaux de gauche, « qui avaient incité le peuple à la violence ».

Dans la nuit, la troupe occupa l'immeuble où s'imprimaient six journaux de gauche, y compris le grand quotidien indépendant *Ultima Hora*. Toutes les personnes qui s'y trouvaient furent arrêtées et le matériel d'imprimerie — linotypes, rotatives — entièrement détruit. Dans leur zèle, les soldats n'épargnèrent même pas les machines à écrire et les téléphones.

Au même moment, les directeurs et les rédacteurs des journaux d'opposition étaient arrêtés à leur domicile et immédiatement dirigés vers les camps d'internement de l'Extrême-Sud.

Au matin du mercredi 3, il n'y avait plus de presse libre au Chili. La première phase du plan gouvernemental était terminée.

Le président Ibanez s'attaqua aussitôt à la seconde. Son parti « travailliste agrarien » ayant subi une sévère défaite aux élections parlementaires du mois de mars, il était essentiel pour lui d'obtenir la consolidation de son pouvoir personnel avant la première réunion du nouveau Congrès, prévue pour le 21 mai. Il demanda donc à l'actuel Congrès, où sa position reste forte, de lui accorder les « pouvoirs spéciaux » nécessaires au « rétablissement de l'ordre ».

Les « pleins pouvoirs »

Pour faire bonne mesure et convaincre les congressistes de la gravité de la situation, il entretint à Santiago pendant plusieurs jours une atmosphère de terreur. Pendant que se déroulait le débat, les troupes patrouillaient les rues en permanence, les chars parcouraient les grandes artères à intervalles réguliers et des hélicoptères de l'armée survolaient la ville.

Le samedi 6 avril, au soir, Ibanez obtenait ses « pouvoirs spéciaux ». Ceux-ci lui permettent maintenant d'arrêter, d'emprisonner et de déporter n'importe qui n'importe où. Il peut soumettre à la censure la plus stricte tous les organes d'information et d'opinion. Il peut gouverner sans aucun contrôle.

Ibanez a maintenant soixante-dix-neuf ans et peut difficilement espérer le renouvellement de son mandat, qui expire en septembre 1958. Mais il a un successeur tout désigné en la personne de son ami et ministre de l'Intérieur, le colonel Benjamin Videla Vergara, qui n'aspire qu'à poursuivre la politique amorcée depuis quinze jours.

Les débuts sont prometteurs.

(1) Collaborateur d'un journal d'opposition, notre correspondant nous a fait parvenir son article par des voies détournées. Il est actuellement recherché par la police.

chez votre Tailleur
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

Cahiers de la République
REVUE BIMESTRIELLE DE POLITIQUE
PRESIDENT DU COMITE DE DIRECTION : Pierre MENDES-FRANCE
Numéro 6 (mars-avril 1957)
• Editorial
• CHANCES ET DIFFICULTES DE LA RECONVERSION
•
Rédaction, administration : 1 bis, place de Valois
Abonnements : 1 an 1.250 fr. - Etranger 1.800 fr.
Soutien : 3.000 fr.
C.C.P. Paris 13.493.09

tout le nettoyage
pour tous locaux commerciaux et privés
Travaux de Peintures
Dépoussiérage
Mise en état - Entretien
Vitres - Tapis - Parquets
RABOTAGE - ENCAUSTIQUAGE
Vernissage parquets
[illegible]
"L'IMPECCABLE"

ACCIDENTS

Françoise Sagan : 1 sur 33

DIMANCHE vers 13 h. 45, une jeune femme impatiente de voir arriver les amis qu'elle avait priés à déjeuner, partit en voiture à leur rencontre. Deux garçons et une jeune fille l'accompagnaient.

A quelques kilomètres, la voiture des invités, une Peugeot, apparut. On se fit quelques amitiés, puis la jeune femme effectua un demi-tour pour rejoindre sa maison, un vieux moulin loué à Christian Dior, situé à Milly-la-Forêt.

Elle conduisait, vite mais bien, une Aston-Martin, voiture de sport anglaise, étroite, très nerveuse, à suspension dure, qu'elle avait achetée d'occasion. Cinq jours plus tôt, le garagiste la lui avait remise en parfait état.

Entre Plessy et Milly, la route est bombée. Pour une raison encore inconnue, la voiture fut déportée sur la gauche. La conductrice redressa-t-elle trop brutalement une direction serrée et ultra-sensible ? N'eut-elle pas la force nécessaire pour la maîtriser ? Fut-elle gênée dans son mouvement par la présence de quatre personnes dans une voiture conçue pour trois ? L'Aston-Martin fut projetée sur l'autre côté de la route et capota dans un champ. Sous le choc, les trois passagers furent expulsés du véhicule. Mais la conductrice, coincée par le volant, évanouie, côtes défoncées, poignet brisé, resta immobilisée, tout le poids de la voiture pesant sur elle. Le sang jaillit de sa bouche. Il était 2 h. 10.

Aux frontières de la mort

Cette jeune femme gisant aux frontières de la mort, c'était l'écrivain le plus célèbre du monde, 21 ans, une gloire littéraire sans précédent, une solitude peuplée mais immense, celle qui naît du succès trop rapide, une légende faite comme toutes les légendes non de mensonges mais d'une affreuse caricature de la vérité, beaucoup de clients et peu d'amis : Françoise Sagan.

De la voiture de ses invités bondirent le metteur en scène Jules Dassin (Le Rififi), l'actrice grecque Melina Mercouri, l'impresario Alain Bernheim et sa femme.

On a dit, à tort, que l'on retrouva près du corps de la jeune romancière le manuscrit de son dernier roman, « Les Paupières mortes ». L'image pouvait satisfaire, mais le seul manuscrit de ce roman est actuellement entre les mains d'une dactylographe.

On a dit que de nombreux automobilistes ont refusé de s'arrêter, malgré les signes de détresse qui leur furent adressés. La scène — de monstrueux indifférents laissant une jeune blessée agoniser alors qu'ils auraient fait la queue pour lui demander un autographe s'ils avait su qui elle était — peut plaire. Mais elle n'a pas eu lieu.

Entre le moment où la voiture de Françoise Sagan s'est retournée et celui où sept automobilistes ont réussi à soulever ensemble les 1.500 kilos de l'Aston-Martin pour dégager son corps, dix minutes se sont écoulées. Et moins d'une demi-heure avant que l'ambulance de l'hôpital de Corbeil, demandée par la gendarmerie de Plessis elle-même alertée par un automobiliste, parvienne sur les lieux.

Le trajet fut pénible. La jeune femme étouffait. Le sang affluait dans sa bouche, elle risquait d'avaler sa langue. Ni infirmière ni médecin n'accompagnait l'ambulance.

Enfin ce fut Corbeil, et l'hôpital où l'interne de service — le seul, car c'était dimanche — aidé par les infirmières, la plaçait sous la tente à oxygène et commençait une transfusion de sang.

A la recherche d'un téléphone

Mais en l'absence d'un chirurgien, et comprenant à quel point Françoise Sagan était atteinte, Jules Dassin et Alain Bernheim décidèrent d'alerter aussitôt un médecin parisien.

L'usage du téléphone de l'hôpital est interdit. Alain Bernheim partit à la recherche d'un café ouvert.

Au moulin, le meilleur ami de Françoise, son frère, J.-F. Quoirez, étonné d'une absence si longue, partit à son tour en voiture à la recherche des traînards. Lorsqu'il aperçut la carcasse de l'Aston-Martin, il se précipita à l'hôpital.

Françoise était au plus mal. Un prêtre, requis par une infirmière, lui administrait les derniers sacrements. Tout espoir semblait perdu. Ecrasés par l'angoisse, par le sentiment de leur impuissance, les spectateurs de ce drame si brutal ne parvenaient pas à s'intéresser au sort des trois compagnons de route, blessés et souffrants mais dont la vie n'était pas en danger (1).

D'un café enfin atteint, Alain Bernheim réussissait à joindre le médecin traitant de Françoise Sagan, Louis Schwartz, qui déjeunait chez lui, et à lui décrire rapidement les faits. Le docteur Schwartz alertait à son tour un spécialiste de neurochirurgie, le docteur Lebeau, et un spécialiste de chirurgie thoracique, le docteur Juvenel.

Deux heures s'écoulèrent avant que les trois médecins réunis à Corbeil au chevet de la jeune femme blessée, tiennent conférence et décident de la ramener d'urgence à Paris.

L'un d'eux prévenait un directeur de journal qui demandait aussitôt au préfet de police, M. Genebrier, de faciliter le passage de l'ambulance sur la route encombrée où les automobilistes viennent, le dimanche, chercher le grand air et trouver la mort. C'est précédé d'une voiture pie et de motocyclistes que le cortège revint de Corbeil.

Le personnel de l'hôpital, où il arrive parfois plus de 30 accidentés dans la journée, n'était pas suffisant pour que l'on puisse distraire une infirmière pendant plusieurs heures au seul bénéfice d'une blessée, fût-elle illustre.

Dans l'ambulance où Françoise Sagan était étendue, c'est Jules Dassin qui surveilla le goutte-à-goutte, tandis que le docteur Juvenel vérifiait l'oxygénation.

Le lendemain matin, la presse annonçait au monde entier que Françoise Sagan était dans le coma et que le pronostic des médecins était réservé. Ils avaient diagnostiqué un défoncement de la cage thoracique et un traumatisme crânien.

Un orage de gloire

C'est par les journaux italiens que son père, en voyage d'affaires, à Milan, impossible à atteindre, était prévenu. Mme Quoirez et la sœur de Françoise, en vacances dans la maison familiale du Lot, rentraient en hâte.

Autour de l'enfant meurtrie dont il ne lui était même pas permis d'approcher, la famille Quoirez subissait avec son habituelle dignité l'horrible curiosité, l'assaut des visiteurs, les uns réellement bouleversés, les autres s'assurant que leur désespoir serait bien enregistré.

Sans colère, mais à la limite de ses forces, Mme Quoirez eut, pour l'un de ceux-là, ce mot terrible :

(1) L'écrivain Bernard Frank, un bras cassé, le journaliste Waldemar Lestienne, des contusions au visage, Véronique Campion, étudiante en lettres, une fracture du bassin.

— Elle vous dédiera son prochain livre, mais pour le moment, je vous en prie, partez, laissez-la tranquille.

Mardi, Françoise Sagan, émergeant de la nuit, avait pu, entre deux piqûres de morphine, échanger quelques mots avec son frère, puis avec son père.

Le peu qu'elle put dire prouvait qu'elle n'avait aucun souvenir de l'accident (« On ne m'y reprendra plus à me faire opérer »), qu'elle pensait aux autres avant de penser à elle (« J'espère que je n'ai tué personne ? Qui est blessé ? Est-ce que Florence était dans la voiture ? » (2) et qu'elle n'avait pas perdu le sens de l'humour (« Papa, tu m'avais dit que j'aurais des ennuis avec une Gordini. Tu vois, c'est avec une Aston-Martin »).

Elle souffre beaucoup, mais se plaint le moins qu'elle peut. Elle est entre de bonnes mains.

L'ASTON-MARTIN DE FRANÇOISE SAGAN
En dix minutes, sept automobilistes...

Quoi que l'on pense de l'œuvre de Françoise Sagan, elle est une jeune femme de grande qualité qui a résisté autant qu'il est humainement possible d'y résister, à cet orage de gloire et d'or qui a fondu sur elle avec son inévitable charge de boue alors qu'elle n'avait pas 20 ans. Peu d'adultes, bien enracinés dans l'existence, auraient su ne pas y laisser pourrir le meilleur d'eux-mêmes.

Si elle surmonte l'épreuve à la mesure de son destin qui lui est infligée, elle y puisera peut-être la force d'aimer plus que la vitesse — la vie. Et l'indulgence de ceux qui n'ont pas le courage de supporter le bonheur des autres.

Il y a eu ce dimanche-là 8 morts et 33 blessés sur les routes.

Les statistiques indiquent que le nombre d'accidents graves est plus grand quand les conducteurs ont entre 18 et 25 ans, qu'un accident sur deux a lieu dans une ligne droite, 8 sur 10 par temps clair, et que 7 blessés sur 10 sont des blessés de la tête.

L'accident de Françoise Sagan est donc un accident-type, un accident d'autant plus exemplaire que la blessure la plus grave, celle qui met ses jours en danger, est un *traumatisme crânien.*

(2) Il s'agit de Florence Malraux, la fille d'André, qui est souffrante depuis plusieurs jours et qui, de son lit, regarde passer les heures qui apporteront une certitude avec l'angoisse que lui inspire une réelle, profonde et sincère amitié.

Que signifient donc ces deux mots ? C'est ce qu'explique ici le docteur Knock.

Traumatismes crâniens

Un traumatisme crânien, cela signifie tout simplement d'abord un coup sur la tête. Mais, à vrai dire, on ne parle pas de traumatisme crânien pour n'importe quel coup. Une simple plaie du cuir chevelu n'en est pas un. L'usage de ces termes n'est acceptable que si au moins une de ces trois conditions est remplie : une fracture du crâne vérifiée, une perte de connaissance authentique ou une lésion neurologique (paralysie par exemple) réelle.

Si on ne dit pas alors simplement paralysie, coma ou fracture, c'est que les trois éléments ne sont jamais totalement indépendants, que toute atteinte crâno-cérébrale est une atteinte complexe.

Les grands délabrements osseux et encéphaliques ne posent pas de questions. Le chirurgien a la main forcée. Il lui faut, quand il le peut, opérer, nettoyer et attendre. L'avenir, dans ces cas-là, est assez sombre. On ne peut pas remplacer ce qui est perdu, le cerveau ne repousse pas et si on peut vivre privé d'une partie de substance nerveuse, on n'est plus exactement le même.

Les traumatismes dits fermés, c'est-à-dire sans atteinte importante, apparemment, de la boîte crânienne et du cuir chevelu posent au contraire des problèmes très difficiles.

Caractères particuliers

Les fractures du crâne, sauf quand un éclat d'os blesse directement le cerveau, n'ont pas, en soi, une grande importance : *il n'y a pas de parallélisme entre la violence du traumatisme et l'importance des lésions cérébrales, il n'y en a pas davantage entre les dégâts osseux et les lésions.* Un coup de poing peut tuer (c'est le cas des boxeurs), le heurt d'un objet dur peut blesser profondément le cuir chevelu, entamer l'os et ne pas atteindre le tissu nerveux.

Ce qu'il faut donc considérer dans →

l'homme heureux porte une chemise *Elysées Soieries*
55, Champs-Élysées
et pour l'été
le PYJAVESTE le PYJAKO
le PANCHERO
le plus grand choix de Paris en chemises de luxe
3 longueurs de manches par encolure

→

un traumatisme crânien, c'est en réalité le traumatisme cérébral. Le cerveau répond à ce traumatisme comme n'importe quel autre tissu. Il peut saigner et ce sont les hématomes ; il peut aussi être lésé plus profondément, déchiré, écrasé ; il peut présenter de l'œdème, c'est-à-dire une augmentation de son volume. Il arrive aussi qu'il se produise simplement une « sidération » des cellules nerveuses, un arrêt momentané et parfois réversible de leur fonction. C'est ce qu'on appelle la commotion cérébrale.

Ces éventualités ne sont pas propres au cerveau, mais il les supporte d'une manière qui lui est propre, c'est qu'en effet :

● Le cerveau est contenu dans une boîte osseuse de volume invariable — et l'apparition d'une masse nouvelle comme un hématome entraîne des phénomènes de compression extrêmement graves.

● Il joue un rôle trop important pour qu'on puisse le considérer isolément. Chacune de ses atteintes retentit sur l'ensemble de l'organisme.

● L'intégrité de ces fonctions est habituellement nécessaire aux processus de guérison. Le cerveau blessé ne peut plus diriger sa propre récupération — et on s'explique ainsi l'extension de lésions d'abord circonscrites, où la lésion et la réponse mal adaptée qu'elle provoque se favorisent réciproquement.

● Il n'est pas possible d'aller voir à tous les coups ce qui se passe, car les possibilités d'intervention sont médiocres et on ne ferait qu'ajouter un nouveau traumatisme au premier.

Une longue surveillance

Ces caractères expliquent la difficulté extrême qu'on a à apprécier l'avenir d'un blessé du crâne, les délais que demandent les médecins pour se prononcer.

Tel blessé reste un moment évanoui. Puis il reprend une conscience à peu près normale et tout semble être arrangé. Pourtant, deux ou trois jours après, on constate souvent une obnubilation progressive qui peut aboutir au coma. Les deux ou trois jours ont été « l'intervalle libre » nécessaire à la constitution d'un hématome.

Tel autre blessé reste dans le coma plus longtemps et n'en sort que progressivement, en plusieurs jours. Pourtant, de sa blessure il ne restera rien.

Il ne suffit pas seulement de faire un bilan immédiat. La surveillance de l'évolution compte autant, sinon davantage, et il faut surveiller tout blessé de ce genre pendant assez longtemps avant de rien affirmer de définitif.

Cela ne signifie pas que le médecin regarde, observe et s'abstient. L'action la plus spectaculaire a toujours été l'action chirurgicale. Les indications opératoires sont cependant limitées : correction d'un enfoncement osseux, évacuation d'un hématome, exceptionnellement d'une collection suppurée. C'est tout, mais c'est énorme.

Cela n'exclut pas l'action purement médicale. Celle-ci peut profiter actuellement des remarquables procédés d'hibernation, ou, en tout cas, de déconnexion qui permettent de rompre le cercle vicieux qui s'établit entre des lésions et leurs conséquences, celles-ci ayant tendance à aggraver celles-là.

Ces procédés sont encore plus utiles quand le reste de l'organisme est atteint, lui aussi, quand il s'agit de « polyblessés ». La gravité d'un traumatisme crânien n'est pas seulement fonction de la gravité de la lésion cérébrale elle-même, mais de l'état du sujet avant le traumatisme (il faut souligner que l'âge et l'imprégnation alcoolique aggravent le pronostic) et après le choc quand il existe des blessures associées.

JEAN MARIN
Le premier élu

Le sentiment spontané qu'on a en face du traumatisme crânien n'est donc pas injustifié. C'est un traumatisme grave et l'augmentation constante de sa fréquence est angoissante.

JE, TU, IL...

● JEAN MARIN, reporter (« Le Journal »), scénariste (« La Bataille de l'eau lourde »), organisateur (bimillénaire de Paris), résistant (« Les Français parlent aux Français »), né il y a 46 ans sous le nom d'Yves Morvan, était, jusqu'à lundi et depuis 1954, le neuvième directeur général de l'Agence France-Presse nommé par le gouvernement. Il en est maintenant le premier directeur général élu par le conseil d'administration. Cette nuance d'apparence anodine est une victoire considérable pour tous ceux qui souhaitaient assurer l'indépendance à l'égard du pouvoir de cette agence de presse mondiale dont le budget annuel dépasse 2 milliards et dont les services emploient 1.800 journalistes et techniciens.

Depuis des années, les professionnels regrettaient que l'agence soit en butte aux pressions du gouvernement. Ils demandaient pour l'A.F.P. un statut qui la libérerait de cette tutelle officielle et, en particulier, réclamaient que le directeur général de l'agence soit élu par un conseil d'administration composé de directeurs de journaux (les usagers), de représentants de l'Etat et de représentants du personnel, et non par les ministres. Leurs désirs sont enfin réalisés. C'est au troisième tour de scrutin que M. Jean Marin a été élu pour trois ans, recueillant ainsi la juste récompense des efforts qu'il fit pour obtenir — enfin ! — le vote du statut. Au premier tour devaient voter huit directeurs de journaux et deux représentants du personnel de l'A.F.P. Quatre directeurs votèrent pour M. Jean Marin (qui bénéficia, en plus, des voix des représentants du personnel) et quatre pour M. Philippe Desjardins, ancien haut fonctionnaire de l'U.N.E.S.C.O. Le troisième candidat, M. Nègre, ancien directeur de l'agence, n'obtint aucun suffrage. Au second et au troisième tour, les représentants de l'Etat reportèrent leurs voix sur le candidat le plus favorisé, c'est-à-dire M. Jean Marin, qui a été élu par 13 voix contre 2.

Première conséquence : le lendemain de l'élection, le « Times » de Londres salua, dans un article, l'autonomie de l'Agence France-Presse et son indépendance désormais acquise à l'égard des pouvoirs publics. C'est la première fois qu'à l'étranger on ne considère plus l'A.F.P. comme une agence d'Etat, mais seulement pour ce qu'elle est : une des quatre grandes agences d'information du monde.

● PAUL SAUVAGE, 18 ans, lycéen, fils de pharmacien comme Yeso Amalfi (Red Star), originaire de la Creuse comme Taillandier (Racing), a marqué les trois buts qui ont permis à l'équipe de France de football junior de battre les juniors belges (3 à 1) à Saint-Sébastien. Devenu célèbre en un dimanche, il envisage d'achever ses études à Paris et de jouer dans l'équipe du Racing.

● LA COMÈTE AZEND-ROLAND, surnommée la comète de Pâques, sera visible à l'œil nu le 22 avril. On ne la reverra que dans un million d'années. Mais sans doute pas à Pâques : parce que rien n'indique que la comète se montrera dans la même période de l'année et parce que la date de Pâques varie selon les années (elle est fixée au dimanche qui suit la date de la première pleine lune après la naissance officielle du printemps).

● MAURICE VAN MOPPÈS, dessinateur, 52 ans, mort à l'hôpital d'Antibes, avait inventé pendant la guerre, à Londres, le fameux slogan de la B.B.C. : « Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand. » Van Moppès, qui était l'un des dessinateurs les plus spirituels de sa génération, avait été victime d'un attentat à son retour de Londres et avait dû être hospitalisé plusieurs mois à la suite d'un traumatisme crânien. Ce traumatisme n'est pas la cause directe de la mort de Van Moppès mais a été considéré par les médecins comme une « cause prédisposante ».

GASTRONOMIE

Une bonne étoile

POUR obtenir les cent quatre-vingt-six adresses des restaurants où l'on sert, en France, des repas soignés à moins de 750 francs, les « gustateurs » du Guide Michelin, dont l'édition 1957 vient de sortir, ont déjeuné en touristes, pendant douze mois, dans près de cinq mille établissements. L'incognito des « inspecteurs de la bonne chère » est toujours soigneusement préservé. Six « mangent » à l'année, six autres ne voyagent que pendant la belle saison. Aucune de ces douze personnes qualifiées ne passe deux fois de suite dans la même région pour éviter d'être reconnue par les restaurateurs et bénéficier ainsi de repas exceptionnels. Les distinctions étoilées du « Michelin » représentent un capital. Soixante-dix mille renseignements fournis par les touristes eux-mêmes viennent s'ajouter aux rapports des professionnels. Il suffit parfois d'une lettre d'un client mécontent (dont l'addition sera examinée par les spécialistes) pour qu'une étoile disparaisse du guide.

Cette année, quarante remboursements d'additions irrégulières ont été effectués par l'entremise du guide à ses clients mécontents.

Cette année aussi, trois restaurants sont passés de deux étoiles à une, quatre établissements possédant deux étoiles n'en ont plus ; en revanche, trois nouveaux restaurants sont « montés ». Ce sont ceux-là que chercheront dans les huit cent quatre-vingt-douze pages du guide les deux cent quatre-vingt-dix mille acheteurs de l'édition 1957 dont, avant de paraître, tous les exemplaires étaient vendus : on y mangera sûrement bien.

DISQUE BLEU
AVEC OU SANS FILTRE

sans filtre 105 F
avec filtre 110 F

Tout va mieux,
vos soucis s'envolent
dans la fumée des DISQUE BLEU.

Bien protégées par leur paquet doublé d'aluminium, les DISQUE BLEU sont toujours fraîches, de qualité constante, et vous permettent d'apprécier pleinement l'arome de votre tabac préféré.

RÉGIE FRANÇAISE DES TABACS. CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT

Le récit de J.-J. SERVAN-SCHREIBER

"LIEUTENANT EN ALGÉRIE"

UNE SENTINELLE VEILLE.
« La bataille est engagée, ici et maintenant. »

DEPUIS lundi matin, le général Paris de Bollardière, Compagnon de la Libération, Grand-Officier de la Légion d'honneur, est en prison au secret dans un fort de la région parisienne.

Au moment de sa protestation solennelle contre les erreurs profondes qui, en Algérie, défigurent la France, le ministre de la Défense nationale, soumis aux pressions de ceux qui sont complices des méthodes dénoncées, proposa au gouvernement que le général de Bollardière soit chassé de l'Armée. L'opposition absolue de plusieurs ministres à une telle mesure l'empêcha.

Le ministre de la Défense nationale, cédant sur le fond, exigea une sanction disciplinaire et, dans ce cadre, il vient de lui infliger la peine maxima : 2 mois d'arrêts de forteresse.

Personne n'a le droit de se servir du nom de Bollardière pour promouvoir une campagne ou une politique. Ayant servi sous ses ordres pendant six mois, ayant appris à le respecter, je trouve, dans l'épreuve qu'il subit, une raison supplémentaire de décrire jusqu'au bout, dans ce récit, le drame quotidien que nous avons connu, qui ne se résume et ne se résoudra précisément dans aucune formule parlementaire ni de parti, et qui bouleversera la routine politique dans laquelle la France est installée depuis la Libération. Jusqu'au jour où la nation, ayant repris conscience, choisira son avenir.

J'aborderai maintenant les derniers épisodes de ce récit de notre vie là-bas.

J.-J. S.-S.

VI. - ENTRE FRANÇAIS

I

NOUS éprouvions le sentiment de n'avoir jamais appartenu à un autre univers que le monde insolite de cette guerre.

Non seulement le mode de vie, le cadre militaire, ce peuple autour de nous, le paysage d'Afrique — mais bien davantage, au fond de soi, la mise en cause de tout ce qui relie un homme au destin collectif de la patrie : cette confrontation quotidienne et grave avec l'essentiel, dénudée des habitudes de la vie ordinaire, avait pour chacun de nous donné à ces quelques mois le caractère d'une épreuve totale.

Ce qui se déroule en Algérie, et qui bouleversera sans aucun doute les fondements mêmes de la nation, a d'abord transformé ceux qui, à tour de rôle, en ont été les acteurs — par la découverte jamais achevée de tout ce qu'un conflit de cette nature peut charrier, retourner, détruire ou créer à mesure qu'il s'enfle et qu'il s'approfondit...

Après avoir vu se succéder là-bas l'été, l'automne et l'hiver, je croyais avoir pénétré jusqu'au cœur de la guerre, connaître ses multiples aspects — je ne m'imaginais pas ce qu'en une journée, par un raccourci saisissant dû au hasard, j'allais encore découvrir, et qui donne au drame sa dimension nouvelle.

⁂

ESPANIEUL était en mission à Constantine auprès d'un général des théâtres d'opérations de l'Est. Henry, son second, commandait le régiment.

Le petit déjeuner matinal, dans le vieux garage, était avec Henry un moment de charme. Sensible du foie, comme ceux qui ont fait plusieurs campagnes en Indochine, il repoussait, de tout son instinct, le plus tard possible dans la matinée le début des préoccupations. Et sa manière de prolonger à demi l'euphorie de la nuit, c'était de raconter, longuement, des histoires pleines de poésie, soit des souvenirs, soit des romans, qui fermaient la porte, encore un instant, à la réalité extérieure.

La réalité, cependant, entra. Le lieutenant Martin était le contraire du rêve.

— Salut, les enfants !... Vous ne refuserez pas une tasse de café à un vieux soldat, hein ?... dit-il, en soulevant une chaise avec deux doigts et en venant se placer à côté de nous.

Martin était assez rarement des nôtres. Il avait été affecté à une autre unité dans un secteur voisin, et venait seulement, de temps en temps, s'informer sur nos difficultés et nous faire part des siennes. A la surface de son corps immense, toujours la jovialité et l'entrain — mais, à l'intérieur, la guerre d'Algérie avait pénétré. Martin avait beaucoup changé. Son assurance du mois d'août, sa tranquille certitude d'avoir fait le tour du problème (« Les fellagha, c'est les Viets » — « Le complot est à Moscou ») n'avaient pas résisté, car il était intelligent, aux expériences quotidiennes : la découverte du vide impressionnant dans lequel l'armée se débat, l'absence accablante d'une perspective qui donne un sens à l'action, la détérioration inévitable du moral et du comportement de nos hommes... Et ce que nous avions appris, tout récemment, de l'activité de Martin, nous avait vivement frappés. Henry surtout, qui le connaissait depuis longtemps. Il n'attendit pas pour s'en informer.

— Alors, Martin, ces contacts avec le F. L. N., qu'est-ce que ça a donné ?

⁂

LA dernière fois que j'avais vu Martin — environ six semaines auparavant — restait vivement marquée dans ma mémoire.

C'était vers 6 heures du matin. Le jour, proche de l'hiver, tardait à s'éclairer. J'avais cherché avec une torche, dans une vieille ferme que je ne connaissais pas, la chambre de Martin, pour le présenter à un écrivain venu de Paris au P. C. d'Espanieul et qui allait repartir par l'avion de 8 heures à Maison-Blanche. Je ne voulais pas qu'il quitte notre région sans emporter parmi ses images celle de cet officier particulier qui, sergent dans les maquis de partisans du Vietnam, recevant de Paris les feuillets ronéotypés d'une école par correspondance, avait découvert presque en même temps l'orthographe dans ses grammaires simplifiées et la nature du combat dans les essais de Mao Tsé Toung, et qui, méfiant de tout ce qu'il n'avait pas conçu ou re-inventé par lui-même, s'était forgé une farouche indépendance d'esprit dont la fraîcheur des réactions reflétait avec vivacité les aspects de la réalité extérieure à mesure qu'il la découvrait.

Nous avions trouvé, nu et couvert de poils bruns, l'immense corps de Martin, affalé sur un lit de camp. Réveillé, il nous avait emmenés, avec une gentillesse curieusement triste, dans la petite cour de la ferme, en décrochant au passage une serviette de bain marron — l'une des horreurs pratiques des surplus de guerre américains — pour s'en faire un pagne. Il avait depuis longtemps l'habitude de supporter, nu, la fraîcheur de la fin de l'automne dans le djebel comme la chaleur

→

humide de la jungle. Il n'avait pas pu attendre pour nous raconter les motifs de son désenchantement.

— J'ai échoué, nous dit-il... Hier soir, j'ai réuni tous mes jeunes sous-lieutenants qui commandent nos petits postes de montagne... Tenez : ça vous intéressera, vous qui venez de Paris, ce sont des choses qu'on n'imagine pas bien de là-bas... Le sous-lieutenant, vous savez, est la base de tout ici : c'est le plus petit échelon indépendant de responsabilité. S'ils s'intéressent à cette guerre, s'ils sont actifs, dynamiques, sérieux, la machine peut rouler — s'ils s'en foutent, s'ils ne pensent qu'à passer le temps en attendant la quille, tout foire... Or, j'ai bien vu, en arrivant dans cette unité, que c'était pas ça : le moral n'y était pas. Et pourtant, ce sont des petits gars intéressants (vingt-quatre, vingt-six ans) : il y en a deux ou trois qui sortent de Centrale, quelques instituteurs, un sous-préfet, et même il y en a un qui dirige déjà une usine près de Pau — sûrement on devrait pouvoir en faire quelque chose. C'est ce que je me suis dit...

Martin ramassa dans l'herbe de la petite cour une longue tige. Il aimait se caresser le menton en parlant, ça l'aidait.

« Alors hier, je les avais tous invités à dîner au P. C. autour de moi. Ils étaient descendus de la montagne... Je leur ai fait un petit laïus pour leur dire comment ils pouvaient agir, entraîner leurs hommes, sortir des ornières, du je-m'en-fichisme ; et puis, je leur ai demandé de me poser des questions... La discussion a duré jusqu'à 2 heures du matin — eh bien ! j'ai perdu... Si, si, je l'ai bien vu, ils sont repartis aussi sceptiques : je ne les ai pas convaincus... Il faudrait y revenir trois, quatre, dix fois peut-être, pour pénétrer : on dirait qu'ils sont blindés... Certains, sans doute, par égoïsme pur et simple, certains par volonté arrêtée de ne pas « y croire », tous par indifférence... »

Jetant son herbe, il se frotta les mains avec vigueur : « Ça me fait plaisir que vous soyez venus me voir, tiens ! Ça tombe bien : j'avais pas envie de me réveiller ce matin, je m'étais endormi découragé... »

Alors, personne ?

La lumière fragile et froide de l'aube, quelques voiles de brume, donnaient aux murs lézardés de la ferme, au petit bois devant nous, l'allure d'un décor de théâtre... Et nous avions cru être vraiment au théâtre en voyant apparaître alors, comme sorti des coulisses pour venir, sur la scène, décrire dans un monologue la tristesse des hommes, une sorte de fantôme en tenue de combat couleur du petit bois, traînant un long fusil, les traits brouillés par la fatigue, marchant d'un pas lent et si étouffé qu'aucun de nous ne l'avait entendu arriver : un sous-lieutenant de l'unité de Martin rentrant d'une patrouille de nuit. Seul ?... Martin, à peine étonné, semblant trouver naturelle l'illustration vivante de ce qu'il venait de nous dire, s'adressa à l'apparition sur un ton de pitié affectueuse :

— Alors, mon vieux Picot... personne ?

Le jeune sous-lieutenant, rassemblant ses forces pour se présenter au garde-à-vous, avait répondu d'un air si las, si désolé, qu'il semblait résumer, dans cet instant, la solitude étonnée d'une génération — la sienne, celle de ses camarades, déçus par un monde sans vérité :

— Personne, mon lieutenant... J'ai demandé des volontaires hier soir, en rentrant... Personne... J'ai essayé de leur expliquer — comme vous l'aviez dit. Non, personne... Alors, je suis parti quand même. J'ai pensé, peut-être, que ça leur ferait honte...

Picot, ayant salué de nouveau, avait disparu vers le bâtiment, et la cuisine.

— Mon seul succès, nous dit Martin, avec un petit sourire doux sur sa grosse figure animale.

Notre visiteur avait pris congé de Martin sur cette image, presque plus vraie que la vérité, d'une guerre sans âme.

C'est peu de temps après que Martin — pour tenter de briser l'enchaînement monotone du terrorisme et de la répression — avait demandé au commandement territorial l'autorisation d'essayer une prise de contact avec les chefs rebelles locaux. C'est tout ce que nous en savions...

Nous attendions avec curiosité les résultats de cette entreprise audacieuse.

∴

MARTIN, ayant débouclé son ceinturon et déposé son pistolet sur la table du mess, se découpa un morceau de notre pain de campagne.

— Je m'étais dit : on s'en sort pas — mais eux non plus, c'est sûr. On a nos emmerdements et ça tourne pas rond ; mais chez eux, y a du bins aussi... Je m'étais renseigné sur le responsable des rebelles dans mon secteur : il est déjà débordé par des tas de gars sous ses ordres qui font les marioles, qui bousillent et qui pillent à tour de bras, et qui commencent à charrier au point qu'il a même été obligé, pour garder son autorité, d'en liquider deux ou trois... En somme, d'après nos renseignements, plutôt un gars de la tendance la moins extrémiste. A part ça, c'est tout ce que je savais sur lui, sauf son nom : Ramdane — et même pas d'où il sortait ni s'il parlait français... Je me suis dit : on peut toujours voir et lui expliquer qu'il arrivera nulle part, puisqu'on sera toujours plus forts que lui et que, s'il était prêt à tenter loyalement une expérience dans la région, moi, de mon côté, je pourrais me charger de liquider les excités locaux qui font du contre-terrorisme à leur compte, de dégommer les maires et les territoriaux qui sont trop bouchés, et d'essayer, sans histoire, de changer quelque chose ici... Pourquoi pas ?...

Martin n'était décidément pas du format ordinaire. Pendant que nous trouvions déjà osées nos expériences de pénétration avec les « Commandos Noirs », et que nous attirions sur nous la furie du système, il avait été, lui, jusqu'au bout du raisonnement et cherché le F. L. N... Avec une certaine admiration, nous le regardions engloutir un deuxième bol de café.

— Zéro, reprit Martin... J'ai bien vu le gars. Deux fois même. Mais c'est fini : rien à faire... On s'en est aperçu ensemble. Lui de son côté, et moi du mien, on s'est fait taper sur les doigts — et salement. Au même moment où je recevais l'ordre d'Alger, ultra-urgent, de couper tout contact, j'ai reçu aussi, par une voie bizarre, une lettre de lui, rédigée et calligraphiée très manifestement par un autre, sur papier à en-tête de « L'Armée de Libération Nationale — Etat-major », et me signifiant, sur un ton de propagande, que nous ne pouvions plus nous rencontrer « sur la base non officielle de nos entrevues précédentes »... Non — pas la peine d'essayer, ça ne peut rien donner... Alors, on a recommencé nos « opérations » — idiotes — et lui sa boucherie...

— Et comment est-il, ce Ramdane ?

— Ah ! assez curieux... Je ne m'attendais pas à un type comme ça... Il m'avait fait dire, par notre intermédiaire clandestin, de venir au rendez-vous — à vingt kilomètres environ de ma ferme, dans la montagne, au bord de la route — seul et sans arme... J'avais accepté, pour qu'il soit en confiance. Je suis parti à la tombée de la nuit dans une traction. Arrivé au point prévu, je suis descendu et j'at attendu... Au bout de cinq minutes, deux types sont sortis des fourrés. L'un était très jeune, l'air plutôt abruti, costaud, la peau foncée. L'autre, aussi foncé, était mince, l'air intelligent, distingué même, avec deux galons de coton sur les épaulettes de son blouson : c'était Ramdane. L'un et l'autre en tenues de combat américaines, comme nous. Ramdane n'avait qu'une baguette entre les mains, un pistolet à sa ceinture. Son garde du corps : une mitraillette. Ils n'avaient pas cru que je viendrais vraiment sans arme. Ils se sont approchés, Ramdane s'est présenté. La conversation a commencé. Ramdane parlait français comme vous et moi : il m'a dit qu'il avait ses études à la Faculté d'Alger jusqu'à ce qu'il prenne le maquis, l'année dernière. Ce qui m'a frappé dans son allure, c'était ses chaussures qui étaient cirées, impeccables — et ses mains, propres, les ongles faits comme s'il sortait de la manucure... Ça m'a laissé rêveur sur l'implantation des maquis... Enfin ! Tout ça, c'est fini. Allez ! un coup pour rien...

Il me restait quelques minutes seulement avant mon rendez-vous au village, je devais prendre congé de Martin. Je me levai et, me souvenant de notre dernière rencontre :

— Et votre bande de jeunes sous-lieutenants, comment ça va ?

Martin fit un geste lent de son énorme main droite dans laquelle il tenait le bol de café, et, clignant des yeux, il dit de la manière dont il eût dit « laissons cela » :

— Ah ! ça va maintenant : la quille dans un mois ; ils ne pensent plus qu'à ça, ils sont contents...

∴

MARTIN avait, lui aussi, fait le tour de la guerre. Comme nous, il s'était cogné la tête contre des murs. Il avait découvert, au bout de chaque trouée apparente, l'impasse inévitable qu'oppose finalement, aux voies imaginées pour l'action partielle, l'absence de toute orientation à la tête, d'une volonté coordonnée — c'est-à-dire politique — qui donnerait une chance aux efforts et, à la colossale aventure humaine engagée là-bas, une direction.

Il restait à découvrir — et, pour moi, ce jour-là — les prolongements souterrains de la guerre.

II

MON rendez-vous était chez le coiffeur du village.

Espanieul, devant être absent à une réunion urgente organisée par un industriel d'Alger, m'avait demandé, avant de partir vers l'Est, d'y aller à sa place pour lui en rendre compte. La réunion était prévue en fin d'après-midi, à Maison-Carrée. Pour une fois, j'avais envie d'être à peu près correctement coiffé, d'où mon rendez-vous.

Les boutiques de coiffeur dans les petits villages d'Algérie sont des lieux de prédilection pour les attentats terroristes. Ils sont déconseillés à la troupe. Quand il nous arrivait d'y aller, un de nos hommes restait en sentinelle devant l'entrée. Le coiffeur lui-même, d'autre part très aimable, n'aimait guère avoir des clients militaires, cibles favorites des attentats.

La petite rue sur laquelle donnait la boutique, était étroite, assez sombre. En face, un café arabe.

Il y eut donc une tension brusque quand, au bout d'un quart d'heure environ, le rideau de grosses perles de bois enfilées et pendantes, qui servait de porte, fut écarté avec fracas. Un homme fit irruption, tête baissée, dans la pièce.

Ce n'était pas un terroriste, mais un soldat. Je me souviendrai longtemps de son allure.

Grand et large, enflé encore dans toutes ses dimensions par une tenue bariolée de parachutiste, évidemment « culottée » par un long usage, il avait un visage régulier, frappant dès le premier regard. Nu-tête, ses cheveux blonds en désordre, l'œil exorbité, il fonça courbé en avant, une bouteille de bière à la main.

Voyant l'uniforme, le coiffeur était tranquillisé. A tort.

L'homme s'approcha de moi, me fixa d'abord quelques secondes, d'une manière étrange.

— On vient de me dire que c'était vous J.-J. S.-S.

Et, posant sa bouteille sur le lavabo, penché en avant un peu plus encore, il ajouta, en détachant ses mots avec fierté :

— C'est moi qui suis venu pour vous tuer...

Il continuait de me fixer, comme hypnotisé par cette découverte, et stimulé par la rencontre.

Je le regardais plus attentivement. Je n'avais jamais encore vu ce visage parmi nos hommes. Il devait être nouveau au régiment.

Mais si le visage m'était inconnu, sa présence et sa confession n'étaient pas inattendues.

Plus assez « sûrs »

DEPUIS les informations qui avaient été fournies, de source sûre, à Espanieul, et la pénible entrevue avec les principaux « activistes » de Sidi-Kateb, nous avions cherché à savoir un peu mieux jusqu'où s'étendait le réseau qui se donnait pour mission patriotique de liquider un certain nombre de gens, parmi lesquels, maintenant, le capitaine Julienne (fiché comme « extrémiste dangereux ») et moi-même.

Ces recherches n'avaient pas été aisées. Espanieul s'était « marqué » par son énergique intervention destinée à prévenir la première tentative d'assassinat organisée contre Julienne : ce n'est pas à lui que des informateurs parleraient librement. A Alger, l'homme qui avait alerté Espanieul était surveillé par la police et ne pouvait plus se permettre de reprendre un contact qui le désignerait lui-même au réseau. A l'intérieur du régiment étaient encore les meilleures sources possibles : les liaisons étaient évidemment étroites entre les activistes civils de la région et ces volontaires nationaux, rappelés sur leur demande, qui, dans notre régiment comme dans beaucoup d'autres unités de l'armée d'Afrique, sont les agents, sincères d'ailleurs, de la même volonté politique.

Espanieul les connaissait mal. Henry un peu mieux. C'est lui qui avait cherché à s'informer.

Il en avait retiré d'abord l'impression que c'était de Paris que la coordination se faisait. Cela nous fut confirmé par d'autres renseignements obtenus à Alger : un courant régulier entre la métropole et l'Algérie amène des agents de liaison qui maintiennent le contact entre les groupes contre-terroristes civils et des cellules dans l'armée. Quelques lettres égarées, trouvées par hasard, ont permis de recouper et de relever la nature des « instructions » données par les organisateurs, de Paris, à leurs correspondants.

Certains exemples, un peu plus spectaculaires, de ce « travail », ont fait quelque bruit dans la presse : ils ne sont que l'aspect le plus voyant. Ce qui compte davantage, c'est la routine : l'intimidation, les menaces, les enlèvements, les exécutions discrètes qui font maintenant partie de la vie ordinaire.

Et tout cet appareil, dirigé contre ceux qui, à leur place, pourraient se mettre en travers de l'enchaînement de la violence, constitue l'un des facteurs efficaces de la situation algérienne.

Henry avait aussi recueilli une autre impression. Il estimait que les « patrons », n'ayant pas mis suffisamment tôt à exécution, dans notre unité, tel projet délicat (par exemple : se débarrasser de Julienne) ne comptaient plus sur leurs premiers correspondants, craignant, à juste titre, que la familiarité inévitable, la camaraderie de combat ne les aient rendus moins « sûrs ». On s'attendait donc à ce que d'éventuels exécuteurs arrivent un jour ou l'autre parmi les nouvelles recrues.

∴

AINSI je n'étais pas entièrement surpris — bien qu'un peu ému.

Le jeune parachutiste restait planté là, me regardant toujours.

Son ivresse assez évidente et sa confession maladroite, sa manière de me fixer, m'indiquaient qu'il serait, pour quelques heures au moins, presque sûrement inoffensif. De plus, il n'avait pas, à cet instant-là, d'arme sur lui.

Si je laissais passer cette occasion d'agir, la situation ne serait pas bonne. L'homme se reprendrait vite, bien entendu. Aucune preuve contre lui. Protégé, soutenu par ses quelques camarades, il aurait tout le loisir de préparer ses projets.

Il fallait donc exploiter son émotion actuelle qui le rendait vulnérable, ouvert. Comment ?

La méthode est classique, je n'avais pas à l'inventer.

Ma jeep attendait dehors, avec son chauffeur resté en faction. Je demandais au chauffeur sa mitraillette. Je la tendis au parachutiste... Je le fis alors monter, armé, derrière moi dans la jeep, et je ne le regardai plus tout le long du trajet sur la piste de montagne, vers nos cantonnements.

Je pensais, en roulant, avec plutôt un peu moins d'appréhension cette fois, à l'autre jeune « patriote », dont la mitraillette, un soir d'une nuit d'été, était restée longuement tendue dans mon dos — à l'Ange noir.

Seulement en arrivant je me retournai.

Comme il était inévitable, le jeune parachutiste blond était effondré. Sa mitraillette était tombée, inutile, et comme recroquevillée sur elle-même, sur le plancher de la voiture... J'entendais encore la comparaison cruelle, pénétrante jusqu'à la racine, de l'adjudant Gambert :

— Le gars qui a pas pu tirer, c'est fini : il y reviendra pas... c'est comme quand ça arrive avec une femme.

« C'est pas possible ! »

RESTAIT à saisir le hasard qui avait permis de découvrir l'un des modestes exécutants pour essayer de mieux connaître ce qui était derrière lui. J'amenai le parachutiste dans le bureau du commandant Henry.

Je résumai à Henry la scène dans la boutique du coiffeur. Pour le reste : il voyait l'état du bonhomme, décoiffé, les yeux rougis, misérable — qui se présenta, cependant, dans une sorte de garde-à-vous :

— Caporal Joliette, mon Commandant !

Henry était assis derrière le bureau en fer. Grand, blond et méprisant, il portait son blouson à col de fourrure qui ajoutait à son allure de hobereau. Il regarda le tueur avec un air souverain, et s'adressa à lui d'une voix glacée :

— Qu'est-ce que tu fais dans cet uniforme ?... Tous les hommes que j'ai connus dans cette tenue étaient des soldats... Tu n'as pas le droit de les déshonorer en t'habillant comme eux... Tu vas, avant tout, quitter cette tenue — tu m'as compris ?...

Joliette blémit. Son œil reprit un certain éclat. Par un réflexe automatique, il baissa la tête pour parcourir son large pantalon, sa veste camouflée — cette tenue, en effet, de tant de héros des batailles d'Indochine et, déjà, d'Algérie.

Il serra ses mâchoires et fixa Henry d'un long regard, douloureux, Il ne dit pas un mot.

— Tu m'as compris — oui ou non ?...

L'homme parla très bas, en tremblant un peu.

— Mon commandant, cette tenue... c'est la mienne... Et, redressant son front sur lequel tombaient de tristes mèches :

— J'étais à Dien-Bien-Phu.

Henry se leva d'un bond, rejetant sa chaise qui alla basculer dans le coin de la pièce avec fracas. Il était aussi rouge que si un coup de cravache lui avait cinglé la figure. Saint-Cyr, son père — le général, l'Histoire de France, l'Honneur de l'Armée, comme dressés en lui, il cria avec fureur :

— Tu mens !...

Puis, reprenant un peu de calme, avec une rage maîtrisée, toujours debout :

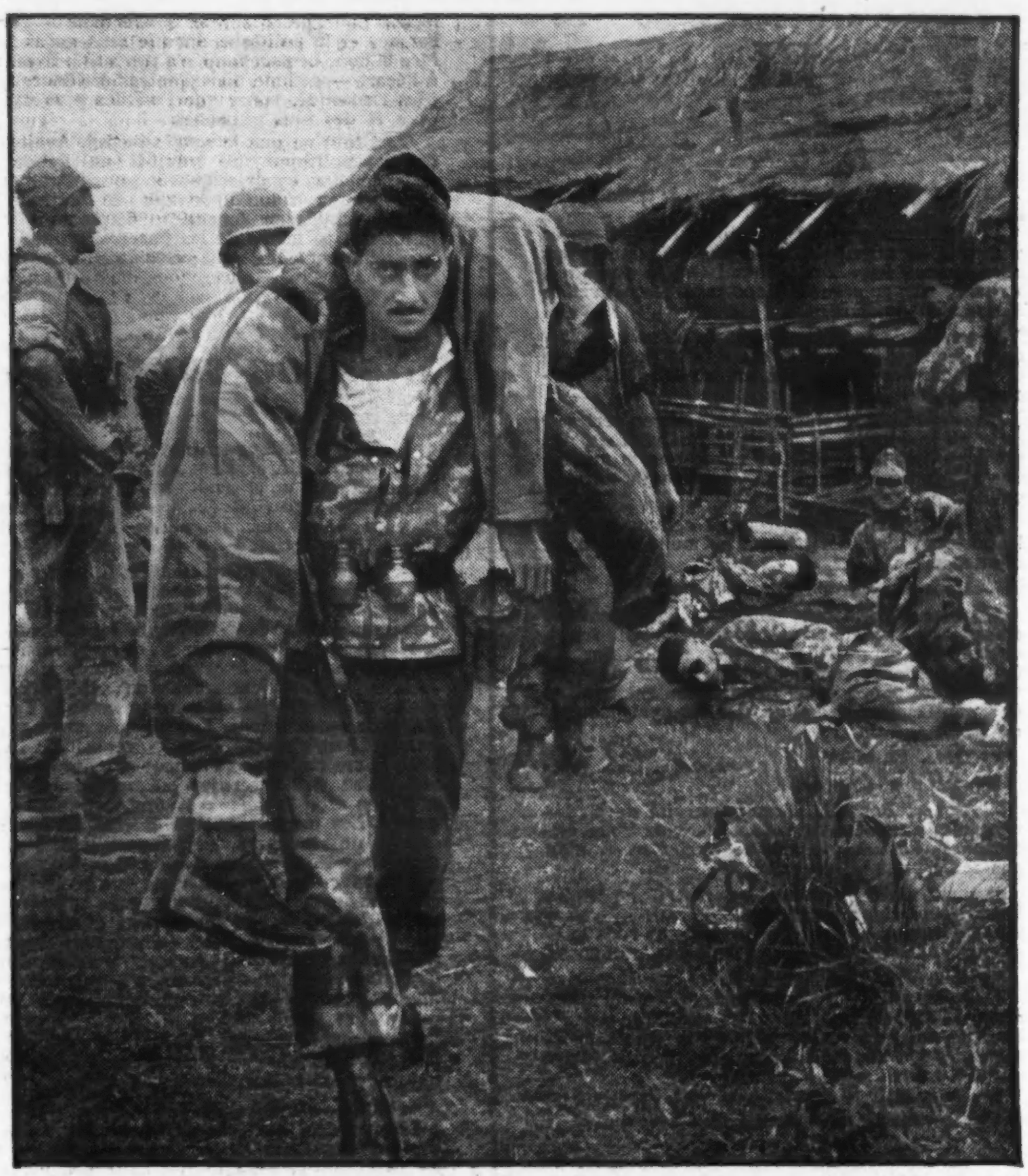
« Tu n'étais pas à Dien-Bien-Phu ! »

Joliette, à son tour, avait reçu comme une déflagration dans le corps. Serrant son garde-à-vous, relevant d'un coup de main les mèches de son front, regardant Henry dans les yeux, le nez frémissant, les vapeurs d'alcool dissipées — il était beau... Ce qui avait été sa fierté, prostituée, maintenant, dans tant de faiblesse et de pauvres aventures, dans les haines des autres qu'il avait servies, et dans leurs intérêts — tout ce qui avait été son courage ou ses rêves, et qui avait, un jour, fait de lui un homme, rentrait dans son corps, dans sa tête, et dans ses yeux : l'ivrogne était un jeune dieu blond des images de légende. Il parla avec une émotion un peu solennelle :

— Mon commandant, dites-moi tout ce que vous voulez sur ce que j'ai fait aujourd'hui, sur ma saoulerie, sur mes saloperies, dites-moi que je suis un salaud, punissez-moi tant que vous voulez, mais... pas ça !... Touchez pas à ça — vous n'avez pas le droit... Dien-Bien-Phu, j'y étais, personne peut m'enlever ça ! » Et, plus bas encore, comme récitant des souvenirs sacrés : « J'ai été volontaire pour sauter à « Isabelle » le 29 au matin... »

Henry, vibrant de tout son être, était confronté avec bien autre chose que l'exactitude sur les états de service de Joliette, autre chose même que la vérité, et qui touchait au cœur de sa vie : la nature du courage. Pour Henry le Saint-Cyrien, l'essentiel des hommes, de leurs vertus et de leurs raisons d'être était contenu dans le courage militaire. Ce courage était fondamental : sa vision de l'univers était fondée sur lui. Cet homme en face de lui, déchu, ne *pouvait pas* avoir été l'un des héros du point fortifié à Dien-Bien-Phu — que restait-il, sinon, de solide au monde ?

Blond comme Joliette, grand comme lui, et presque aussi jeune, il le regardait comme un fantôme de lui-même sorti du temps des illusions, du temps des problèmes clairs et des guerres justes.



LES HÉROS DE DIEN-BIEN-PHU.
« Tous les hommes que j'ai connus dans cette tenue étaient des soldats... »

— Ecoute-moi... si jamais c'était vrai, si par malheur ce que tu dis était vrai, et que tu aies sauté avec nous à Dien-Bien-Phu — tu devrais être mort... Tu n'as pas le droit de vivre — tu m'entends ? — pour te déshonorer et salir nos camarades !

Joliette ouvrit des yeux énormes. Reprenant sa respiration, il s'adressa à Henry non plus sur le ton d'un caporal à un commandant, mais tout droit, d'un homme à un autre :

— Vous pensez ce que vous dites ?...

Et, dans un cri brûlant :

— C'est pas possible !...

— Oui, je le pense... Et je n'ai rien d'autre à te dire. Disparais d'ici... que je ne te revoies jamais plus !

Joliette se retourna et sortit, les épaules voûtées, les yeux baissés — de nouveau misérable.

Dans le bureau d'à côté, celui de l'adjudant-chef Peisson, il s'effondra sur une chaise, sans un mot.

Peisson tenait les dossiers du régiment. A travers la mince cloison qui le séparait de la pièce où Henry et Joliette s'étaient affrontés, il entendait tout. Il avait cherché et retrouvé les papiers du jeune caporal. Les textes, qu'il sortit et qu'il nous montra, des trois citations de Joliette ne laissaient aucun doute : le héros était authentique.

Traite des héros

Ce qu'Henry avait préféré ne pas regarder, les questions qu'il n'avait pas posées, nous allions ensuite, par Joliette et l'un de ses camarades, en connaître les détails.

Nous avons ainsi appris la filière de cette « traite des héros » qui, depuis l'année dernière, s'organise sur une base systématique et se développe rapidement.

Quelques personnalités exilées des associations qui, en Tunisie et au Maroc, voulaient assurer à leur manière la « présence » française ont constitué, avec leurs amis politiques à Paris, un groupe d'action. Entre ces hommes, désœuvrés, résolus, épris de revanche, et leurs alliés naturels en Algérie — dans l'administration, la police, les affaires et la presse — des liens de sympathie se sont établis, puis une volonté de « travail » en commun. Aujourd'hui, entre Paris et Alger, ce syndicat déploie une très efficace activité.

Ils ont décidé, ce qui est habile, de recruter leurs hommes de main autant que possible parmi les soldats glorieux qui, rejetés dans la vie civile, soit par les règlements ordinaires de l'armée, soit en raison de leurs blessures, soit — la majorité des cas — à la suite de sanctions disciplinaires, flottent comme des épaves. Une fois recrutés, le syndicat les entretient. Il leur redonne aussi le sens d'une « mission », les regonfle, leur fournit une raison neuve de se lancer dans la bagarre : il habille les nécessités du « travail » requis dans le beau manteau du patriotisme.

Les jeunes ilotes, avec uniforme et décorations, sont alors utilisés, les uns — les plus ordinaires — dans le travail classique des manifestations « nationales » à Paris ; d'autres — les plus doués — pour la formation et l'encadrement de milices patriotiques et d'organisations de jeunesse ; un grand nombre enfin — les plus courageux — sont destinés par leurs maîtres à liquider les hommes qui, dans la politique, la presse, l'armée, risquent de gêner le déroulement normal de cette épreuve totale, décisive pour le pays, que devient la guerre d'Algérie.

Ces spécialistes n'ont que très peu opéré jusqu'à présent en France même : leurs amis sont encore trop rares, et trop prudents, pour les protéger suffisamment. Ils se font d'abord la main en Algérie.

Ces jeunes hommes, reflets d'un ancien courage, asservis par de grands intérêts, à l'abri au milieu de cette guerre, qui tourne elle aussi au service de leurs maîtres, apprennent là-bas leur métier groupés autour des vétérans : les assassins de Lemaigre-Dubreuil ou de Ferhat Hached et de quelques autres...

⁂

IL était tard. Je devais quitter maintenant la baraque pour essayer d'arriver à l'heure à la réunion de Maison-Carrée. La journée n'était pas achevée.

Je laissai ce Joliette et son camarade, émus d'avoir pu vider un peu leur cœur... Le père Peisson, en gilet de corps, son mégot sur la lèvre, affectueux et triste, honteux pour eux, honteux pour nous, leur parlait comme à ses enfants, essayant à lui tout seul, avec son naturel et vrai courage, de remonter ce courant vertigineux de déchéance et de passions qui, ayant vidé déjà tant de ces jeunes hommes de leur âme, menace maintenant de faire chavirer l'armée d'Afrique, et pourrait un jour, dans la violence et l'aveuglement de cette guerre, et l'indifférence générale, entraîner la nation.

→

III

A Maison-Carrée la nuit tombait.

Je connaissais mal cette ville baroque, sorte d'appendice grouillant de la capitale ; mais les bureaux de Pierre Lemarchand étaient simples à trouver, sur la grande place moderne, derrière l'immeuble des postes.

Je sautai de la jeep devant le numéro « 23 » de la place et je me dirigeai vers la porte vitrée où le nom des entreprises industrielles « Lemarchand » était inscrit.

Il me semblait retourner à des mois en arrière : cette place de ville de province, des vitrines, des hommes qui faisaient autre chose que la guerre, une vie de temps ordinaire — un monde normal, oublié.

Un individu qui s'approchait comme moi de la porte se plaça en travers de mon chemin, et m'interpella.

— Vous venez voir M. Lemarchand ?

L'inconnu paraissait jeune — une trentaine d'années — habillé d'un complet civil foncé, quelconque, apparemment pas armé. Sur sa figure, calme, je ne distinguais aucun signe de tension. Et pourquoi, d'ailleurs, me cacherais-je de voir Lemarchand, l'un des Français connus du pays.

— Oui... Et, alors ?

L'homme se présenta.

— Robert Danaud... Je suis un ami de M. Lemarchand. Je vous attendais. Je vais vous emmener là où nous devons le retrouver. Il n'est pas ici, c'est trop surveillé...

Il sortit de sa veste un papier qu'il me tendit. Deux lignes signées de « Pierre L. » : « Je vous envoie un ami, porteur de ce mot, qui vous indiquera l'endroit où nous parlerons tranquillement. Vous pouvez le suivre. »

Ces précautions étaient étranges, très inattendues. Si Lemarchand était un agent du F.L.N., alors le ministre résidant était Nasser et moi le pape... Je n'avais, en tout cas, rien d'autre à faire que de suivre ce M. Danaud.

Il me demanda de laisser la jeep et le soldat qui la conduisait, et d'aller à pied avec lui.

Que se passe-t-il ?

Nous traversâmes la place, puis la grande rue qui prolonge la route vers Alger, pour arriver dans une rue plus étroite. La foule, à cette heure tardive, était déjà moins dense. Mon guide semblait inquiet de notre retard, de cette rue plus clairsemée : en passant à côté de l'une des patrouilles de sécurité, en tenue de parachutistes, qui sillonnent, du fameux pas traînant, les rues de Maison-Carrée comme celles d'Alger, il tourna la tête vers le mur. Je n'arrivais pas à comprendre son appréhension — encore moins à la partager.

— Que se passe-t-il ?... Pourquoi tout ce circuit ? M. Lemarchand a-t-il des ennuis particuliers ?

— Il vous expliquera lui-même.

Nous arrivions devant un bistrot. Sur les vitres, à la craie blanche et bleue, le « prix fixe » du jour avec son menu. Près de l'entrée, une machine à sous, entourée de trois ou quatre jeunes gens très gais. Au comptoir, une grande animation. Au-dessus de la porte, l'enseigne dans les caractères classiques, comme à Roubaix ou à Toulon : « Au Bouliste. » A gauche de la dernière vitre, sous l'enseigne elle aussi, mais un peu séparée : une autre porte, étroite, fermée. C'est là que mon guide sonna. On vint nous ouvrir.

On nous conduisit dans une petite pièce, contiguë à la salle par derrière — on entendait le brouhaha des conversations — et dont une fenêtre donnait, d'après sa situation, sur l'autre rue. Je ne pouvais pas voir la rue, un rideau assez épais bouchait la fenêtre.

Lemarchand était là, assis à la table, en train d'écrire. Il se leva.

♣

JE connaissais Pierre Lemarchand. Il était venu déjeuner un jour au mess du régiment. L'homme faisait une impression précise : plutôt petit de taille, puissant d'allure et de visage, des yeux noirs étonnants de vigueur, habillé avec netteté et élégance, il dominait ses gestes et sa parole, comme il avait maîtrisé les industries dont il avait, en Algérie, pris la tête à la suite de son père et de son grand-père.

Lemarchand est l'un des Français d'Algérie qui comptent. Ayant l'habitude de l'indépendance, et faisant confiance à son propre jugement, il n'a pas accepté de faire partie des grandes associations qui ont regroupé la majorité de ses collègues pour peser sur le Gouvernement général, l'armée et la politique dans le sens qu'ils jugent être le bon. Lemarchand n'a pas suivi. Il est resté à l'écart — comme bien d'autres d'ailleurs ; mais plus remarqué, parce que l'un des plus dynamiques et des plus puissants.

C'est tout ce que je savais de lui. Avait-il une activité politique ? Se tenait-il en dehors des groupements « patriotiques » pour d'autres raisons que sa volonté connue de solitude ? Je n'avais jamais eu l'occasion d'approfondir ces questions, ni même de les poser. J'évoluais dans un tout autre monde que celui de M. Lemarchand.

Rien de subversif...

NOUS étions maintenant seuls, tous les trois, dans la pièce : Danaud, Lemarchand et moi. L'homme qui nous avait introduits là et qui paraissait le patron du bistrot, était reparti. Danaud restait debout, le dos au rideau de la fenêtre. Lemarchand me fit asseoir.

— Je regrette qu'Espanieul n'ait pas pu venir — commença-t-il sans préambule — mais je compte sur vous pour lui transmettre ce que je serai amené à vous dire, et lui demander de ma part son appui : ma sœur a été arrêtée au début de cette semaine. Je n'en ai pas de nouvelle... J'ai demandé officiellement au cabinet du ministre résidant : ils ne sont au courant de rien. J'ai pris contact avec l'un de mes amis personnels qui est chez Lacoste — vous allez le voir sans doute ici tout à l'heure — mais il ne peut rien faire. A l'état-major on me dit que ça ne doit pas être l'armée : il faut m'adresser à la police. Les gendarmes à la Sûreté me certifient que ça ne vient pas de leurs services : ça doit être les militaires... C'est classique. Je n'en sors pas. Tout ce que je sais, c'est que trois hommes en tenue camouflée sont venus la prendre à la sortie de son travail lundi soir, et qu'elle n'est pas revenue depuis. Alors je voudrais demander à Espanieul, puisqu'il connaît personnellement quelqu'un au gouvernement, s'il pourrait faire une intervention directe : au moins savoir où elle est...

Lemarchand parlait sur un ton sobre, sans émotion apparente, comme décrivant des choses naturelles. Je n'en revenais pas.

— Mais... arrêtée... pourquoi ?

Lemarchand me regarda. Dans ses yeux une trace d'étonnement, comme si ma question était un peu inutile. Mais il prit conscience que, ne le connaissant que de très loin, n'ayant jamais entendu parler ni de sa vie personnelle, ni de son activité politique, moins encore de sa famille, ce qu'il venait de raconter pouvait difficilement me paraître aller de soi. Il reparla avec méthode.

— Je m'excuse, cher Monsieur... Je suis sans doute un peu trop préoccupé par mes problèmes : j'oubliais que ni Espanieul, ni vous, n'êtes informés de mon rôle ici...

Il leva les yeux, il s'arrêta un instant, comme pour rassembler ses idées, juger de la situation créée entre lui et moi et de ce qu'il pouvait, ou non, me dire :

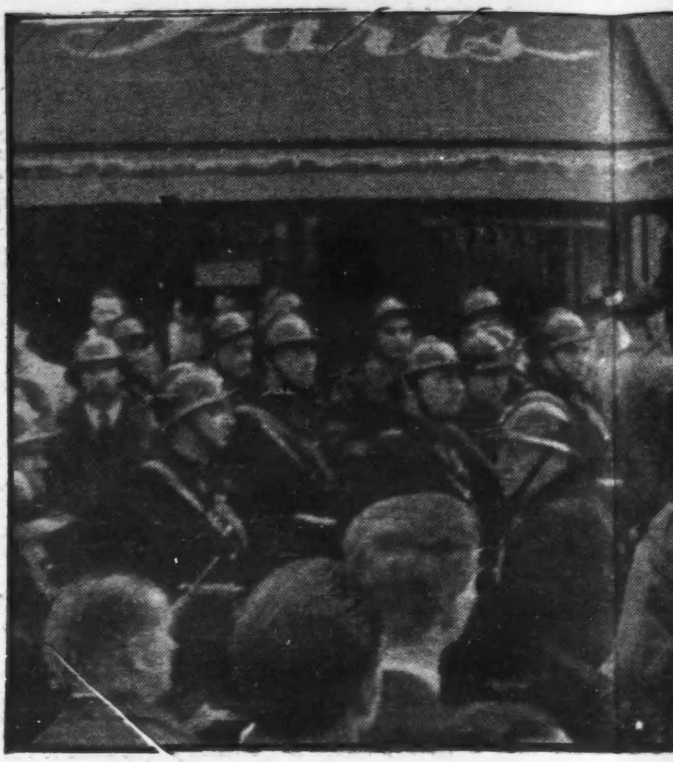
— Je fais confiance au colonel d'Espanieul. Il m'a garanti que je pourrais, le cas échéant, me fier à vous en son absence. Je peux donc vous donner un ou deux éléments que vous permettront de mieux saisir : je suis l'un des membres d'un cercle, relativement clandestin, que nous appelons entre nous « Cercle France-Algérie », et qui groupe, dans les grandes villes d'ici, quelques chefs d'entreprise. Notre but n'a rien de révolutionnaire ni de subversif : il s'agit de garder des contacts avec nos amis musulmans, ceux que nous avons connus avant les événements actuels. C'est tout... Modeste objectif, comme vous voyez, mais qui nous entraîne quelquefois assez loin, et déjà, pour certains d'entre nous, dans des... « difficultés » avec les services officiels.

« Car je n'ai pas besoin de vous expliquer que ces amis musulmans ne sont pas tous du côté des « forces de l'ordre ». Mais nous ne faisons pas la différence. C'est l'idée même de notre petit cercle... S'il s'agissait seulement de garder le contact avec les bachagas et les caïds qui touchent en fin de mois au G.G., vous imaginez bien qu'on n'aurait pas besoin de se fatiguer.

« Quant à ma sœur, qui va plus loin que moi — mais que je ne désapprouve pas — elle est militante de « l'Action des jeunes catholiques » que dirige M. Danaud, ici présent. Ce que les journaux appellent les « chrétiens progressistes » : c'est eux... Ils se sont mis à la disposition des prêtres, curés, missionnaires qui sont en Algérie, pour les aider — quoi qu'on leur demande. Là aussi, vous voyez, c'est banal et, en principe, très anodin. Croyez-moi : ça va loin... Ma sœur ne me donnait pas de détails. J'imagine seulement que cela n'est pas étranger à son arrestation, ou à sa disparition. Voilà tout ce que je peux vous dire.

On frappa à la porte : deux coups légers très rapprochés puis — après un intervalle — un troisième plus appuyé. Danaud eut un réflexe d'alerte et resta le corps tendu. Lemarchand ne broncha pas, fit seulement glisser ses doigts avec une pression un peu appuyée sur le stylo qu'il tenait dans la main droite, attendit quelques secondes, et dit : « Entrez ! »

La porte, ouverte par le patron du bistrot,



laissa passer un homme assez lourd, marchant avec une canne noire, portant une barbe grise, un front ridé et un regard doux, serein. Il prit avec une évidente chaleur la main de Lemarchand, qui lui présenta Danaud, puis moi. C'était son ami du gouvernement général, qui s'appelait Vignaud, et qui appartenait, depuis de longues années, à la direction industrielle du G.G.

— Besoin de rien ? demanda à Lemarchand l'homme du bistrot, avant de fermer la porte.

— Non, merci, Armand... Si on m'appelle de chez moi sur votre téléphone, vous dites que je ne suis pas là, et vous demandez s'il y a un message... Et puis : venez me prévenir vingt minutes avant le couvre-feu — ce n'est pas le moment de se faire coincer...

La porte se referma.

Oui — joli travail !

VIGNAUD s'assit lentement sur une chaise, déposa sa canne dans le coin, et plaça ses deux mains sur ses genoux. Il leva les yeux sur Lemarchand :

— Alors, fils, tu continues à jouer avec le feu ?

— Ecoute, mon vieux... il arrivera bien des choses d'ici la fin, ça je le sais. Et tu me croiras si je te dis que ce qui arrive en ce moment à Françoise ne m'est pas indifférent. Mais au bout de toute l'aventure — si je suis vivant — moi, j'ai une certitude: l'Algérie, j'y resterai. Tes amis : l'inverse.

— Tu as vu le patron, l'autre jour ? demanda Vignaud.

— Oui.

— Comment l'as-tu trouvé ?

Espanieul m'avait dit que Lemarchand avait été convoqué par Lacoste la semaine dernière : il se promettait de lui demander les détails de l'entrevue, mais n'avait pas eu l'occasion de le revoir.

Lemarchand haussa doucement les épaules, et joua avec son stylo, manifestant que le sujet lui semblait bien secondaire.

— Je l'ai trouvé comme les autres fois : aux abois... C'est inouï comme ces hommes sont différents ici et à Paris. J'avais déjà constaté le phénomène avec Soustelle. Là-bas ils incarnent l'Algérie, l'Armée, l'Histoire et je ne sais quoi encore : ils deviennent assurés, définitifs... Mais, ici ! Ah ! mon vieux, tu n'imagines pas la modestie... Ton patron m'a dit — en propres termes, je n'invente pas un mot — il m'a dit : « Je suis dans une souricière. Comment en sortir ? »... Bien sûr. Mais il ne fera rien pour en sortir : il est paralysé maintenant. C'est trop tard... Je ne sais d'ailleurs pas pourquoi il s'adresse encore à moi : il a toujours fait le contraire de ce que je lui ai suggéré. Nous n'avons plus rien à nous dire...

— Ça m'a étonné qu'il te voie. Chaque fois que, devant lui, on parle de toi, il dit : « Foutez-moi la paix avec ce Lemarchand, c'est un agent du F.L.N. »

— Sûr : je vois des Arabes ! Tu te rends compte... S'il en avait vu un peu plus, lui, il n'en serait peut-être pas là. Mais ça c'est du passé. Maintenant il s'agit de bien autre chose : on est en train de tout saboter — je pense que tu ne l'ignores pas. Les quelques cadres musulmans qui acceptaient encore de parler, il y a un ou deux mois : c'est fini. Plus personne. A force de les bri-

MANIFESTATION SUR LES CHAMPS-ELYSÉES.
« Les nécessités du travail requis, dans le beau manteau du patriotisme... »

mer, de les arrêter, de les interner, et à l'occasion de les faire crever — vous avez gagné : tout ce qui représente quelque chose dans ce pays est passé derrière le F.L.N. Il n'y a plus d'intermédiaires. Oui — joli travail...

« Alors, tu sais ce qui arrive : les hommes comme moi, qui ont l'intention de mourir en Algérie et pas ailleurs, pour garder à tout prix le contact avec les Algériens il faut bien qu'ils voient le F.L.N... D'ici que tes amis soient obligés de m'arrêter, il n'y a pas loin. L'année dernière c'était les fellagha, hier c'était tout Arabe ayant quelque chose dans la tête, aujourd'hui c'est Françoise et les « progressistes ». Je t'annonce que demain ça sera moi — avec quelques autres dont les noms te surprendront, je te prie de le croire...

« Nous n'avons pas, nous, nos appartements-refuges avenue Victor-Hugo comme ces Messieurs de « L'Echo d'Alger », notre pays c'est ici. Nous n'avons donc même pas le choix. Tu comprends bien que l'avenir, pour nous, c'est le professeur Ben Ali, ou l'avocat Hocine, ou le docteur Farès — et pas le lieutenant de parachutistes qui patrouille dans la rue à côté...

Son regard, qui passait sur moi, se fixa sur ma tenue : « Je m'excuse ; je n'en veux pas aux officiers en tant que tels : vous comprenez ce que je veux dire... »

Le jeune Danaud qui jusqu'à présent n'avait pas bougé de son poste, près de la fenêtre, entrouvrant de temps à autre le rideau pour surveiller la rue, vint s'asseoir en face du haut fonctionnaire que les circonstances de cette petite réunion imprévue amenaient à représenter — aussi curieusement sans doute pour lui que pour moi — les « forces de l'ordre ».

⁂

LES yeux clairs du jeune homme avaient maintenant un éclat remarquable ; comme si le déroulement de cette conversation avait provoqué chez lui une mobilisation intérieure : il devait s'exprimer.

— Monsieur le directeur, dit-il d'un ton un peu sourd, trois de mes camarades ont déjà été arrêtés — avec Françoise ça fera quatre : aucun d'eux n'a hésité un instant entre ce risque-là et... l'idée intolérable que notre pays puisse être, tout entier, du côté de la répression...

— De nouveaux martyrs !... coupa Vignaud, sceptique et paternel.

« Je respecte leurs sentiments, remarquez. Et vous savez que je n'approuve pas toutes les méthodes actuelles... Mais laissez-moi vous dire que ce que font vos amis ne sert pas beaucoup mieux l'intérêt du pays. Aider le F.L.N., quelle que soit l'intention, quelle que soit la manière, c'est finalement lutter contre la France... Mais si ! Je sais bien tout ce que vous pourrez me dire sur la « vraie » France qui n'est pas celle de la répression, etc. Vous ne changerez pas le fait : tout ce qui contribue à appuyer, à renforcer les rebelles contribue, au bout du compte, à nous chasser de cette terre, en tant que France. Même si quelques Français, à titre individuel, pourront encore s'y faire tout de même un avenir...

« Encore une fois : je respecte vos camarades. Et quand je dis « de nouveaux martyrs » je ne le dis pas ironiquement : je pense que pour un chrétien qui place sa foi, et certaines valeurs morales, au-dessus de tout — y compris l'intérêt de son pays — une attitude de rébellion peut se concevoir... Convenez, cependant, que ceux qui n'ont pas pour seule fonction ici de sauver leur âme, mais de représenter la nation et d'y préserver son avenir, doivent considérer et traiter vos camarades comme des adversaires.

Le brouhaha de la salle commune, qui berçait depuis le début notre petite pièce, s'était arrêté — il était tard — et nous entendions le silence.

Danaud passa sa main dans ses courts cheveux noirs coupés en brosse, et releva la tête d'un mouvement résolu comme pour partir dans un assaut difficile :

Pour la France

— Vous êtes un homme de bonne foi : j'essayerai donc de vous répondre, bien que cette discussion ait déjà été épuisée par d'autres que nous, une fois au moins par génération, et qu'il soit vain sans doute de la reprendre ce soir... Vous partirez tout à l'heure très sûr de servir la France, et je le serai tout autant : pourtant nous sommes des adversaires... Laissez-moi livrer à votre future méditation, un seul exemple, vécu, la semaine dernière. Quand la patrouille de parachutistes est rentrée chez mon ami Flouret pour l'arrêter, ils ont visité l'appartement et, en le visitant, ils sont tombés sur la femme de Flouret... Vous savez la question que le chef de la patrouille lui a posée : « Est-ce que vous êtes catholique ? »... Elle m'a dit qu'elle avait hésité quelques secondes avant de répondre !... Je ne vous annonce pas que nous sommes déjà à la Grande Inquisition — je vous dis : ce qui se passe ici ne touche plus à l'Algérie, mais à la France... Le fascisme ce n'est rien d'autre, au départ, que l'acceptation de l'ordre par la violence — plus la propagande. Ensuite c'est une question d'habitude...

« Ce qui se passe ici était impensable il y a encore un an. Et quand les Français l'auront bien admis, accepté, cautionné, ce que vous voyez maintenant ici vous le verrez en France. Il le faudra. On ne maintient pas l'ordre par la violence et le mensonge, d'un côté, en continuant de respecter la liberté et la vérité de l'autre : c'est *incompatible* — l'un emportera l'autre... Cela, pour moi, ne fait pas de doute... Pour cette raison, je lutte contre ce que vous représentez. Ni pour assurer mon avenir en Algérie ; ni par vocation de martyr. Mais parce que la bataille est engagée, ici et maintenant, entre ceux qui sont prêts à accepter, *pour la France*, quelque chose qui ressemble au fascisme, quel que soit le nom que vous lui donnez, et ceux qui sont résolus à s'y opposer, à tout prix...

— Est-ce que vous admettez, pour préserver cette vision politique de la France, de perdre la partie française en Algérie ?

— L'inverse : c'est seulement si nous refusons la dégradation de la France ici que nous aurons une chance de rester durablement en Algérie...

M. Vignaud fit avec sa grosse tête des mouvements de balancement indiquant que la vision du jeune catholique lui paraissait sommaire. Il caressait lentement sa barbe, en réfléchissant ; et parla en regardant Danaud avec un air d'appréhension :

— Je ne suis pas sûr, voyez-vous, que vous soyez suffisamment honnête avec vous-même quand vous me répondez de cette manière : c'est un peu simple... Je respecte votre position, mais je souhaiterais que vous la respectiez vous-même davantage. Vous savez bien que renoncer à l'emploi d'une force supérieure — avec toutes les conséquences, hélas ! inévitables, de l'emploi de la force — au moins pour briser la rébellion armée, cela veut dire renoncer à la souveraineté de la France ici... Il n'y a pas d'exemple du contraire. En tout cas, au point où en sont les choses aujourd'hui, c'est une évidence... Alors je vous demande : êtes-vous prêt, pour refuser — à tout prix, comme vous dites — l'habitude de la violence, à perdre l'Algérie ?

« Parce que, moi, je vous suggère que si la France, mobilisée comme elle l'est, perd son combat ici, c'est bien la plus sûre manière de mener les Français à une humiliation, une amertume, et une colère qui ouvriront la porte à ce que vous appelez le fascisme, comme refuge d'une grande fierté piétinée... Cher Monsieur, à votre tour, écoutez-moi : on ne sauve pas la patrie, même moralement, en lui faisant perdre ses batailles. L'échec, et les conséquences de l'échec l'avilissent finalement plus que tout...

Danaud s'était levé : il alla à la petite fenêtre, écarta d'un geste rapide un coin du rideau. Il se retourna vers Lemarchand, montrant de sa main gauche la lampe au plafond.

— Eteignez, dit-il.

Lemarchand tourna le commutateur, plongeant la pièce dans l'obscurité. Danaud tira alors la moitié du rideau.

La pâle clarté de la nuit emplit l'air autour de nous. La petite pièce carrée prit une allure irréelle. Les corps étaient devenus des ombres. On ne distinguait plus les visages. Chacun restait immobile. Danaud, aux aguets, tenait le rideau soulevé, découvrant sur la rue cette lucarne carrée, donnant sur un autre univers. Et dans cet encadrement, découpées en noir sur le ciel de lune, sorties de cette rue de la banlieue d'Alger comme de la nuit profonde de l'histoire des hommes, cinq silhouettes en uniformes, armées, traversèrent lentement le champ étroit de la fenêtre.

— C'est bien la patrouille, dit Danaud. On a un quart d'heure pour démarrer, avant qu'elle ne repasse... Après, c'est le couvre-feu. Allons-y...

Il ferma le rideau. Lemarchand rétablit la lumière.

⁂

VIGNAUD s'était levé lui aussi. J'étais seul assis, fasciné par cette fenêtre, plongé dans tant de souvenirs... Lemarchand me regarda.

— La patrouille, ce rendez-vous caché, la lutte clandestine, le couvre-feu, les amis arrêtés... ça vous rappelle quelque chose, hein ?...

Je fis seulement un petit signe affirmatif de la tête, plus attentif à ce qui s'animait en moi, d'une émotion éphémère, qu'à la portée exacte de sa question. Sans attendre, il répondit lui-même :

— Eh bien ! détrompez-vous : ça n'a aucun rapport. Pour les Arabes peut-être... Peut-être se sentent-ils, eux, en état d'« occupation »... Pas nous... Non pas nous, du tout : nous sommes entre Français. C'est d'une autre nature. Les Algériens ne sont presque plus, en vérité, que l'occasion pour les Français, de confronter une nouvelle fois, avec gravité, bientôt sans doute avec passion, leur manière de vouloir la France...

Lemarchand, en ramassant ses papiers sur la table, pour partir, ajouta plus bas :

— En ratant la pacification, on prépare la guerre civile...

(A suivre)

(World copyright « L'Express ».)

UN JUGE PLAIDE POUR LA JEUNESSE

UN GROUPE
« ...D'une façon

L'entretien que nous publions ici cette semaine a la valeur d'un témoignage rare : celui d'un magistrat, juge au tribunal pour enfants, qui livre ici en toute liberté le fruit de son expérience. S'il tient à conserver le plus strict anonymat, c'est pour une raison très simple : aujourd'hui, demain, dans huit jours, il peut se trouver en face d'un adolescent qui aura eu connaissance de cet entretien. Et, pour ceux qu'il essaye d'aider, il deviendrait alors un objet de méfiance ou de curiosité.

Voici comment il juge la jeunesse contemporaine... ***et ses parents.***

L'EXPRESS. — Il y a quelques jours, un jury a condamné à mort un garçon de 27 ans, Jacques Fesch, accusé d'avoir attaqué un changeur et tué un agent de police. Ce meurtre, commis par un garçon qui avait alors 24 ans, vient après beaucoup d'autres et laisse dans l'esprit du public un sentiment d'incompréhension d'autant plus vif qu'il s'agit de ce que l'on appelle « un fils de famille ».

Nous voudrions vous demander à vous, juge du Tribunal pour enfants, qui avez tous les jours affaire à de très jeunes délinquants, ce que vous pensez de ce sentiment, s'il vous paraît légitime, et si vous pouvez nous donner les raisons qui, à vos yeux, poussent tant de jeunes à commettre des actes asociaux et criminels.

LE JUGE. — Je n'ai pas suivi l'histoire de Jacques Fesch. C'est un garçon qui ne tombe plus sous le coup de ma juridiction — âge limite 18 ans, jusqu'à 21 ans pour les cas de correction paternelle et de liberté surveillée.

Ce que je peux vous dire c'est qu'il m'arrive, si je lis qu'un acte de cet ordre a été commis, de trembler en pensant aux garçons dont je m'occupe, qu'on m'amène tous les jours pour un vol de voiture, ou parce qu'ils ont fait une fugue, et je me dis « bienheureuse faute ».

« Bienheureuse faute » qui alerte l'autorité, la justice, sur le cas d'un enfant en danger, qui nous oblige à ouvrir les yeux sur les conditions où il vit et nous permet d'intervenir à temps, avant le drame irréparable.

L'EXPRESS. — Vous pensez que les conditions où vit l'enfant, sa famille, son milieu, ont une influence primordiale sur sa conduite à venir ?

LE JUGE. — Ce n'est pas tout à fait ça. Voici douze ans que je fais ce métier, je suis maintenant frappé d'une chose : lorsqu'on amène un enfant ou un adolescent devant notre tribunal, on nous remet, en même temps, les résultats d'une enquête qui a été faite sur son milieu social et sa situation de famille par des assistantes sociales et par la police, et aussi les conclusions d'examens menés par des psychologues et des médecins.

Or, dans ces documents qui sont supposés bruts, objectifs, afin de fournir au juge des renseignements sur lesquels lui-même s'appuiera pour prendre une décision, on a l'habitude de décrire le milieu où vit l'enfant d'une façon qui comporte déjà une condamnation ou une excuse. On dit par exemple « milieu lamentable » : l'enfant vit dans une pièce avec six autres personnes ; « milieu toxique » : ce mineur habite dans un quartier où les jeunes gens du même âge ont l'habitude de se réunir dans tel café pour écouter des disques ou rencontrer les filles ; « milieu dissocié » : les parents sont divorcés.

On cite les enfants orphelins de père, les enfants orphelins de mère, ceux qui ont été jaloux de la naissance du petit dernier...

Vous voyez les arguments ; ils ne sont pas faux. C'est vrai qu'un milieu dissocié par le divorce engendre souvent des drames pour les gosses, c'est vrai que la misère entraîne à la fugue, c'est vrai que l'hérédité a une influence. Et comme en général 60 à 80 % de nos jeunes clients — j'en voyais encore un de 16 ans et demi il y a une heure — sortent de milieux travailleurs, de milieux modestes et qui ont beaucoup d'enfants, on croit avoir trouvé une condition nécessaire et suffisante, on est persuadé avoir tout dit, lorsqu'on a incriminé l'entourage, l'environnement...

Pourtant, à mon avis ce n'est pas là une vue assez générale du problème. Et peu à peu, avec le recul, en tentant de réfléchir aux motifs qui ont pu conduire des jeunes à des actes que nous jugeons, nous, adultes, asociaux, j'en suis personnellement venu à des conclusions élargies et plus radicales : il y a à l'heure actuelle, chez les jeunes délinquants, une révolte non seulement contre les parents, mais contre leur milieu au sens le plus large. Une révolte devant ce que sont les parents et devant ce que les parents croient que sont leurs enfants.

Ainsi, des parents bourgeois auront sans doute une réaction violente en face d'un vol de voiture commis par leur fils ; or, du point de vue de l'enfant, il ne s'agissait pas généralement d'un vol, mais d'un « emprunt » ; il a voulu « l'essayer ». Encore faudrait-il analyser pourquoi il a voulu « l'essayer », ce que les parents ne comprennent pas : « Qu'est-ce que c'est que ce garçon que nous avons là ! Dieu sait pourtant les exemples que nous lui avons donnés ! Son père qui s'échine au travail, etc. »

« Le monde adulte c'est du baratin »

Mais pourquoi disent-ils ça, les parents ? Quelle est cette sincérité, car il y en a une qui les aveugle au lieu de les rendre lucides ? C'est vrai qu'ils ont bataillé ; c'est vrai qu'ils ont cru donner des exemples, mais ont-ils, à ce point, perdu conscience pour ne pas s'apercevoir que ces exemples sont creux ?... Des armures dans un musée ; lorsqu'on y touche, elles tombent vides et se cassent... En tout cas, pour les jeunes — derrière ces armures — nos exemples, nos valeurs : l'amour, l'honneur, l'honnêteté, l'ordre, l'épargne — il n'y a bien souvent rien. Du moins, ils ne voient rien. Pour beaucoup d'entre eux, le monde adulte, c'est « du baratin » ; ils se taisent, mais ils rient à l'intérieur d'eux-mêmes.

Voyez l'amour chez ces jeunes : on fait l'amour et puis quand c'est fait, c'est un acte fini. Je pense à un garçon qu'on m'a amené parce qu'il avait fait une blague. C'était à une « surboum ».

Garçons et filles... 15 ou 17 ans... Ils avaient bu du champagne. Qu'est-ce que vous voulez que je lui dise ? Ce n'est pas que je trouve ça acceptable, mais ce qui me paraît le plus grave, c'est qu'en lui il n'y ait rien d'autre que ça, cette conception expéditive de l'amour. Seulement, s'il n'y a rien d'autre en lui, c'est parce qu'on ne lui a rien donné d'autre, qu'il n'a rien appris d'autre. S'il a vu sa mère changer d'amant tous les deux mois, comment voulez-vous qu'il sache ce qu'est l'amour ?

Pour l'argent, c'est pareil. Si l'argent c'est du « fric », si certains jeunes n'ont pas la notion de gagner de l'argent, c'est qu'ils ont vu leur père ou leur mère en gagner « vite » et s'en vanter. Ils peuvent souffrir de n'en pas posséder, mais ils ne peuvent fermer les yeux sur la manière dont on s'en procure en le gagnant d'une certaine façon. Ils entendent et ils voient bien. Et ils voient que cela va vite quand on réussit. On achète une voiture...

L'EXPRESS. — Dans tout ce que vous dites, un mot revient très souvent et qui a l'air de désigner quelque chose de très important dans la vie des jeunes : la voiture.

LE JUGE. — Oui, c'est exact, le besoin de conduire, l'instinct de puissance. Ils ne veulent pas la prendre pour la vendre. Ils ne cherchent pas à faire de l'argent. Du reste, la voiture, c'est surtout dans les milieux simples et modestes qu'elle fascine. Ailleurs, c'est la Vespa. C'est facile à abandonner, à prendre, on met une fille derrière et l'on l'emmène. Pas de permis, pas de carte grise, c'est plus intelligent...

J'ai connu un garçon qui disait : « *Je voulais tout posséder. Mon père, lui, n'est pas comme moi, il dit « non ». Moi, quand je vois tout ce qui m'entoure, j'ai envie de tout avoir...* »

L'EXPRESS. — N'est-ce pas un peu le fait du cinéma, de la télévision, de la radio, de la publicité ? Aujourd'hui, l'enfant est confronté sans cesse à ce qu'il n'aura pas. Le monde est en vitrine, en quelque sorte.

LE JUGE. — Sans doute.

L'EXPRESS. — Tout cela étant, quelle position doivent prendre les parents pour protéger leurs enfants, comment peuvent-ils les préserver de la délinquance ?

LE JUGE. — Vous venez d'employer le mot à mon avis typique de l'adulte : « Préserver ». Je ne suis pas un jeune. Mais je les ai sentis réagir. Ils ne veulent pas être préservés, ah ! non !

Les gens de ma génération ont tendance, le mot est employé par certains psychologues, à les « sécuriser », à vouloir les faire entrer dans les fortifications que nous avons construites. Nous voulons, afin de les préserver, faire aussi entrer les jeunes là derrière. Or, c'est un non-sens : eux ne sont pas aujourd'hui, ils sont « devenir », ils sont « demain ». Par nature, ils ne sont pas installés. Ils y jouent quelquefois, mais ça n'est pas vrai. Ils ont des capacités d'enthousiasme, d'élan, de générosité — déviées parfois — qui ne sont pas celles d'installés.

Alors comment voulez-vous que je dise à des parents : « Faites telle chose pour les préserver » ? Moi du moins, je ne crois pas à l'efficacité d'une protection défensive. Ce qu'il faut, c'est utiliser les forces qui sont en eux, dans la mesure où ils le veulent bien, se servir de leur état de curiosité, d'attente, de recherche.

L'EXPRESS. — Vous avez l'impression de les comprendre ?

LE JUGE. — Si j'étais sûr de les comprendre, si je disais : « Je sais, tu as fait ça parce que... », ce serait dangereux. Cela m'arrive parfois. Récemment, j'ai dit à une fille qui « travaillait » dans les beaux quartiers : « Si vous alliez là, c'est parce que c'est trois mille francs. Combien donc avez-vous économisé en trois mois ? » — « Vingt mille... » Elle n'avait pas économisé grand-chose. Je me suis tu.

Et celle qui me disait : « Oh ! moi, l'amour, je pensais que c'était se donner à un homme pour la vie. » Elle a son certificat d'études. Vous me

…ES GENS DANS UN CAFÉ.
…e autre, trouver un minimum de bonheur. »

direz qu'elle a lu ça dans la « Presse du cœur ». Mais non, l'amour est une des valeurs qui leur restent, que les adultes travestissent sous leurs yeux. Elle a ajouté : « J'ai été déçue. » Prostituée, et elle n'a pas 17 ans. Déçue, pourquoi ? « Oh ! vous savez, les hommes... » L'ai-je comprise ? Quelle est cette force en elles qui les pousse ?

Certaines ont eu une vie d'adolescente lamentable. Dans le cadre familial où elles étaient, elles ne pensaient qu'à la fuite, fuir un milieu odieux, non pas criminel, mais odieux par la façon de confronter sans cesse les intérêts, d'en discuter sordidement, ou au contraire insupportable à cause de l'alcoolisme, de la promiscuité ignoble.

« C'est sûrement Sartre ou Camus... »

L'EXPRESS. — Est-ce qu'on ne peut pas essayer de singulariser les cas? Il y a tout de même beaucoup de gens qui font un effort pour tenter de se conduire honnêtement, sincèrement, dans la mesure de leur compréhension, avec leurs enfants. Et ceux-là, les enfants de bonne famille, les voyez-vous souvent, aussi souvent que les autres, dans votre bureau ?

LE JUGE. — Vous dites « les enfants de bonne famille ». Je trouve ce mot agaçant et faux. Cela me rappelle la fameuse expression « fils de famille ». Comme si tous les gosses n'étaient pas « de famille ». Le gosse de la fille-mère aussi, c'est un fils de famille ! Sa famille, la seule, c'est sa mère.

Et puis c'est inquiétant pour nous, juges, lorsqu'un avocat prend la parole et qu'il nous parle de ce « fils de famille », on a un peu l'impression qu'il s'adresse à nous comme si nous étions solidaires, par intérêt de classe, de ces familles-là...

En fait, je pense que ceux qui entrent dans mon bureau et les autres ne sont guère différents. J'ai un fils... un fils qui a dix-huit ans. Quand j'ai dit à ce garçon que je venais répondre à vos questions, il m'a dit : « *Quand est-ce qu'ils nous ficheront la paix, les journalistes, avec leur manie de chercher ce que sont les jeunes de notre époque ?* » C'est une réaction sincère, d'autant plus vraie qu'eux-mêmes se cherchent. Mais ils en ont assez de voir les intellectuels et les politiciens se poser périodiquement, d'un air pénétré, la question de savoir ce que pense la jeunesse de notre époque et de porter sur sa façon de se construire des appréciations définitives : « *Nous ne leur avons pas donné cet exemple-là, ah ! non ! c'est sûrement Sartre ou Camus.* »

Allons donc !...

L'EXPRESS. — Pourquoi êtes-vous juge d'enfants ? Quel est votre rôle en tant que juge, ou du moins comment le concevez-vous vous-même : défendre vos jeunes clients contre la société ou défendre la société contre eux et contre l'exemple qu'ils donnent aux autres ?

LE JUGE. — Le mot « défendre » est mauvais. La préoccupation d'un juge des enfants, c'est de remettre dans la société un garçon qui semble être en marge ou s'être mis en marge de cette société. Pourquoi je suis juge d'enfants ? Je pense qu'on est plus utile dans le secteur que j'occupe qu'en étant juge pour adultes.

La tâche est pourtant difficile, écrasante parfois. Cet après-midi, j'ai reçu huit « mineurs » sur convocation. Il m'en est arrivé trois autres à 6 heures. Cela fait onze pour la journée, il faut onze fois porter le poids d'un gosse. Et souvent, il manque des moyens pour aider.

J'avais devant moi un adolescent qui me disait: « *Je ne peux plus tenir.* » Il était venu me voir volontairement. Ça n'allait vraiment plus avec son père. Ni l'un ni l'autre n'avaient tout à fait tort. Mais le conflit devenait aigu à un point intolérable... Et je ne savais pas où le mettre. Je n'avais que la prison de Z... ou le Centre d'observation de P..., et je sais qu'à P..., ils couchent dans les couloirs. Si je ne l'y envoyais pas, ce Paul ou ce Pierre, je devais lui dire : « *Il faut encore que tu rentres chez toi ce soir...* » J'ai pu joindre sa mère, je lui ai dit qu'il ne fallait pas s'impatienter, qu'elle devait mettre de l'huile dans les rouages et non pas sur le feu, que les examens dont son fils allait faire l'objet auraient lieu bientôt... En attendant, je n'ai pas pu apporter à ce garçon l'aide urgente qu'il me demandait, faute de moyens matériels.

Pourquoi on est juge pour enfants ? On essaye de rendre la justice. Elle est toujours imparfaite, mais enfin, c'est une justice qui « *leur* » est rendue, à des enfants démolis, par la vie, dans la mesure où on leur offre les moyens de redevenir normaux. Non, il ne s'agit pas de les défendre contre la société ou de défendre la société contre eux. C'est une société que je n'ai pas faite, que nous, juges, nous n'avons pas faite, du moins pas tout seuls, mais dont nous sommes solidaires. Et il s'agit d'essayer d'y replacer ces enfants ravagés, là où ils pourront, d'une façon ou d'une autre, trouver un minimum de bonheur.

Il y en a qui ne veulent pas, qui sont allés trop loin dans la misère pour accepter cette justice qu'on leur offre bien tard. Il faut pourtant leur donner une justice plus curative qu'exemplaire.

Pour d'autres, seule la sanction est possible ; du moins pendant un certain temps : « *Tu recommences ? Je t'avais prévenu !* » — « Oui, monsieur. » — « *Tu n'en a pas tenu compte, tu as encore volé une Vespa ?* » — « Oui, monsieur. » — « *Bon, tu vas aller là et tu y resteras tant de temps. Et au bout de ce temps, si ça va mieux, on verra* »...

L'EXPRESS. — Vous utilisez là un vocabulaire simple. Quand vous dialoguez avec l'un de ces jeunes, parlez-vous comme eux ?

LE JUGE. — Oui à peu près. J'ai peut-être tort. Mais pour certains d'entre eux, je pense que c'est indispensable. Il faut avoir une sorte de « sens clinique », pour ne pas adopter le ton sentencieux ou un langage abstrait avec ceux qui ne comprendraient pas. Un gosse — je le revois en ce moment, il est d'origine très simple — très modeste, en même temps pas sot — à qui j'aurais dit :

« *Le Tribunal, après en avoir délibéré, déclare la prévention établie en ce qui concerne le délit de coups et blessures et de soustraction frauduleuse au préjudice de Dupont qui en était propriétaire et vous place sous le régime de la liberté surveillée préjudicielle en vertu de disposition de l'article* 19... »

Je le dis sans doute : « *Le Tribunal, etc...* », ceci pour le greffier. Mais j'ajoute : « *Pour toi, mon vieux, écoute-moi bien : tu vas rentrer chez toi, seulement, c'est à l'essai. On tente une épreuve. On la tente pour six mois. Et puis tu reviendras ici au début d'octobre.* » (Je redis généralement deux fois la même chose en employant des formules différentes.) « *Si tout va bien, peut-être te permettrai-je de rester chez toi, tu pourras ne pas revenir. Il y a là-bas un monsieur chargé de te surveiller, de voir ce que tu fais, si tu travailles dans l'usine où ton père t'a trouvé une place... Allons, répète, qu'est-ce que tu as compris ?* »

L'EXPRESS. — Lorsque vous vous trouvez devant un jeune bourgeois, est-ce que vous éprouvez devant ce cas le même sentiment d'angoisse, presque de fraternité, de responsabilité, que vous avez devant les autres ? Ou seulement plus vif ? Moins vif ?

LE JUGE. — Avec la fille ou le garçon d'un milieu bourgeois, j'entre dans une perspective différente, mais qui ne m'est pas étrangère. En fait elle n'est pas loin de celle que j'ai dans une conversation avec mon fils aîné : il y a une extrême parenté entre ce garçon, le mien, qui n'a rien fait et celui qui a fait quelque chose.

Ils sont en petit nombre, de l'ordre de dix à quinze pour cent. J'en vois peu. Autant les autres sont trop nombreux, autant ceux-là...

L'EXPRESS. — Est-ce seulement parce qu'ils sont en petit nombre dans la société ?

LE JUGE. — Aussi parce qu'ils sont très protégés. Les décisions paternelles interviennent vite. Quand, dans un milieu bourgeois, il se commet un vol de voiture, le père s'écrie : « Chez les jésuites ! » ou bien : « Tu vas t'engager ! » (ce qui ne règle pas toujours la question), ou bien : « Tu iras vivre hors de chez moi ! ».

« Les jeunes refusent d'entrer dans le mensonge »

L'EXPRESS. — En somme les pères ne vous les amènent pas spontanément, il faut que ce soit la police ?

LE JUGE. — Oui. Dans ces milieux, il est assez rare que les parents viennent spontanément me demander conseil. Ils prennent eux-mêmes les mesures. Je pense à un adolescent, fils de bourgeois, qui a commis une série de vols dans des caves. Je ne l'ai revu qu'en uniforme. Je n'ai pas cherché à approfondir. Il n'était pas nécessaire que j'agisse ; derrière moi j'avais quelqu'un, un support, la famille.

Un autre avait volé un tableau d'art. Oui, c'est assez curieux. Un garçon très intelligent, d'un milieu aisé. Il avait passé admirablement ses deux bachots. Les conversations ont toujours eu lieu à un certain niveau. Il s'est tout de suite établi entre lui et moi une sorte de « connivence », pour que je permette un certain nombre de choses que son père et sa mère lui avaient toujours défendues. Et le voilà qui s'épanouit vraiment, il prépare les Beaux-Arts, il peint. Pour

→

un autre, qui n'a rien compris à rien, dont les parents n'ont rien compris non plus, il a fallu une sanction pénale. C'est un ajustement qu'il faut faire chaque fois. Les contacts les plus utiles ne se nouent pas à l'audience solennelle, mais dans mon cabinet.

L'EXPRESS. — En vous entendant parler, on en vient à s'étonner que la délinquance soit l'exception. Comment les jeunes font-ils pour rester dans les normes de la société ?

LE JUGE. — Ecoutez, tout de même, il y a un grand nombre de garçons et de filles honnêtes. Aujourd'hui, j'ai vu onze jeunes délinquants ; dans une année j'en vois six cents. Ce n'est pas énorme pour une grande ville comme D..., où j'ai en charge une agglomération de plus de sept cent mille habitants !...

Mais les jeunes, tous les jeunes refusent d'entrer dans le mensonge, et c'est pour cela qu'ils m'intéressent. A force de s'être servi d'étiquettes pour leur présenter les vraies valeurs humaines, de les avoir faites réversibles selon les besoins du moment, on les a usées. Honneur, épargne, ordre, patrie, justice, amour... Leur en propose-t-on le vrai sens ?

« Soixante-quinze pour cent de succès... »

L'EXPRESS. — Mais à quoi croient encore les jeunes, s'ils ne croient plus au pays, au travail, à l'amour ?...

LE JUGE. — Je n'ai pas dit qu'ils ne croyaient plus à l'amour. J'ai dit : ils accomplissent l'acte et pour eux, quand c'est fait, c'est un acte terminé. Mais l'amour véritable existe, seulement il lui faudrait un autre nom.

L'amour, le travail... Je crois que tout cela continue d'exister pour les jeunes, mais sans étiquette, sans drapeau.

L'EXPRESS. — Il y a, à vous entendre, une grande évolution de la justice. Elle devient, comme vous disiez, curative, elle ne pense plus seulement à punir, mais aussi et surtout quand il s'agit des jeunes, à réadapter. Vous-même êtes un exemple de cette conscience nouvelle, et, je dois vous le dire, un peu surprenante pour ceux qui sont demeurés en dehors de ce progrès.

Posons franchement la question : y a-t-il autour de vous beaucoup de juges qui partagent vos idées, qui considèrent leur travail de magistrat comme un travail social, éducatif ?

LE JUGE. — Oui. Nous sommes tous ainsi, avec nos tendances propres. Il a fallu prouver que l'institution du juge des enfants, soixante-quinze pour cent de réussite pour les garçons, cinquante pour cent pour les filles, était un progrès qui valait la peine.

Mais l'évolution n'est pas une question de personnes, c'est une question d'établissements et d'organismes. Par rapport à l'équipement étranger, nous sommes nettement en tête. Pourtant, c'est encore très en dessous des besoins les plus urgents.

Aujourd'hui, dans quelques grandes villes, il y a une paradoxale coexistence de luxe et de pauvreté : un centre d'examens neuro-psychiatriques, psychologiques et professionnels est à la disposition des juges, mais il n'y a pour recevoir les très jeunes enfants vivant dans un milieu inacceptable que l'Assistance publique.

Autre lacune : lorsqu'il s'agit de mœurs. Je pense à tel garçon qui a commis un outrage public à la pudeur sur une petite fille. (Pour ne pas envoyer le sujet aux Assises, s'il a moins de dix-huit ans et plus de seize, on disqualifie l'acte ; on en fait un outrage à la pudeur, qui l'amène devant le juge pour enfants, au lieu d'un attentat aux mœurs qui l'enverrait en Cour d'assises.) Bon. Eh bien ! ce garçon était manifestement un obsédé : quand il s'était lavé les mains, il les essuyait pendant un quart d'heure, en prenant soin de ne pas toucher le lavabo ; s'il l'effleurait, il recommençait toute l'opération à nouveau... Il faut se rendre à l'évidence, ce gosse n'a pas besoin d'être puni. Il faut le soigner. Si on le traite maintenant, il y a un espoir; si on ne le traite pas... ? Il lui faudrait une psychothérapie, voire une psychanalyse. Mais les spécialistes dans ce domaine sont peu nombreux.

L'EXPRESS. — Vous dites qu'il y a soixante-quinze pour cent de succès ?

LE JUGE. — Avec les garçons. Pour les filles, c'est plus difficile. Et puis nous en voyons moins. Une pour cinq garçons en moyenne. Dans la majorité des cas, la fille nous vient pour ce que nous appelons la prostitution ; en réalité, c'est un, deux, trois camarades avec lesquels on va ; elles suivent le premier, puis un autre, un autre encore. Ça n'est pas toujours le trottoir. Ce n'est pas toujours l'hôtel. Mais quand elles ont commencé ainsi, cela met en jeu toute leur vie, et pas seulement les cinq minutes pendant lesquelles elles cèdent. Cela les démolit à l'intérieur, on n'imagine pas à quel point.

L'EXPRESS. — Mais les garçons qui se servent de ces filles ?

LE JUGE. — Ils passent, ils s'en vont. C'est fini, oublié.

L'EXPRESS. — Mais il y a des maisons pour les filles, Brécourt dans la région parisienne, par exemple, où on leur apprend un métier ?

LE JUGE. — Oui, mais les places y sont rares.

L'EXPRESS. — Et la liberté surveillée ?

LE JUGE. — Le principe est bon, mais là aussi nous manquons de moyens. Vous savez comment fonctionne le système ? Les deux délégués permanents à la Liberté surveillée, qui sont mes collaborateurs directs, se sont vu attribuer un secteur très lourd en population. Je prends l'exemple d'un garçon que j'ai vu hier, un petit vol à l'étalage. J'ai dit à ce garçon : *« Tu n'es pas condamné, tu vas rentrer chez toi. Mais on va tenter une expérience : quelqu'un qui n'est ni un agent de police ni un gendarme viendra de ma part pour savoir ce que tu deviens, comment va ton travail, ce que tu fais de tes loisirs, comment tu te conduis à la maison. Quelqu'un qui te guidera, te conseillera, te donnera des consignes et me tiendra au courant de la façon dont tu les suis ou non »*. L'enfant rentre chez lui et mes délégués permanents se mettent aussitôt en chasse pour trouver la personne idoine, quelqu'un d'un milieu aussi proche que possible de celui de la famille de l'enfant, habitant dans le quartier, disposant d'un peu de temps et accomplissant bénévolement cette tâche.

Tâche passionnante, mais parfois déprimante. C'est là où intervient le manque de crédits. « Tu n'as pas été au club sportif ? » — « Je n'ai pas d'argent ». Bon, on lui donne de l'argent, mais la prochaine fois ? L'Etat alloue deux cent cinquante mille francs par an pour dépanner ce genre d'enfants. Nous en avons deux cent soixante par an, cela fait à peu près mille francs par cas pour un an !

Nos délégués — le mot est discutable, mais c'est la loi — agissent dans le cadre de la vie familiale, des loisirs, du travail. J'ai deux délégués permanents, c'est dérisoire. Il m'en faudrait bien plus. Pourtant, ils obtiennent quand même des résultats étonnants.

« Quand ils n'ont pas envie d'avoir peur... »

L'EXPRESS. — Mais les parents, vous les voyez, eux aussi. Ils ne peuvent pas vous aider ? Quelle est leur attitude face au juge qui les convoque parce que leur fils a été arrêté en train de voler ?

LE JUGE. — Lorsqu'on a face à soi les parents, un père, une mère, on possède avec eux quelque chose en commun : être adulte, être de leur génération.

Ils ont aussi, c'est certain, une espèce de notion de la justice. Mais ils ont pénétré dans ce Palais de justice avec un sentiment d'écrasement — le gosse, lui, est beaucoup plus léger. Ils ont été ennuyés pendant l'enquête, par le commissaire de police, par l'assistante sociale que je leur ai envoyée, au sujet de l' « histoire ».

Lorsqu'ils arrivent chez moi, ils s'attendent à ce que je les interroge encore sur cette fameuse histoire. Aussi, lorsqu'ils s'aperçoivent que je leur demande surtout de me parler un peu de leur fils, de me dire s'il travaille bien, s'ils en sont contents, je crois qu'ils ne comprennent pas toujours où je veux en venir.

Deux attitudes sont alors possibles. Ou ils s'imaginent que je vais leur prendre l'enfant, surtout les mères, et ils camouflent la vérité. *« Il a compris »*, dit la mère en parlant de son fils. Le gosse est tout prêt à l'admettre. Mais quand on insiste, qu'on pousse plus loin : « Tu as compris quoi ? », on s'aperçoit que la formule est stéréotypée. Il n'a rien compris du tout. Ça, c'est la position de défense des parents vis-à-vis de la justice.

Et puis il y a les parents coopérants, ceux qui disent : *« Vous savez, il me donne bien du mal, il me fait peur »*. Ceux-là voudraient me faire jouer au gendarme du guignol lyonnais, ils pensent que je vais prendre une grosse voix, épouvanter le coupable de façon qu'il ne recommence plus.

Eh bien ! non, je ne lui ferai pas peur. Je ne me sens pas en mesure de lui faire vraiment peur ; comment m'y prendrais-je, du reste ? Me mettre en colère, crier ? Au contraire, demeurer froid et distant ? Quand ils n'ont pas envie d'avoir peur, il n'y a rien à faire.

L'EXPRESS. — Vous nous dites que les parents ne comprennent pas toujours bien où vous voulez « en venir », qu'ils se demandent si vous n'allez pas, au nom d'une décision souveraine, leur « prendre » leur enfant. Nous voudrions vous demander de nous préciser mieux quels sont vos pouvoirs.

Pouvez-vous faire enfermer un enfant contre la volonté de ses parents ? En cas de crime, est-ce vous qui êtes chargé de l'affaire ?

LE JUGE. — En cas de crime, le juge des enfants n'est jamais chargé de l'affaire.

Pour les délits, c'est lui, oui. Et je peux, contre les parents et dans l'intérêt du garçon ou de la fille, décider qu'il faut le placer : d'abord provisoirement pour le faire observer, le mieux connaître. Pour bien juger, il faut bien connaître... Ensuite, si c'est nécessaire, le juge ou le tribunal pour enfants a le pouvoir d'ordonner un placement en centre de rééducation et de formation professionnelle.

La durée du placement est fonction de l'évolution du « mineur ». Et la décision peut toujours être modifiée.

L'EXPRESS. — Mais alors, quels sont les arguments qui vous font décider que vous allez retirer un enfant de sa famille. La nature de l'acte ? Est-ce que c'est inscrit sur le Code, comme pour les délits d'adultes : pour tel fait on risque une peine de tant à tant d'années de prison ?

LE JUGE. — La peine d'emprisonnement est exceptionnelle. Huit à dix pour cent souvent avec sursis. Ce qui est la règle : c'est la tentative de rééducation.

Quant à la nature de l'acte, elle n'intervient pas dans le choix de la mesure éducative.

Retirer un enfant à ses parents, c'est grave. Il faut parfois beaucoup de courage ; il faut surtout essayer d'obtenir l'adhésion des parents du garçon lui-même. On y arrive.

« Voilà deux mille francs, va-t-en !... »

L'EXPRESS. — Quels sont alors les établissements, ou les possibilités dont vous disposez, pour appliquer ce qui vous semble la mesure juste à prendre ? Les maisons de correction ?

LE JUGE. — Les maisons de correction n'existent plus. Mais laissez-moi d'abord vous raconter une histoire qui vous montrera tout de suite les conditions dans lesquelles nous travaillons : l'autre jour on m'amène un petit Martiniquais, venu en France en laissant là-bas sa mère et les petits frères, pour retrouver son père qui vit en France. Il arrive au foyer et il trouve « elle », une jeune femme qui vit avec le père. Peu après, c'est le premier délit, bagarre avec le père et les voisins. L'enfant avait une hache. On me l'amène. J'écoute le père, il semble avoir compris. Je demande à l'enfant : *« Tu veux y retourner ? »*. Il me dit : *« Oui »* ; il repart. Un mois après il revient, on l'a arrêté en fugue, il portait un poignard. *« Mon père veut me tuer. »* « C'est curieux, c'est toi qui es armé ? » *« C'est pour me défendre. »* Mise en observation, recherche de placement. On ne trouve rien. Echec. Un vague cousin ? Impossible. *« Je veux gagner ma vie. »* On essaye un apprentissage, logé, nourri, dans un foyer. Fugue. Au bout de cinq jours, il m'arrive. *« Je ne gagnais pas assez. »*

Qu'est-ce qu'il fallait faire ? *« Je ne veux pas retourner chez mon père. »* Il est six heures. Il n'a pas mangé, il ne veut rien prendre. Ma déléguée permanente téléphone. A six heures et demie elle n'a rien trouvé. On ne peut pas le mettre en prison. Il tousse. *« Tu es malade ? »* « Oui ». Pas convaincu. *« On pourrait peut-être le mettre à l'hôpital ? »* « Ah ! oui... » Heureux comme tout. Pas de lit à l'hôpital. Le Centre d'observation ? Plein. Un Jésuite arrive, un phénomène qui s'occupe d'organiser des camps de vacances pour les jeunes difficiles, les plus durs. « Vous n'avez pas de place pour mon gars ? » Il l'emmène ; après plusieurs placements que je vous passe, le garçon est hébergé par une famille chrétienne, très bien, plusieurs enfants.

Au bout d'un mois on me téléphone : « Un drame épouvantable ». L'enfant avait mis le feu à la maison et puis s'était ouvert les veines. On le recoud. *« C'est mal ce que j'ai fait, je voulais mourir. »* Le lendemain il ne se réveille pas, il était dans le coma. Il avait avalé une forte dose de soporifique. Il est à l'hôpital, il sort lentement de ce long coma, sauvé par hasard.

Si j'avais pu disposer d'un abri où le mettre, le faire voir tout de suite par une équipe de médecins, en serait-il là avec tous ces dégâts en lui et autour de lui ?

Le soir, quand on m'amène à six heures et demie un enfant qui n'a pas commis un acte grave, qui a fait une fugue, qu'on a arrêté pour vagabondage, et dont je sais qu'il vaut mieux ne pas le remettre chez ses parents, pour moi le problème n'est pas de savoir où je vais, en justice, le mettre, mais où je peux, matériellement, le placer.

Parfois il m'arrive de dire à l'un d'eux : *« Voilà deux mille francs, va-t-en... »*

L'EXPRESS. — Ces cas douloureux, est-ce l'exception ?

LE JUGE. — Oui. Mais une exception qui pèse. Heureusement, l'équipement actuel nous permet, avec le temps, de régler au mieux le problème des placements.

Le difficile, c'est l'urgence.

Dans la tâche quotidienne, le juge d'enfants, sur le tas, voudrait pour ses garçons et ses filles l'instrument toujours à portée de main, prêt à intervenir, prêt à accueillir, exactement adapté au besoin.

Il lui faut parfois tâtonner, anxieux. Car, de ses hésitations, le garçon peut être victime. Et demain il sera trop tard. Dire à cet adolescent qui bouillonne d'impatience : *« Tu patienteras deux mois... et après tu partiras apprendre un métier »*, c'est une manière raisonnable d'expliquer l'attente, une manière « adulte » de dire la chose.

S'il répond au fond de lui... sans ouvrir la bouche :

« Non, je n'attendrai pas... », et s'il fuit ce destin-là..., tout, demain, sera à refaire avec plus de peine et plus de risques.

Mais s'ils n'étaient pas ainsi, ils ne seraient plus jeunes...

C'est à nous de nous adapter, dans ce domaine comme dans les autres, à ce besoin qui est en eux : la vie, leurs lendemains...

(Copyright « L'Express ».)

NON-VIOLENCE

Pendant vingt jours

DANS ce quartier de Clichy aux maisons basses, si noires qu'elles rappellent les corons du Nord, il règne durant ce commencement de Semaine sainte une animation inaccoutumée. Des jeunes gens, des journalistes, des prêtres en soutane, des pasteurs en vêtements civils, entrent et sortent par une petite porte de la rue du Landy. Trois hommes très maigres, portant la barbe, vêtus de pantalons bruns et de blousons bleu ciel, les pieds nus dans des spartiates, déambulent sous un préau garni de bancs d'écoliers : ce sont Bernard Gaschard, cultivateur ; Pierre Parodi, docteur en médecine ; Lanza del Vasto, écrivain.

Tous trois, le 31 mars, ont commencé un jeûne public de vingt jours. Jusqu'au Samedi saint dans la nuit, ils n'absorberont que de l'eau. Aucun d'entre eux n'avait jusqu'à présent jeûné plus de dix jours. L'un des deux compagnons de Lanza est extrêmement fatigué. La raison de cette épreuve volontaire, c'est l'Algérie : ce sont les atrocités que l'on commet de part et d'autre

Deux drames

Plusieurs événements ont poussé ces adeptes de la non-violence à ce geste extrême. Un ami de la communauté qu'ils avaient fondée à Bollène (Vaucluse) a été assassiné il y a un an dans un souk de Tunisie. Ses compagnons de régiment l'appelaient le Christ : lui-même avait refusé de porter les armes et passait son temps à soigner les malades et les infirmes. Il y avait plusieurs centaines de musulmans qui se pressaient à son enterrement.

Un compagnons de « L'Arche » — c'est le nom de la communauté — est rentré récemment d'Algérie. Il a été témoin là-bas des tortures infligées à un suspect musulman de vingt-six ans, un boxeur du nom de Mouloud Medaouri. Après vingt-quatre heures de supplice, le jeune Algérien est mort

Ces exactions commises de part et d'autre ont décidé Lanza del Vasto à sortir de la semi-retraite où il s'était enfermé depuis la Libération.

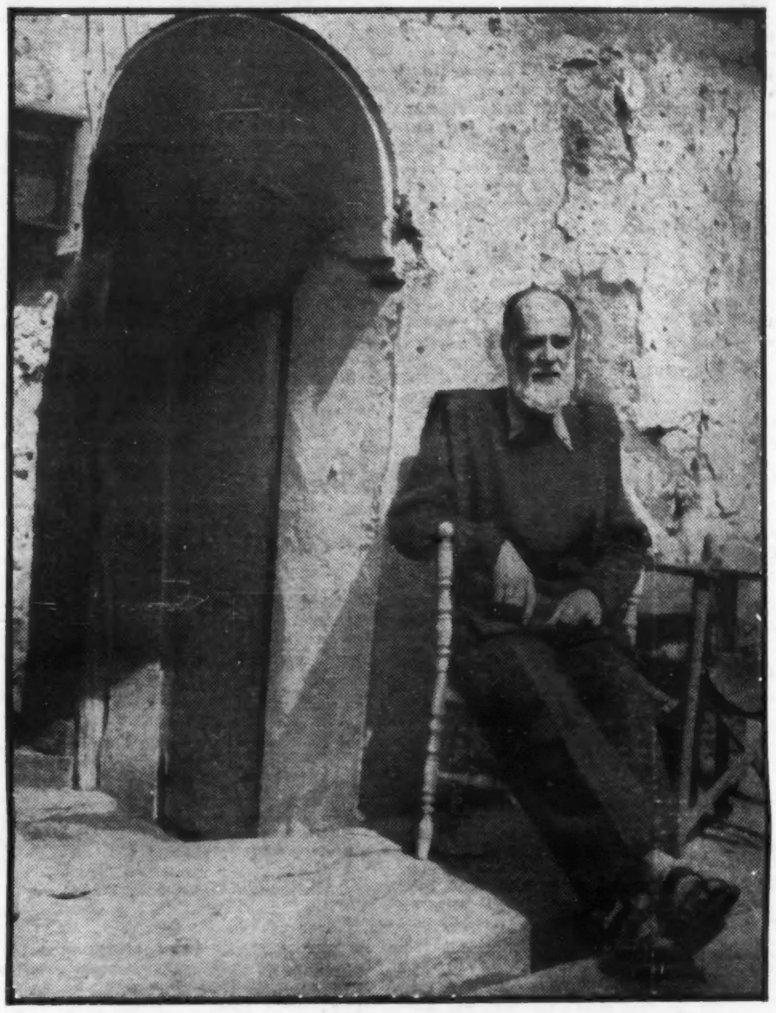
L'écrivain, de haute taille, au regard bleu perçant, a été converti à la non-violence lors d'un voyage de deux ans qu'il accomplit aux Indes en 1936, et où il découvrit des swamis, des gourous, Gandhi, un univers étrange de mystère, d'absolu et de sainteté qu'il décrit dans son célèbre *Pèlerinage aux sources*.

La figure de Gandhi le frappe, ainsi que les résultats concrets de son action non violente de « Bapou ». Rentrant à pied d'Orient, il mûrit des projets de création d'un « ashram » (communauté) gandhiste en France. Mais quand il parvient à Jérusalem, c'est pour voir des tanks patrouiller devant les Lieux saints, et l'alerte de Tchécoslovaquie, en 1938, sonne le glas des espoirs de paix en Occident. Pendant la guerre, il médite, travaille, écrit et jette les fondements d'un ordre nouveau, « L'Arche », dans lequel pourront entrer tous les croyants.

Un appel bouleversant

Beaucoup de jeunes viennent écouter, en 1945-1946, les commentaires de l'Evangile qu'il fait dans une vieille maison du quartier Saint-Paul. Avec quelques-uns d'entre eux, il fonde sa première communauté à Tournier. La vie qu'on y mène est calquée sur celle d'un « ashram » hindou : travail hindou, vie de pauvreté absolue, régime alimentaire végétarien, refus de la mécanique et des instruments de la technique moderne. Des exercices de yoga favorisent chez les disciples la méditation et la vie spirituelle. Trente-cinq personnes — femmes et enfants — vivent aujourd'hui à Bollène où la communauté s'est transportée depuis deux ans. L'ordre ne comprend encore qu'une vingtaine de compagnons qui ont prononcé des vœux. Mais son rayonnement dépasse infiniment ce petit nombre.

Nombre de religieux ont été bouleversés en lisant le texte de l'Appel à la conscience française et aux dirigeants du F.L.N. que Lanza a lancé au début de son jeûne. Plusieurs curés de Paris lui ont offert de venir le terminer dans leur paroisse. Un peu partout, dans la capitale et en province, des croyants de toutes confessions, des rappelés, des étudiants, ont jeûné également. A Strasbourg, les étudiants catholiques, protestants et juifs ont observé un jour de jeûne pour le commencement du Ramadan. En Algérie même, de nombreux musulmans, qui désapprouvent les exactions commises des deux côtés, ont été profondément émus par ce geste sans précédent. Au Maroc, l'hebdomadaire *Al Istiqlal* a reproduit intégralement l'appel à la non-violence de l'écrivain.



LANZA DEL VASTO
Toute la misère du monde

HISTOIRE

Equation à 13 inconnues

EN maintenant leur refus de participer à une réunion internationale, organisée en Rhénanie, sur les origines de la guerre 1939-1945, les historiens français ont voulu protester contre le fait que le seul Français appelé à faire un exposé, était M. Georges Bonnet.

— Il s'agit d'une maladresse des organisateurs, précise M. Edouard Bruley, président de la Société des professeurs d'histoire et de géographie. Pour deux raisons : M. Georges Bonnet n'est pas un historien et, d'autre part, sa personnalité est trop contestée pour que nous acceptions qu'il représente la France (1). De toutes façons, ces travaux sont un peu prématurés ; bien que l'histoire aille très vite pour cette dernière guerre, beaucoup plus vite que pour la précédente, de nombreux documents manquent encore pour que nous puissions faire la lumière sur les « points controversés » de cette période. Et c'était là l'une des ambitions de ce congrès.

Les historiens européens, au cours d'une récente réunion à Ostende, ont en effet, dénombré treize événements sur lesquels ils ne sont pas d'accord et qui provoquent encore des controverses entre plusieurs pays. En voici la liste dressée par un groupe d'historiens dirigé par M. Puttemans, président de la Fédération belge des professeurs d'histoire.

La responsabilité de Hitler...

● I. — RESPONSABILITÉ DE HITLER DANS LE DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE.

Peut-on considérer que même s'il y a de nombreuses causes économiques et sociales de la guerre (chômage, recherche de débouchés), la responsabilité de Hitler dans le déclenchement de la 2e Guerre Mondiale est écrasante ? Son plan du 5 novembre 1937 ne semble-t-il pas ne laisser aucun doute à ce sujet ?

● II. — RESPONSABILITÉ DE HITLER DANS L'INVASION DE LA POLOGNE.

L'invasion de la Pologne peut-elle être considérée comme un acte d'agression nettement prémédité par Hitler ?

● III. — LES NEUTRALITÉS NORVÉGIENNE, HOLLANDAISE, BELGE ET LUXEMBOURGEOISE EN 1939-1940.

Peut-on considérer que ces 4 pays ont respecté scrupuleusement la neutralité de septembre 1939 à avril-mai 1940, et qu'ils ne méritaient pas les critiques émises par l'Allemagne ?

● IV. — LE RECUL DE LORD GORT ET DE LA BRITISH EXPEDITIONARY FORCE.

Peut-on considérer que la B.E.F. de Lord Gort se retira d'Arras contrainte et forcée par les Allemands ou que Lord Gort ne croyait pas à la possibilité de rompre l'encerclement allemand et décida de se retirer à temps ?

● V. — LE RETRAIT DE LA ROYAL AIR FORCE DE LA BATAILLE DE FRANCE.

Peut-on penser que si Churchill refusa d'engager toutes les forces de la R.A.F. dans la bataille de France en juin 1940, ce fut uniquement dans le désir de garder au Royaume-Uni une protection aérienne suffisante ?

... et la neutralité de Vichy

● VI. — LA NEUTRALITÉ DU GOUVERNEMENT DE VICHY.

Peut-on considérer que le gouvernement de Vichy tenta dans toute la mesure du possible en 1940-1941 de maintenir par des relations officieuses avec le gouvernement britannique une certaine attitude de neutralité vis-à-vis des Alliés, que cette attitude évolua défavorablement sous les gouvernements Darlan, et surtout Laval en 1942-1943 ?

● VII. — RESPONSABILITÉ DE MUSSOLINI DANS L'ENTRÉE EN GUERRE DE L'ITALIE.

Peut-on considérer que Mussolini fut personnellement responsable de l'entrée en guerre de l'Italie en juin 1940, même s'il retarda sa décision jusqu'au moment où il eut la certitude morale de gagner la guerre ?

● VIII. — RESPONSABILITÉ DE MUSSOLINI DANS L'INVASION DE LA GRÈCE.

La guerre déclenchée par Mussolini contre la Grèce peut-elle être considérée comme une agression caractérisée et réalisée sans l'approbation de Hitler ?

● IX. — RESPONSABILITÉ DE ROOSEVELT DANS L'ENTRÉE EN GUERRE DES ETATS-UNIS.

Les demandes formulées par Roosevelt et Hull à MM. Kurusu et Nomura n'étaient-elles pas de nature à provoquer un conflit avec le Japon ? Les critiques formulées par le parti républicain contre le désir plus ou moins prémédité de Roosevelt de déclencher un conflit avec le Japon sont-elles des arguments électoraux ou bien reposent-elles sur des fondements historiques indiscutables ?

● X. — IMPORTANCE RÉELLE DE LA RÉSISTANCE ALLEMANDE.

Le mouvement de résistance à Hitler doit-il être considéré comme une minorité active représentant en quelque sorte la conscience allemande ou comme un groupe restreint d'individus victimes de l'ordre établi et désireux de retrouver sous un autre gouvernement leurs privilèges anciens ?

● XI. — CONSÉQUENCES DE LA REDDITION SANS CONDITIONS.

Peut-on considérer que le principe de la « reddition sans conditions » adopté à Casablanca a eu pour résultat de prolonger la guerre en décourageant le mouvement antinazi et en amenant les nazis à se battre jusqu'au bout ?

→

(1) Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Daladier, a signé l'accord de Munich et l'accord franco-allemand de décembre 1938. Membre du Conseil National de Pétain, il a été poursuivi à la Libération. Son dossier a été classé en 1949. Elu député R. G. R. de la Dordogne le 2 janvier 1956.

2 facteurs de rendement que l'Entreprise moderne doit connaître :

Psychologie du Personnel
Psychologie du Consommateur

A toutes les étapes de la production et de la vente, le facteur humain joue un rôle aussi important que les facteurs techniques, économiques et administratifs, c'est pourquoi le concours de psychologues professionnels est devenu indispensable à l'entreprise moderne :

1° **Pour la sélection du personnel**, grâce aux examens psychotechniques qui font de la maxime anglaise « THE RIGHT MAN IN THE RIGHT PLACE » une réalité scientifique.

2° **Pour l'analyse du marché**, qui ne saurait être complète sans de délicates « études de motivation » mettant à nu les réactions conscientes et inconscientes du consommateur.

Voulez-vous mieux connaître l'application de ces techniques ?

le Bureau de Psychologie Appliquée JUSTET
60, rue du Fg-Poissonnière, PARIS (10e)
Tél. : TAI. 49-10
est à votre disposition pour vous donner toute documentation

Voyagez toujours avec un
GUIDE NAGEL
90 TITRES PARUS
en français et en langues étrangères

TRIOMPHE
DANS L'APPLICATION DES TRANSISTORS
TRANSLITOR SEVEN

• Sans lampe.
• Sans secteur.
• Sans parasite.
• Moins d'un franc l'heure d'écoute.
• 500 h. d'audition sur pile 9 volts.

Réalisation ultra-moderne de la technique Transistors et circuits imprimés (pratiquement incassables et inusables). 7 transistors + diode germanium procurant une sensibilité extraordinaire. Grand haut-parleur haute fidélité assurant une musicalité et une puissance inégalées à ce jour. Luxueux coffret gainé toile ou cuir.

CHEF-D'ŒUVRE DE TECHNIQUE ET DE QUALITÉ
TRANSLITOR SEVEN
EST LE MEILLEUR PORTATIF "TRANSISTORISÉ" DU MONDE
EN VENTE CHEZ TOUS LES SPÉCIALISTES RADIO
UNE NOUVELLE PRODUCTION
Pizon Bros
Pizon Bros S.A.
10, RUE DE LA FÉLICITÉ, PARIS 17e

● XII. — Responsabilité des U.S.A. dans l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. contre le Japon.

Peut-on considérer que les Etats-Unis ont eu tort de solliciter à Potsdam l'entrée en guerre de l'U.R.S.S. contre le Japon ?

● XIII. — Responsabilité des U.S.A. dans la perte de Berlin.

Les Etats-Unis n'ont-ils pas eu tort de rejeter la proposition de Churchill de faire avancer les troupes alliées jusqu'à Berlin ?

Ces treize questions demeureront encore longtemps sans réponse ou, plutôt, en provoqueront longtemps encore plusieurs. L'absence des historiens français, au dernier congrès, retardera un peu plus l'heure où les controverses qu'elles suscitent s'achèveront.

CULTURE

L'éducation « sur le tas »

(De notre envoyé spécial B. Girod de l'Ain)

« *IL n'y a pas plus de 10 % des ouvriers qui peuvent s'y retrouver dans le dédale de leurs fiches de paye et en contrôler les chiffres* », affirme un délégué du personnel (C.G.T.).

« *Pour calculer la prime de rendement, même si elle est simple, il faut souvent faire une règle de trois,* ajoute une conseillère du travail. *Beaucoup l'ont oubliée, surtout les femmes. On en trouve d'ailleurs à l'usine qui, âgées de 45 à 50 ans, n'ont été que deux ans à l'école.* »

Mais au-delà du simple obstacle du calcul, il existe une série de mesures culturelles qui interdisent à l'immense majorité des travailleurs la compréhension minimum de leur fonction, de la marche de leur entreprise, sans parler des mystères de la vie économique, aux échelons plus larges de la ville, de la région ou de la nation.

Réunis pendant trois jours à Metz, cent cinquante adhérents du mouvement « Peuple et Culture » se sont courageusement aventurés sur ce chemin semé de fondrières et de précipices : « La formation économique et sociale des travailleurs ».

« L'ignorance des réalités économiques et sociales élémentaires de notre pays et de notre temps est l'un des aspects les plus importants de *l'inculture civique* des Français. Cette ignorance rend le citoyen incapable d'exercer réellement son droit à la participation, au contrôle et au vote dans une démocratie de plus en plus démunie par ces problèmes. Elle rend difficiles, voire impossibles, l'instauration et le fonctionnement d'une véritable démocratie économique », écrivait la revue « Peuple et Culture » dans son numéro préparatoire à ce 13e congrès, depuis la création, en 1945, de ce mouvement consacré au développement de la culture populaire.

Depuis douze ans, un noyau d'instituteurs, d'éducateurs et de sociologues ont déployé des efforts méritoires trop peu connus et trop peu soutenus (3 millions de subventions) pour s'attaquer à ce problème des civilisations modernes qui ont franchi le premier pas culturel (la disparition de l'analphabétisme) : l'éducation permanente des adultes.

Méthodes révolutionnaires

Ils ont mis au point des méthodes révolutionnaires de diffusion de la culture : dépôt de livres prêtés gratuitement chez les commerçants fréquentés par tout le monde (bouchers, boulangers), catalogues illustrés de livres où quelques citations donnent une idée de l'ouvrage, fiches de lecture pour récitation et discussion d'une livre ; cercles de discussions partant de données concrètes. Projection d'un film avec exposition des problèmes locaux, pour arriver soit au livre dont il est tiré, soit à des idées plus générales.

Joseph Rovan et Joffre Dumazedier (1).
Démocratiser le savoir.

Ayant diffusé ces méthodes par des stages qui groupent chaque année plus de 300 éducateurs, touchant eux-mêmes un public de plusieurs centaines de milliers « d'hommes de la rue », ce mouvement s'est posé depuis deux ans la question de savoir s'il était capable de les employer pour établir aussi une « culture économique de base ». La politisation particulièrement vive en France de tout ce qui touche aux questions économiques était telle au cours des dernières années que ce mouvement n'avait pas osé y toucher. Estimant que le poids de ces *a priori* politiques a actuellement diminué, il vient, après bien des hésitations, de se jeter à l'eau.

Minutieusement préparé par des circonstances de discussions qui groupèrent, pendant l'hiver, techniciens de l'économie, des finances, pédagogues et sociologues, ce débat de trois jours a établi des cycles précis d'éducation économique. Le premier part de la feuille de paye, de son étude descriptive (taux horaire, qualification, primes...) pour amener les travailleurs, au cours d'une seconde séance, à discuter du rendement et de la productivité au cours d'une troisième par l'emploi de moyens audio-visuels (films, coupures de presse, etc.).

Sur les lieux de travail

« *Quand un ouvrier, un paysan ou un petit empoyé a besoin d'un renseignement, ou de déposer une demande,* fait remarquer un militant ouvrier, *il s'adresse rarement aux personnes ou aux services compétents. Il rassemble ses informations autour de lui, auprès de qui a de l'autorité mais pas toujours des connaissances.* »

La sociologie moderne met l'accent sur ce qu'elle appelle « les guides d'opinion ». Parfois, ce sont des militants politiques ou des hommes que rien ne distingue des autres par leurs fonctions, et qui exercent une influence importante sur ceux qui les entourent.

« *En gros, on peut dire,* estime le sociologue Dumazedier, président de « Peuple et Culture », *qu'il y a ainsi en France deux millions de personnes qui sont de tels guides d'opinion* ». C'est à eux qu'il faut d'abord fournir cette culture économique de base. Mais les difficultés sont immenses et de plusieurs ordres et ce congrès les a nettement mises en lumière : l'ignorance des questions économiques et sociales des différentes catégories de pédagogues et d'animateurs, les réticences de beaucoup d'entre eux, surtout des instituteurs, pour s'engager sur ce terrain miné, l'extension phénoménale des loisirs individuels (bricolage, cinéma, voyages).

C'est pourquoi beaucoup de participants à ce congrès estiment que cette culture économique de base ne pourra vraiment faire l'objet d'une large diffusion que si elle est offerte sur le lieu même du travail, comme cela se pratique dans plusieurs pays étrangers.

Ce congrès a eu le double mérite de jeter les bases d'une telle éducation et de lancer une évidence qui est aussi un cri d'alarme : « *Il est vain,* comme disait Dumazedier en conclusion, *de démocratiser le pouvoir sans démocratiser le savoir.* »

(1) Le vice-président et le président de « Peuple et Culture ».

La cagnotte : 75.000 francs ?

La cagnotte mise en jeu par le problème n° 5 de mots croisés-piège était de 50.000 francs.

Or, dans les délais prévus pour l'envoi des réponses, nous n'avions reçu aucune réponse exacte, ce qui portait la cagnotte mise en jeu pour la prochaine grille à

75.000 francs

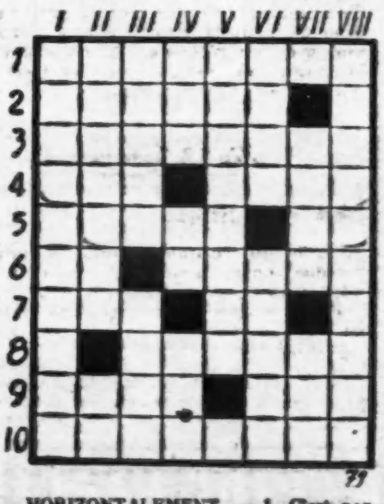
Mais les grèves de la S.N.C.F. ont perturbé les distributions de courrier. Comme il s'agit non d'un incident local mais d'un événement à l'échelon national, nous avons décidé, exceptionnellement, d'enregistrer jusqu'au vendredi 19 à midi les réponses qui nous parviendraient.

Donc, cette semaine, pas de résultats, pas de solution à la grille n° 6 et pas de problème.

La cagnotte reprend la semaine prochaine avec — peut-être — 75.000 francs en jeu.

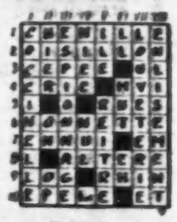
Le problème de mots croisés que vous trouverez dans cette page n'entre pas dans la compétition.

Mots croisés n° 79



HORIZONTALEMENT. — 1. C'est parfois un bravo. — 2. Préfixe qui évoque la solidité. — 3. L'emporta sur Bajazet. — 4. Répété douloureusement sur la croix. S'est, comme bien d'autres, motorisé. — 5. Il n'est pas souhaitable d'être son objet. Initiales communes à une jeune vedette et à un compositeur anglais. — 6. Entre la citation et sa source. Ne souffre guère de la rivalité de Carthage. — 7. Se compose d'échanges discontinus. Lyon, pour Genève. — 8. Où peuvent s'inscrire de futurs lapins. — 9. Les mineurs n'ont pas droit de la remplir. Demi-danse. — 10. Volent au cours de relations où le cœur tient peu de place.

VERTICALEMENT. — I. Marque un renvoi. — II. Feu rouge. Dans Grenoble, Sisteron, Draguignan. — III. Moins auguste, quand il est mécanique. Peut précéder un mieux. — IV. Encore trop pour Diogène, mais vraiment pas assez pour Gengis Khan. Annonce souvent la fin. Préfixe qui commence le nom de plusieurs sciences. — V. Plus simple qu'un maître d'hôtel. — VI. Le dessous du sabot. Ambassadeur auquel on ne peut pas demander de nouvelles de l'ambassadrice. — VII. Fière d'un de ses enfants, célèbre peintre infirme. L'échelle de son père est célèbre. — VIII. Annonce une restriction, dans la maréchaussée.



Solution du n° 78

Je me suis tout de même décidée à le remplacer :
et j'en ai profité pour prendre un appareil à quatre brûleurs, alors que l'ancien n'en avait que deux.
Quelle différence !
- Je peux faire cuire tout mon repas en même temps : **j'économise mon temps.**
- La régularité de chauffe est parfaite.
- Mes quittances ont baissé de 20 % : **j'économise mon argent,**
- Le thermostat, surveille le four à ma place : **j'économise... mes nerfs,** et je ne rate plus aucun plat.

Renseignez-vous auprès des Professionnels qualifiés : Vendeurs et installateurs, mais exigez des appareils portant l'estampille N. F. GAZ, (ou NF. ATG) garantie officielle de qualité et de sécurité.

GAZ DE VILLE

THÉATRE

Quat' Sous : une pièce en or

L'Opéra de Quat' Sous

de Bertolt Brecht,
par le Schauspielhaus de Bochum
(Théâtre des Nations).

L'ŒUVRE de Brecht, bon gré, mal gré, nous ne pouvons plus la voir qu'à travers l'écran de notre mémoire sur lequel se projettent les images du film de Pabst : mais c'est beaucoup plus qu'un souvenir d'enfance ou de ciné-club, un classique de notre temps. Peut-être parce qu'elle bénéficie de la coïncidence exacte d'une révolte et d'une esthétique. La pièce est de 1928, l'année des débuts au théâtre de Giraudoux, du premier grand roman de Malraux. Elle est de Brecht avant les brechtiens et le brechtianisme, elle brise avec violence les conventions du langage et de la scène, mais au bénéfice de l'expressionnisme. Elle exprime une révolte sociale non moins violente, mais qui reste une forme âpre et désespérée de l'anarchisme plus que du communisme marxiste (à la fin de sa vie, Brecht a fait subir quelques modifications au texte de cette pièce qui est contre toutes les orthodoxies, pour la rendre orthodoxe...). La coïncidence spirituelle de ces deux révoltes nous vaut ce long poème de Brecht et Kurt Weill, baroque et cynique, canaille et désespéré, où, vers la fin, la voix de Mackie peut reprendre comme les siens les mots de François Villon...

Dans la mise en scène de M. Hans Schalla, la représentation du Schauspielhaus de Bochum est d'une merveilleuse précision. L'expressionnisme n'est pas renié, mais il est décanté, dirigé. Un décor unique permet, moyennant quelques transformations, de varier les lieux de jeu et d'aménager une sorte de scène sur la scène pour les passages d'opéra-bouffe ou d'opéra parodique. Les costumes sont traités dans quelques couleurs, comme s'il y avait un blason idéal : bleu pour la police, rouge pour le plaisir, noir pour le crime, etc. Gestes, mouvements, chants, paroles, tout est scandé avec une précision rigoureuse, et nous conduit sans désordre à l'extrême de la révolte et du blasphème. Autour de M. Hans Messemer, le grand acteur dont nous avons eu la révélation au festival de 1956, on remarque vivement Mmes Clare Ruegg et Rosel Schaefer, MM. Peter Probst et Manfred Heidmann. On a l'impression d'un grand théâtre montant un grand classique.

Helga Siemers, Hans Messemer et Rosel Schaefer
A l'extrême de la révolte et du blasphème.

★

Queen-party chez Clytemnestre

La Réunion de famille

de T.S. Eliot, traduction d'Henri Fluchère, aux mardis de l'Œuvre.

DANS la grande maison de campagne, la famille est réunie pour fêter l'anniversaire de lady Amy Monchensey. Voici Henri, le fils aîné, qui n'est pas revenu depuis huit ans. Sa femme a disparu en mer, tombée du pont d'un navire : accident, suicide ou crime ? Mais dans la vieille maison familiale, est-ce que ne flotte pas aussi une odeur de crime oublié? Cela pourrait être une pièce policière ou une histoire dans le genre de *Rebecca*. Mais à la suite d'Henri, voici les Euménides, et sous l'œil inquiet du chœur familial, le drame se replie dans la conscience du jeune homme, nous passons du monde d'Agatha Christie au monde d'Eschyle et des Atrides. Plus encore, tandis que les brumes se dissipent et qu'Henri découvre le sens de sa responsabilité, il se découvre aussi comme un Oreste, mais comme un Oreste chrétien.

La pièce se situe, dans l'œuvre de T.S. Eliot, entre *Meurtre dans la cathédrale* et *La Cocktail-party*. Elle date de 1939. C'est une tentative de tragédie moderne en vers et en veston d'un très vif intérêt en soi, mais dont l'adaptation à la scène française n'emporte pas entièrement l'adhésion. Peut-être, en près de vingt ans, la pièce elle-même a-t-elle un peu vieilli? Déjà T.S. Eliot n'a pas l'impression d'avoir tout à fait réussi ce qu'il cherchait, c'est-à-dire « une forme de vers dans laquelle on pourrait faire les remarques nécessaires les plus banales sans qu'elles paraissent absurdes, et qui pourrait porter le langage le plus poétique sans qu'il paraisse affecté ». M. Henri Fluchère a courageusement cherché à traduire la pièce dans un langage cadencé qui n'est ni tout à fait de la prose ni tout à fait de la poésie, qui donne malheureusement quelque chose d'affecté aux remarques banales sans être exactement à la hauteur des passages de grande poésie. Enfin M. Maurice Guillaud semble avoir mis la pièce en scène et dirigé ses acteurs dans le sens de la plus grande exaltation, en négligeant un peu trop les aspects familiers et les aspects d'humour. M. Jean-Pierre Jorris, Mlles Huguette Forge, Marcelle Ranson, etc., ont paru terriblement tendus, d'une manière assez monotone. Peut-être a-t-on servi d'une manière un peu trop racinienne le cocktail de M. Eliot : moitié vieux vin grec, un tiers de vin de messe, le reste de whisky et un zeste d'humour.

A ne pas manquer :

● **Patate** (Achard retrouvé) ● **L'Œuf** (insolite) ● **Requiem pour une nonne** (une tragédie de Faulkner) ● **Le Mal court** (le classique d'Audiberti).

A voir :

● **La Magicienne en pantoufles** (charmes et charme) ● **Ivanov** (Tchekhov) ● **Tobie et Sara** (Claudel inconnu) ● **Sacrés fantômes** (humour napolitain) ● **La Visite de la vieille dame** (bouffonnerie tragique) ● **La Mamma** (pour Popesco) ● **Amphitryon 38** (même sans Jouvet) ● **L'Ecole des cocottes** (pour rire) ● **La Nuit romaine** (Hugo pas mort) ● **La Chatte sur un toit brûlant** (sans pudeur) ● **Irma la douce** (l'Opéra de Quat' Sous de Marguerite Monnot).

MUSIQUE

Une révolution

C'EST une véritable bombe : l'une des quatre associations symphoniques parisiennes, Lamoureux, a décidé de rompre avec la routine et le tran-tran de leur fonctionnement habituel.

Seule la musique classique et romantique a, de façon générale, la faveur des associations. Les œuvres contemporaines qu'elles sont obligées de jouer, chaque année, pour justifier la subvention qu'elles reçoivent des Beaux-Arts et de la Ville, sont habituellement expédiées en quelque concert du samedi après-midi, devant des fauteuils vides, et choisies parmi ce qui se fait de plus conventionnel et de plus « conservatoire » en matière de musique française, au XX[e] siècle.

Lamoureux s'apprête à bousculer tout cela. Animé, derechef, par Georges Auric comme président, et par Igor Markevitch comme chef, l'orchestre veut faire à la vraie musique contemporaine la place qu'elle mérite.

Chaque année, une œuvre sera commandée à un jeune compositeur contemporain. Premier nom choisi : Pierre Boulez. Voilà qui ne va pas manquer de soulever des tempêtes, du côté du Conservatoire et de l'Institut.

D'autre part, des œuvres déjà mondialement célèbres, mais en France, du grand public, encore pratiquement inconnues, vont être montées. Premier nom très justement choisi : Alban Berg et sa cantate *Le Vin*.

Il y aura tout de même des exécutions très soignées de la Cinquième de Beethoven. Et la salle sera changée : de la triste nudité et de la mauvaise acoustique de Pleyel, l'orchestre émigre vers la chaleureuse intimité du Théâtre des Nations (Sarah-Bernhardt). →

GRATIS

Vous recevrez gratuitement et sans aucun engagement ce magnifique tableau d'Auguste Renoir: "Confidences"

EN COULEURS 48 x 60 cms

Non pas — bien entendu — l'original qui se trouve dans une collection privée en Suisse, mais une reproduction grand format en couleurs qui rend fidèlement toute la somptuosité du tableau, et qui donnera une atmosphère de richesse discrète à votre foyer. Car orner ses murs d'excellentes reproductions de chefs-d'œuvre est un signe de raffinement, tandis qu'y exposer des peintures à l'huile médiocres, pour la seule raison qu'elles sont originales, est indigne d'une personne de goût.

Pourquoi cette offre !

Elle vous est faite par la **GUILDE INTERNATIONALE DE L'ART** qui a été fondée pour ouvrir à tous l'un des plus beaux domaines de la culture occidentale : la Peinture, et mettre à la portée des amateurs ses trésors épars dans le monde entier. Son offre est sans arrière-pensée. Elle tient à ce que vous puissiez juger vous-même, *sans aucun engagement de votre part*, de l'extraordinaire qualité de ses reproductions. Le plus simple, en ce cas, est de vous en offrir une : à vous de profiter de cette occasion.

Sans aucun risque !

Envoyez-nous le bon ci-contre, vous recevrez gratuitement "Confidences" l'une des plus belles œuvres du grand impressionniste Auguste Renoir, et en même temps notre catalogue et les conditions auxquelles vous pourriez acquérir d'autres tableaux. Si ces derniers ne vous intéressent pas, l'affaire sera terminée pour vous comme pour nous. Mais s'ils vous intéressent, nous vous permettrons de constituer chez vous peu à peu et sans grands frais, sur vos murs ou dans vos cartons, un véritable musée personnel.

Mais écrivez immédiatement !

Les commandes devant être servies par ordre de réception, le nombre de planches disponibles étant forcément limité, si vous voulez être sûr de recevoir la vôtre rapidement, un bon conseil : écrivez aujourd'hui même, sans perdre un instant, à la **GUILDE INTERNATIONALE DE L'ART** 4, rue de Vienne, Paris.

BON GRATUIT

GUILDE INT. DE L'ART — 4, rue de Vienne — PARIS-8[e]
Envoyez-moi gratis et sans engagement de ma part, le tableau d'Auguste Renoir : 'Confidences' Veuillez trouver ci-inclus 120 fr. en timbres poste pour les frais d'envoi.

NOM

ADRESSE

EX-4

**Impartial je viens d'assister
A une revue du tonnerre
Un seul conseil à vous dicter
Allez donc aux Folies-Bergère**

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h
OPE 91-93 LIVRAISON DOMICILE
BOULEVARD DE LA MADELEINE

SEIZE QUESTIONS A JULES DASSIN

Paradoxe : c'est un réalisateur américain, Jules Dassin, qui défendra les couleurs françaises, le mois prochain, au Festival de Cannes, avec son dernier film :* Celui qui doit mourir, *tiré du roman de l'écrivain grec N. Kazantzakis :* Le Christ recrucifié. *Ce film est, après* Du rififi chez les hommes, *le second que Dassin tourne pour le compte de producteurs français. Né en 1911 à Middletown, dans le Connecticut, metteur en scène de théâtre passé au cinéma, il fut, après la guerre, avec Kazan et Dmytrick, un de ceux qui renouvelèrent le cinéma américain. Avec* La Cité sans voiles, *il introduisit le naturalisme à Hollywood. Il tourna encore là-bas* Les Bas-Fonds de Frisco *et* Les Forbans de la nuit. *Mais, suspect aux « chasseurs de sorcières » et désireux de ne rien aliéner de sa liberté, il devait ensuite quitter les Etats-Unis et venir s'installer en France. Voici seize questions que nous avons posées à Jules Dassin et ses réponses.

1. Si vous n'étiez pas cinéaste, qu'aimeriez-vous être ?

— Professeur d'école dans une toute petite ville.

2. Quels sont les cinéastes que vous admirez le plus ?

— Chaplin, d'abord. Griffith, Eisenstein, Vasseliev...

3. Quels sont les hommes, ou les œuvres, en dehors du cinéma, qui vous ont marqué le plus ?

— La Bible, Shelley et un conte à l'usage des petits Anglais : « The Owl and the Pussy Cat », qui raconte les amours d'une chouette et d'un petit chat. Karl Marx aussi. Beethoven, Bach, Mozart, Picasso. Et l'architecte qui a construit Delphes.

4. Quels sont, dans l'histoire ou la fiction, vos héros préférés ?

— Robin des Bois, Shéhérazade, Cléopâtre (elle est l'intelligence et la méchanceté, la sagesse et l'amour : c'est la femme). Et encore Thomas Jefferson, l'homme qui n'a jamais accepté un compromis.

5. Quelle est la date historique qui vous paraît la plus importante ?

— Le jour où la première chanson a été chantée.

6. Quel est l'événement le plus important de votre vie de cinéaste ?

— Un jour, j'étais encore très jeune, je me promenais dans un quartier très pauvre de New York, East Side, quand j'ai rencontré un vieux juif qui regardait les lettres que traçait dans le ciel un avion publicitaire. Et l'avion écrivait dans le ciel : « Coca-cola ». Je lui ai dit : « C'est extraordinaire ? » Il m'a répondu : « Que l'homme ait appris à écrire dans le ciel, oui, c'est extraordinaire. Mais qu'est-ce qu'il écrit ? Coca-cola ! »

7. Quel est, parmi les films que vous avez faits, celui que vous préférez ?

— *Celui qui doit mourir.* Non pas parce que c'est mon dernier film. Mais parce que c'est mon premier *vrai* film. Du moins je le crois, je l'espère. Jusqu'à présent, je n'avais fait qu'apprendre le métier. Qu'apprendre, comme cet aviateur d'East Side, à tracer des lettres dans le ciel de l'écran. Maintenant, pour la première fois, je me suis efforcé de ne plus tracer n'importe quelles lettres.

8. Autrement dit, pour vous, le cinéma peut et doit apprendre quelque chose au public ?

— Absolument. C'est du moins à cela que je voudrais dorénavant m'attacher.

Mais cela ne veut pas dire que les films doivent être des sermons. On peut apprendre en faisant rire. René Clair l'a très bien dit. Le rire, c'est quelque chose de révolutionnaire, c'est la liberté, c'est la revanche.

9. Et ce que vous souhaiteriez apprendre à votre public ?

— L'amour. La liberté. La fraternité. Lui donner l'horreur de la guerre. Le goût de la justice et de la paix.

JULES DASSIN
Les lettres du mot « amour »

Ce sont peut-être de grands mots. Tant pis. Mais ce sont là les lettres que je voudrais tracer dans le ciel. Les lettres du mot « amour ».

10. Cela explique que vous ayez choisi, en portant à l'écran le roman de Kazantzakis, « Le Christ recrucifié », un sujet très différent de tous ceux que vous avez traités jusqu'à présent ?

— Oui. Mais je dois ajouter que les semaines que j'ai passées en Crète à tourner *Celui qui doit mourir* ont été une expérience inoubliable. Les Crétois sont des gens très pauvres, mais ils sont le contraire de gens misérables. Ils demandent à l'homme d'être un héros. Ils m'ont fait connaître une nouvelle dimension de l'homme.

11. Un film doit-il être l'œuvre d'un seul homme ? Et est-ce possible ?

— Un film n'est jamais l'œuvre d'un seul homme. Même les Charlots ne sont pas l'œuvre du seul Chaplin. Un réalisateur absorbe forcément les réactions de tous ceux qui travaillent avec lui. Un scénario peut s'écrire seul. Mais il y a sur le plateau un échange constant entre le réalisateur et son équipe, même si c'est imperceptible. Et c'est très bien ainsi. C'est comme cela qu'un film « prend », comme on dit d'une mayonnaise.

12. Dans quelle mesure un cinéaste peut-il échapper aux impératifs commerciaux ?

— Mais existe-t-il réellement des impératifs commerciaux ? Qu'en sait-on ? On dit par exemple : le public ne veut que des films à vedettes, et on sort un film sans vedettes qui bat tous les records. Le public n'est pas ce qu'on croit. Il ne désire qu'une chose : des films de qualité. Ainsi le dernier film de Bresson, *Un Condamné à mort s'est échappé :* il a brisé toutes les lois du commerce et il a conquis tous les publics.

13. Est-il possible de réaliser un bon film, même d'après un mauvais scénario ?

— Oui, s'il s'agit d'un film de pur divertissement. Non, s'il s'agit d'un film qui veut exprimer quelque chose.

14. Les progrès techniques (couleur, cinémascope) offrent-ils des moyens supplémentaires au cinéaste ?

— Certainement. Même si on ne les utilise pas. J'ai tourné *Celui qui doit mourir* en noir et blanc. Volontairement. Parce que le noir et blanc me paraissait plus propre à exprimer le côté « tragédie antique » du sujet. Mais j'ai utilisé le cinémascope aussi pour ce film. Pour essayer de rendre quelque chose d'analogue à ce que sont les frises grecques en sculpture.

15. Avec « La Cité sans voiles », vous avez introduit le « vérisme » dans le cinéma américain. A votre avis, le cinéma doit offrir une traduction aussi fidèle que possible de la vérité ?

— Oui, mais la vérité est assez souvent une vue personnelle. Il n'existe pas qu'une seule vérité. Je dirais au cinéaste : « Dites ce que vous pensez ; cela, c'est votre vérité. Mais ne dites pas des choses que vous savez être fausses. » Ma vérité est réaliste. Mais elle est aussi et surtout poétique. Même lyrique.

16. Croyez-vous en l'avenir de l'homme ?

— Bien sûr ! Non seulement j'y crois, mais c'est cela que je voudrais apprendre aux hommes.

VARIÉTÉS

Naples by night

SEQUELLES d'un intensif tourisme en Italie, la « canzonetta » napolitaine et la « serenada » sicilienne sont au goût du jour et font résonner leurs échos langoureux d'un music-hall à l'autre.

Renato Carosone s'est installé à l'Alhambra. Avec bonne humeur, ses musiciens chantent dans la détente et la facilité. On imagine le Vésuve tout proche, et ce n'est pas désagréable. En revanche, d'autres « vitelloni » de la mandoline, en smoking blanc, accordent leurs guitares électriques à l'Olympia, sous la direction du célèbre Marino Marini, qui a plus de prétention que de talent. Pas beaucoup de voix, pas beaucoup de rythme, des refrains sans soleil, c'est plutôt une petite formation de brasserie, comme Romano et son quartette, qui apportent eux aussi l'air de Naples, avec plus de fraîcheur et moins de publicité, à la Fontaine des Quatre Saisons.

Sous le signe du dépaysement, un trio israélien leur succède. Le trio Aravah chante avec ferveur des airs ancestraux, aussi nostalgiques que des « blues », aussi pieux que des cantiques. Ils ont de belles voix profondes comme la nuit, comme une cathédrale, comme le désert.

Sobriété-Santé

Les poétiques marionnettes de Lafaye et les spirituels petits chats de Siné virevoltent autour d'eux. On peut se désaltérer à la Fontaine, mais au Drap d'Or, la revue *A draps ouverts* n'invite qu'au sommeil. Là, tout n'est que faux luxe et vulgarité. Jacques Meyran, camelot montmartrois aux plaisanteries plus lourdes que le plomb, voisine avec Pauline Carton qui, sans Sacha Guitry, n'a plus d'esprit. Les demoiselles peu habillées ne devraient pas se découvrir d'un fil au mois d'avril, et Colette Mars cherche en vain sa personnalité.

Celle de Francis Blanche s'impose à l'Amiral, qui a écrit, avec Pierre Dac, une des revues les plus drôles présentées au cabaret depuis longtemps. C'est une suite de sketches liés au « scotch », sur le thème « Sobriété-Santé ».

Un déluge de gags, de calembours, de loufoqueries « branquignolesques », c'est une revue de Rip corrigée dans le style de la Rose rouge. La pastorale de la répression de l'ivresse, la Rhapsodie de Liszt en hymne au whisky, la station-service du corps humain où le pompiste finit par frotter à la peau de chamois les lunettes du client, et la famille de l'assassin du bon roi Henri sont parmi les tableaux les plus irrésistibles.

LA PAGODE
57 bis, rue de Babylone
ANNA KARENINE V. O. GRETA GARBO

LA BRUYERE - Dir. VITALY
SUZANNE FLON
dans
LE MAL COURT
40 DERNIERES

PARAMOUNT · LUTETIA · PALAIS ROCHECHOUART · LES FOLIES · SELECT · ELYSEES-CINEMA V.O.
Paramount présente :
DEAN MARTIN et JERRY LEWIS
UN VRAI CINGLÉ DE CINÉMA
VISTAVISION TECHNICOLOR
avec ANITA EKBERG
Une production HAL WALLIS
C'est un Film Paramount

Cabarets Dancings

AMIRAL SCOTCH : Jacqueline MAILLAN, Francis BLANCHE - BAL. 56-66

CLUB des CHAMPS-ELYSEES THE tous les jours
Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

le SEXY 44, rue Pierre-Charron BAL. 75-58
Marcel AMONT
LES TROIS MENESTRELS

ROYAL LIEU 2, rue des Italiens TAI. 43-84
THÉ ET SOIRÉE DANSANTS

Restaurants

LIDO LIDO LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
LA REVUE « C'EST MAGNIFIQUE ! »

CINÉMA

« Modern Style »

La Garçonne

film français en couleurs de Jacqueline Audry, avec Andrée Debar, Jean Danet, Colette Mars. (Paris, Berlitz, Wepler).

MATIERE à scandale, cette jeune femme qui change de lit chaque jour pour se consoler d'un premier amour déçu, et qui finit bourgeoisement dans les bras d'un ami d'enfance ? Plus aujourd'hui. Et le sujet du film est ailleurs.

Il est dans ces incohérentes soirées du *Bœuf sur le toit*, dans ces surprises-parties frelatées, dans ces dîners désabusés que Jacqueline Audry a dépeints dans le style du charleston, des longs fume-cigarette et des cocktails américains, mais qui se prolongent aussi bien au rythme du cha-cha-cha et du whisky. Ces noctambules faussement joyeux qui traînent en groupe de cabarets en boites de nuit et cherchent dans toutes les ivresses une insaisissable diversion à leur ennui, se rencontrent au-delà de l'époque 1925 et revitalisent l'histoire très banale de cette « garçonne » qui ne choque plus guère et intéresse fort peu.

Le film de Jacqueline Audry s'en ressent. C'est une imagerie un peu trouble, plus qu'une histoire. Des longueurs sentimentales affadissent encore le récit, mais quelques scènes, qu'animent des personnages traités comme des caricatures, rendent sensible cette atmosphère au charme équivoque et dissolu.

Il y a Jean Parédès, « cabot » spirituel et inverti, Colette Mars qui chante Lesbos avec distinction, Jean Danet, noceur pris à son jeu, Marie Daems, légère et courte vertu, et toute une « bande » de silhouettes bien parisiennes qui échangent des bons mots signés Marcel Achard.

Jacqueline Audry, qui sait donner de l'importance aux seconds rôles, utilise bien les acteurs. Elle a pensé à Andrée Debar pour interpréter la « garçonne ». C'était une bonne idée.

★

François du Far-West

Le Roi des Vagabonds

Film américain de Michael Curtiz, avec Oreste, Kathryn Grayson et Rita Moreno. (V. o. : Elysées-Cinéma ; v. f. : Paramount, Folies, Lutétia, Palais-Rochechouart, Sélect- Pathé.)

IL manie l'épée comme Zorro et pousse la chansonnette comme Caruso. Il règne, dents blanches et barbiche au vent, sur un peuple de vagabonds moyenageux artistiquement déguenillés. Il est aimé d'une ardente Gitane à l'œil noir, mais celle qu'il aime est une demoiselle au cœur fleurdelysé, et, par amour pour elle, il offre son épée, ses chansons et ses gueux à un vieillard couronné sous le nom de Louis XI et qui a présentement beaucoup d'ennuis avec un certain Charles de Bourgogne. Grâce à un stratagème digne d'Ulysse, il attire les armées de Charles dans les murs de Paris et les extermine en deux coups d'estoc. Une flèche ennemie élimine fort à propos la Gitane, et Louis, en échange de son royaume recouvré, lui abandonne la demoiselle.

Il s'appelle François Villon.

Jamais Hollywood n'avait encore pris autant de liberté avec l'histoire de France que dans ces aventures amoureuses et ferrailleuses du poète des *Ballades*. La stupéfaction des spectateurs est telle qu'ils en oublient même de rire.

Ajoutons toutefois, à la décharge de cette grotesque superproduction, qu'il s'agissait de porter à l'écran une opérette à succès où François de Paris n'avait guère plus de réalité historique qu'Annie du Far-West.

Touchez pas au rouge

Le Rouge est mis

Film français de Gilles Grangier, avec Jean Gabin et Annie Girardot (Biarritz, Madeleine, Gaumont-Palace.)

AUSSI régulièrement que le coucou d'une pendulette suisse, G. G. (Grangier-Gabin) présentent le fruit périodique de leur collaboration. Grangier, réalisateur consciencieux mais sans étincelle, se contente de mettre Gabin en situation. Gabin, toujours étonnant, fait le reste. Cette fois encore, *Le Rouge est mis* lui offre un rôle de truand sympathique. Il y excelle, mais était-ce bien utile de refaire *Touchez pas au grisbi* sans Becker et sans poésie ?

A voir :

En exclusivité :

● **La Blonde et moi** (vedette malgré elle) ● **Au cœur de la tempête** (chasse à la sorcière) ● **Le Cas du docteur Laurent** (lorsque l'enfant paraît) ● **Les Aventures d'Arsène Lupin** (poésie du cambriolage) ● **Calabuig** (humour espagnol) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Une Cadillac en or massif** (à la manière de Capra).

Nous vous rappelons :

● **Courte tête** (Boul'Mich') ● **Le Sel de la terre** (Ursulines) ● **Lola Montès** (Quartier latin) ● **Mitsou** (Palais des Fêtes, Saint-Michel, Régent) ● **Les Visiteurs du soir** (Ranelagh) ● **Anna Karénine** (Pagode) ● **Johnny guitare** (Acacias) ● **Vive monsieur le maire** (Studio Parnasse) ● **Les verts pâturages** (Studio Bertrand).

EXPOSITIONS

Foire à l'échantillon

Micro-Salon

Galerie Iris Clert, 3, r. des Beaux-Arts, jusqu'au 8 mai.

DANS une galerie de trois mètres sur cinq, on peut, à la rigueur, exposer quatre grandes toiles (dont une en vitrine). Mais Iris Clert a fait le pari d'en faire tenir plus de cent. Et elle a réussi.

Il suffisait, en effet, de demander à une centaine de peintres et à quelques sculpteurs de prêter leurs œuvres les plus petites (de la dimension d'un timbre-poste à celle d'une grande enveloppe), pour réaliser un « micro-salon » où voisinent joyeusement Max Ernst et Bryen, Hartung et Riopelle, Picasso et Manuel Viola, Manessier et Halpern, Pignon et Doucet, Fautrier et Gauthier, Jacobsen et César.

Les principales tendances de l'avant-garde sont ainsi représentées sur les quelques mètres carrés de murs où se tient, jusqu'au 8 mai, une véritable foire à l'échantillon de la peinture moderne.

EXPOSITIONS

GALERIE LOUIS CARRÉ
CARRADE • LAGAGE • MOSER • STARITSKY • WESSEL •
10 AVENUE DE MESSINE

GALERIE « 93 »
93, Faubourg-Saint-Honoré - BAL. 87-21
VALERIOS CALOUTSIS
1re Exposition à Paris

Galerie BERNHEIM JEUNE
G. KAYSER
83, Fg-Saint-Honoré - Jusqu'au 9 mai

Galerie J. BUCHER, 9 ter, bd Montparnasse
CHELIMSKY - MOSER - NALLARD
AGUAYO - LOUTTRE - FIORINI

Galerie LARA VINCY - 47, rue de Seine
ACHIAM Sculptures - Jusqu'au 9 mai

Rita Moreno
Sa vie pour Villon.

JAZZ — Les 25 grands disques de 1956

Negro-spirituals	Mahalia Jackson	Philips	B 07077
Blues	Sonny Boy Williamson	RCA	130238
Vieux style	King Oliver	Columbia	FP 1070
	Bix Beiderbecke	Philips	B 07028
	Fats Waller	RCA	430209
	Louis Armstrong	CID	233606
	Sidney Bechet	RCA	130246
Middle-jazz	Duke Ellington	RCA	130235
	Count Basie	Coral	CVM 40013
	Ella Fitzgerald	CID	263807
	Lester Young	Jazz Sélection	DDM 30047
	Dicky Wells	La V. de son M.	FELP 158

Jazz moderne ..	Jazz West Coast	Swing	LDM 30012
	Modern Jazz Quartet	Versailles	12003
	Modern Jazz Sextet	Barclay	GLP 3560
	Clifford Brown-Max Roach	Mercury	7084
	Miles Davis-Thelonius Monk	Barclay	84038 et 84039
	Sarah Vaughan	M.G.M.	102
	Stan Getz	Barclay	84027
	Lee Konitz	Barclay	84015
Jazz français ..	Claude Bolling	Club du Disque	69 J
	Christian Chevallier	Columbia	EDSF 1128
	Martial Solal	Vogue	EPL 7258
	Jazz Groupe de Paris	VEGA	V 30 M 752

On vous en parlera

LE TRIANGLE

UNE FEMME HEUREUSE

par Célia Bertin. Ed. Corréa. 300 pages, 660 francs.

SANS les derniers chapitres, ce roman de femme risquerait de n'être que l'analyse acide, mais assez conventionnelle, d'une rivalité féminine.

CÉLIA BERTIN

Une jeune fille, Nicole, s'éprend d'un homme marié et plus âgé qu'elle. Mais l'épouse, Délia, modéliste de talent dans une maison de couture, est bien décidée à ne pas se laisser supplanter.

Quant à Paul, l'homme, objet déchiré de cette lutte, aimant Nicole, n'ayant pas le cœur d'abandonner Délia veillissante, il souffre, il attend.

Et le lecteur attend lui aussi, tranquillement, la solution d'un conflit qu'il connaît bien, tout au long de scènes répétant des dialogues qui ne lui sont pas étrangers. Nicole dit à Paul : « Si tu m'aimes, quitte ta femme » ; Paul dit à Nicole : « Je ne peux pas commettre cette lâcheté » ; Nicole répond : « Puisque c'est ainsi, c'est moi qui pars » ; et Paul : « Tu ne peux pas puisque je t'aime et que tu m'aimes »...

Eternel triangle amoureux où, de par sa position, chaque pointe voit les deux autres comme un couple dont elle se croit exclue — alors qu'à un observateur plus lointain cette figure paraîtrait parfaitement saine et chacun de ses trois éléments indispensable au bon équilibre des deux autres !

Or cet observateur existe dans « Une femme heureuse », c'est Frédérique, cousine de Nicole, elle-même épouse et mère, qui tout d'abord surveille d'un œil réprobateur les agissements de sa jeune cousine : cette petite ne s'établit pas, elle se compromet, elle est dans une impasse, elle va rater sa vie...

Jusqu'au moment où, dans un retournement final qui donne au roman vitesse et puissance, Frédérique découvre que Nicole est heureuse. Oui, dans cette situation fausse, instable, invivable, Nicole connaît l'amour et poursuit une existence somme toute régulière.

Pourtant ce n'est pas une réhabilitation des amours de « Back street » ni un couplet à la gloire des liaisons illégitimes qu'a entrepris là Célia Bertin. Chez cette Frédérique, un peu endormie sur des habitudes de pensée, c'est seulement l'une de ces illuminations qui accompagnent la dissipation d'une illusion d'optique : un triangle, ce n'est pas toujours trois points à la poursuite éperdue les uns des autres, c'est aussi une figure sûre, vraie, faite pour durer tout autant qu'une autre. Et l'entente qui s'est établie malgré eux entre Nicole, Paul et Délia n'est pas une complicité lâche mais bien une harmonie.

Découverte qui n'entraîne la narratrice à aucune conclusion, sauf en ce qui la concerne : peut-être était-ce elle, Frédérique, aveuglée par l'amertume de sa propre vie, paisible mais ratée, qui mettait du déchirement là où il n'y en a pas ? Puisque Nicole est heureuse.

D'une forme plus imparfaite que ceux qu'écrivit déjà Célia Bertin (« La Dernière Innocence », « Contre-Champ »), ce roman est aussi plus vibrant : l'auteur, découvrant où l'a menée sa piste, semble prise de court la première. Et ce choc rend vraisemblable et attachante une intrigue dont on aurait difficilement admis le paradoxe, eût-il été mieux concerté.

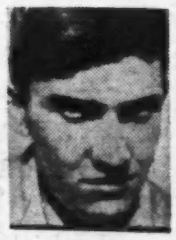
Essais

CAHIER D'ÉCOLIER

RÈGLE DU JEU

par Raymond Radiguet, avec une préface de Jean Cocteau. Ed. du Rocher, 101 p., 1.400 francs.

RAYMOND RADIGUET mourut en 1923, à l'âge de vingt ans. Chacun a lu de lui, aujourd'hui, les deux romans que Bernard Grasset édita : « Le Diable au corps » et « Le Bal du Comte d'Orgel ». Le premier de ces deux livres fit, par son sujet, scandale, comme il arrive quand la critique se permet de juger une œuvre d'art du point de vue de la moralité. Le second livre montra que son auteur avait choisi de suivre l'enseignement des maîtres classiques. A vingt ans, Raymond Radiguet avait un style. Son écriture était rapide et sûre. Cela suffit pour rendre suspecte une œuvre aussi claire. Raymond Radiguet se recommandait de Mme de La Fayette, il découvrait Ronsard, Malherbe et Boileau, au moment même où ses contemporains, les surréalistes, publiaient l'œuvre de Lautréamont. A l'aube du surréalisme, Raymond Radiguet se battit seul contre « L'Angle du Bizarre ». Dans cette « Règle du jeu », Radiguet énonce et commente les règles de ce nouvel ordre qu'il voulait défendre contre tous : l'ordre classique.



RAYMOND RADIGUET

Le préjugé du succès

Raymond Radiguet n'était âgé que de dix-sept ans lorsqu'il écrivit en 1920 « Règle du jeu », quarante-trois pages d'un cahier d'écolier que Jean Cocteau recueillit après la mort de son ami. Ce petit ouvrage n'est qu'une ébauche, mais l'auteur y montre déjà une expression éclatante. Chacun de ses traits frappe l'adversaire au point le plus faible.

C'est au nom de la clarté classique que Radiguet dénonça le préjugé du succès qui hantait l'opinion des disciples de Dada : « S'il est naïf de penser, écrit-il dans « Règle du jeu », que tous les auteurs à succès ont du talent, il l'est encore plus de penser qu'un auteur de talent ne peut avoir de succès. Et le plus absurde de tout, c'est de penser qu'un auteur a du talent parce qu'il n'a pas de succès. » Les dadaïstes, qui reprochaient si fort aux auteurs académiques leur succès auprès du public, avaient devant ce même public une attitude contraire, mais également complaisante. Si Henri Lavedan ne voulait qu'être applaudi, Dada ne désirait rien d'autre alors que d'être sifflé. L'un et l'autre recherchaient à n'importe quel prix l'originalité, le premier pour être applaudi, le second pour être sifflé.

Ecrivez lisiblement

« La discipline que doit s'infliger tout écrivain qui a une personnalité, c'est de rechercher la banalité. » Ecrivez lisiblement, disait Radiguet, c'est-à-dire écrivez simplement. C'est la force contenue de leur style qui fait la beauté des œuvres classiques. L'ouvrage accompli est celui où l'on ne peut soupçonner un moment que l'auteur écrit pour écrire. L'écrivain doit toujours exprimer un peu au-dessous ce qu'il a à exprimer.

Si gracieuse qu'elle fût, la démarche de Raymond Radiguet allait, en 1920, à contre-courant et sa vertu parut à ses concitoyens aussi singulière que le vice. Cette bombe qu'il allumait devait détruire le dogme d'un mouvement artistique dont ses promoteurs disaient qu'il était révolutionnaire.

ROMANS

Début de symphonie

LE BRUIT DE LA VIE

par Jean Davray.
Edit. Plon. 350 pages, 795 francs.

POUR commencer son roman-fleuve — ce volume n'est, en effet, que le premier d'une longue série à venir — M. Jean Davray a choisi l'année 1934. Choix significatif et date fatidique : ce qu'on appelle encore aujourd'hui avec un peu de nostalgie l'après-guerre, tel qu'il a été raconté surtout par M. Paul Morand, se termine inexorablement à cette époque. En France, c'est le 6 février, suivi du Front populaire ; en Allemagne, Hitler est au pouvoir ; et, en Russie, on prépare les grands procès après l'assassinat de Kirov. Le Japon est en guerre, la Société des Nations commence à perdre le peu d'influence dont elle disposait, avant qu'elle ne sombre définitivement lors des aventures africaines de Mussolini. La joie de vivre, thème majeur des romans de cette époque, cède la place à une attitude plus sérieuse et, pour tout dire, *politique*, devant les problèmes de l'heure.

JEAN MOULIN
La puissance de l'émotion.

C'est notre temps que M. Jean Davray veut évoquer dans son roman. Il succède ainsi à une génération d'écrivains qui se sont justement arrêtés au seuil de cette époque. Il n'est certainement pas dû au hasard que « Les Hommes de bonne volonté » de M. Jules Romains finissent au moment où commence « Le Bruit de la vie ».

Sans connaître exactement les projets de l'auteur, on a, en effet, l'impression que son entreprise n'est pas moins ambitieuse que celle de l'auteur de « Knock ». Il nous fait entrer avec aisance dans les milieux les plus divers : la grande bourgeoisie financière, la diplomatie, et ses jeunes héros s'intéressent aux activités les plus variées, allant de la médecine aux beaux-arts. La politique commence à les passionner et, même s'ils sont rétifs à sa séduction, les événements du 6 février les font sortir de leur torpeur, en leur révélant un monde qu'ils avaient trop négligé.

Mais M. Jean Davray n'a pas voulu écrire seulement un roman politique. Son personnage central oppose même à cet envahissement obsédant du fait social une résistance d'esthète. Il quitte Paris pour poursuivre ses études à Florence, essayant de retrouver le permanent sous les apparences passagères.

Il est difficile de juger une symphonie dont on ne connaît que les premières mesures. Nous ignorons non seulement l'étendue exacte de l'œuvre que projette M. Jean Davray, mais aussi ses intentions profondes. C'est d'ailleurs le meilleur compliment qu'on puisse lui faire : ses personnages ne sont pas déterminés d'avance, mais semblent vivre une vie qui leur est propre et qui n'est pas jalousement circonscrite par une volonté de romancier.

HISTOIRE

Quatre hommes

QUATRE DANS L'OMBRE

par Eric Piquet-Wicks.
Gallimard, édit. « L'Air du temps ».
312 pages, 790 francs.

IL y a quelque danger à parler des hommes qui ont dirigé les mouvements clandestins de la Résistance et qui ont trouvé dans ce combat une mort héroïque. D'abord parce qu'il est toujours dangereux de parler des héros : on en fait des sortes d'êtres désincarnés, tout en force et en courage. On oublie qu'ils ont été des hommes, c'est-à-dire que, par certains côtés, ils ressemblaient à tous les autres.

Ce n'est pas tout : les aventures qui ont été les leurs, il suffit d'un rien pour en faire des romans, des romans d'aventure exactement. Alors on tombe dans une convention détestable, qui est celle des livres de guerre ou d'espionnage. Pourquoi pas René Bazin ou Roland Dorgelès, ou même Edgar Wallace ?

Dans une large mesure — et il faut l'admirer pour cela — Eric Piquet-Wicks a évité de tels obstacles, et nombre d'autres où il aurait pu broncher. Le sang anglais qui coule dans ses veines a refroidi sans doute l'ardeur aventureuse du romancier, et le sang français nous a épargné cet atroce humour qui, comme on le sait, consiste à parler sérieusement des choses légères, et légèrement des choses sérieuses.

Si bien que les quatre histoires qu'il raconte : celles de Jean Moulin, de Fred Scamaroni, de Henri Labit et de Pierre Brossolette ne trouvent qu'en elles-mêmes leur puissance d'émotion. Enquêteur précis, Piquet-Wicks, qui a écouté des centaines de témoignages avant d'écrire ce livre, se contente de raconter quatre aventures, sans rien y ajouter. En agissant ainsi, en écrivant son livre avec tant de retenue et d'humilité, il a rempli la tâche qu'il s'était fixé. Son hommage aux quatre hommes dont il parle est d'autant plus convaincant qu'il est respectueux et précis. Pour l'histoire de la Résistance française, ce livre restera précieux.

Elisabeth II

Le texte le plus émouvant sur la Reine ELISABETH II qui, pendant trois jours de printemps, a su régner sur la République Française, est celui de la Princesse BIBESCO publié aux Editions ALBIN MICHEL, avec une série d'illustrations, en grande partie inédites en France, du photographe de la famille royale : CECIL BEATON.

Un beau livre à ranger dans votre bibliothèque en souvenir du voyage royal.

Communiqué.

E/R
HALLDOR
LAXNESS
PRIX
NOBEL 56
STATION
ATOMIQUE
roman traduit de l'islandais
par JACQUELINE JOLY : 675 frs
LES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS

TROYAT
Roman
tendre et violente ELISABETH
PLON

LETTRES ÉTRANGÈRES BLANC ET NOIR

LES ELUS DU SEIGNEUR

par James Baldwin.
Edit. La Table ronde. 262 pages, 750 francs.

JAMES BALDWIN.

CE beau roman d'un écrivain noir coupable et le plus dur, est se passe à Harlem, quartier noir de New - York ; c'est l'histoire d'une poignée d'hommes noirs vivant dans la fascination de Dieu et du péché. L'un d'entre eux, le plus prédicateur. Et John, son fils, quatorze ans, tourmenté lui aussi par des désirs inavouables, a un jour une hallucination : il voit Dieu et il entre dans le rang des Elus...

Comme les meilleurs ouvrages de Richard Wright, comme « Pleure, ô mon pays bien-aimé ! », comme le film « Halleluiah », comme les « gospel songs » et les « blues », le roman de Baldwin offre ce troublant mélange de sensualité et de religion qui semble n'appartenir qu'à l'art et à la nature des Noirs.

Mais ce roman chantant et douloureux peut et doit aussi se lire autrement qu'un poème à la gloire de Dieu : c'est un cri de révolte, étouffé mais sauvage, contre la cruauté des Blancs.

Pourri de haine

Les Blancs, pourtant, n'apparaissent qu'à l'horizon, aucun n'est nommé, aucun n'a d'apparence. En fait, leur anonymat signifie la puissance impersonnelle du mal. Chaque fois qu'ils interviennent, c'est pour un acte horrible et sanglant : Deborah, violée lorsqu'elle était enfant, en demeure mutilée et horrifiée. Arrêté, battu et jugé par un tribunal de Blancs pour un crime qu'il n'a pas commis, le jeune Frank se suicide. Plus tard, Royal est poignardé par les Blancs. Puis Roy, fils de Frank, demi-frère de Royal, reçoit à son tour un coup de couteau...

Et tous ces événements, ces torts subis et non vengés, sont présents à la conscience de John, le héros du livre, frère de Roy. John, le futur Elu du Seigneur, aura vécu ses premières années parmi des femmes « *dures comme fer, pourries de haine et de peur* » et des hommes réfugiés en Dieu avec leur colère.

Et ce Dieu, constamment présent et invoqué, cet Eternel envahissant qui veille dans l'âme des Noirs, tantôt pointilleux et violent comme celui des Puritains, ou miséricordieux comme le Père des catholiques, que l'on rend témoin de toutes les fautes, responsable de toutes les souffrances, il faut y voir une sorte de paravent qu'institue le Noir, impuissant mais dédaigneux, entre lui et son ennemi, le Blanc.

Joie morbide

En effet, lorsque le Blanc le persécute, le Noir se détourne et préfère accuser Dieu plutôt que l'autre homme, du destin qui lui est fait. Et si le Noir se laisse obséder par la crainte du péché, obsession toute formelle puisqu'elle ne le retient guère sur la voie de ses désirs, ce n'est nullement par goût masochiste du remords ; non, s'il ne cesse de remuer en lui l'idée du péché, c'est parce qu'il désire que le mal existe, que la punition soit menaçante, afin que le Blanc, dont le Noir ne cesse secrètement d'examiner et réprouver la conduite, se trouve un jour jugé, et même soit déjà condamné par la loi d'un Maître plus fort que lui.

Au moyen âge, dit-on, la haine poussait ainsi certains hommes à se faire donner par le bourreau la même torture que celui-ci appliquait, sur leur ordre, à leurs ennemis tombés en leur pouvoir ; et plus la douleur était forte, plus ils en éprouvaient du plaisir à l'idée que l'autre, celui qu'ils haïssaient, s'en trouvait pareillement affligé...

Il y a cette joie morbide dans l'ardeur qui pousse le Noir, dans « Les Elus du Seigneur », à se réjouir de la forte poigne dont il doue, fût-ce à ses dépens, la puissance divine : en effet, si lui, le Noir, à moitié pécheur, subit déjà une telle correction, que va donc prendre le Blanc, ce grand criminel ?

Mystérieuse et belle dialectique d'une révolte qui n'ose s'avouer, qui n'a pas les moyens ni peut-être le goût d'éclater au grand jour, mais transforme le monde qui l'entoure en un univers de vengeance et de châtiment, c'est-à-dire de justice enfin et violemment rendue.

Et la puissance qui anime « Les Elus du Seigneur », ouvrage inspiré par la condition de certains Noirs américains, en fait un de ces livres qui incarnent universellement la poésie désolante des révoltes immobiles.

POÉSIE

Le temps des cerises

MUSIC-HALL POÉSIE

Poèmes d'Agnès Capri. Pierre Seghers, édit. 86 pages, 375 francs.

1939 Dans un cabaret grand comme un salon bourgeois, sur une scène de guignol, une jeune femme aux yeux que figent la lumière et le maquillage, chante d'un timbre un peu grêle. La salle est comble ; personne ne bouge. Et la voix, précise comme un petit marteau, détruit — aujourd'hui nous dirions « démystifie » — tout ce à quoi ceux qui l'écoutent prêtent crédit.

Elle ne le fait pas par l'analyse ; elle ne le fait pas, comme Prévert — à qui l'on a associé son nom parce qu'elle fut une des premières à l'aimer — par la colère et l'ironie ; elle se contente d'exagérer, à peine, les sentiments que, plus ou moins, nous éprouvons tous, d'insister avec un faux naturel sur le bagage de conventions que nous transportons avec nous. Et

AGNÈS CAPRI
La valeur de la satire.

nous voici, morts de honte, devant cette parodie de notre bonté, de nos tendresses, de nos héroïsmes, de nos besoins de poésie.

Aujourd'hui, Agnès ne chante plus guère ; et elle a tort. Mais elle vient de faire paraître les poèmes qu'avant la guerre nous entendions chez elle. Et elle a raison. Car ces poèmes « tiennent » à la lecture et sont aussi efficaces qu'hier, peut-être même davantage, car nous savons, hélas ! depuis ces dernières années, que si nous vivons, ici, dans un univers de simulacres, il en va de même dans le monde qui s'affirme « non capitaliste ».

Qu'on n'imagine pas, cependant, que ces poèmes soient dépourvus d'autre valeur que satirique. Ils sont pleins de fantaisie, d'images qui devraient être usées, mais qu'un mot a su rendre saugrenues et de ce quelque chose d'inexplicable qui fait qu'une chanson est vraiment une chanson. Qui sait si, plus tard, on ne chantera pas *Un Voleur d'enfant* quand on voudra évoquer notre époque, comme nous chantons *Le Temps des cerises* quand nous voulons évoquer l'atmosphère d'après 1871.

Tous les goûts sont dans la semaine

● « ...De plus en plus la littérature me semble quelque chose d'antédiluvien (alors que c'est une arme, sapristi, de l'oxygène, de la belle viande) ». (Joseph Delteil in Hommage à Franz Hellens, Ed. Albin Michel).

● « La ménagerie du Jardin des Plantes possède de très beaux spécimens destinés à l'étude. Les bêtes sont dans des cages pour pouvoir être observées de près ». (J.-P. Crespelle, Promenons-nous dans Paris, Ed. Hachette).

● Le catalogue mensuel des Editions Plon mentionne le poids des volumes publiés : ce sont les Géants de l'Histoire de Winston Churchill qui sont les plus lourds: 490 grammes. Le maréchal Juin n'atteint que 220 grammes. Henri Troyat 400 grammes. A noter que L'Etre et le Néant pèse exactement 1 kilo.

POLITIQUE

Quarante-trois villages

RÉVOLUTION DANS LES CAMPAGNES CHINOISES

par René Dumont. Edit. du Seuil. 463 pages, 1.200 francs.

RENE DUMONT n'a pas rapporté de Chine des « impressions d'Occidental », mais la première étude scientifique de l'expérience agricole chinoise. Il ne nous dit pas si les Chinois sont devenus ou non des « fourmis bleues » dépourvues de personnalité — il laisse entendre que non — mais il nous montre comment ils travaillent, quelles transformations ils apportent à la structure de leurs exploitations, quels résultats ils obtiennent.

Comme pour ses précédentes enquêtes sur l'agriculture américaine, française et mondiale, il a utilisé la méthode de l'observation monographique, et « mis en fiches » quarante-trois villages ou exploitations collectives disséminés dans toute la Chine.

Dans ces quarante-trois villages, il a vu que la Chine était en train de réussir ce que l'U. R. S. S. avait manqué : une révolution agraire collectiviste qui n'entraine pas une « révolte des koulaks ». Pour avoir commencé plus lentement (maintien de la propriété individuelle au sein de petites coopératives devant progressivement céder la place à des exploitations entièrement socialisées), la Chine a pu collectiviser son agriculture plus vite, plus facilement, et avec de meilleurs résultats que l'U. R. S. S.

Le succès de la réforme agraire chinoise est si net que le niveau de vie chinois est déjà supérieur à celui de l'Inde et proche de celui des nations occidentales les moins développées comme le Portugal et la Grèce. Si l'Occident ne réussit pas à encourager dans les pays non communistes d'Asie et d'Afrique des réformes économiques aussi efficaces et aussi populaires, estime Dumont, il ne pourra bientôt plus lutter contre le pouvoir de séduction du communisme chinois. « *Mais le temps presse,* dit-il, *et je prends date ! Il nous reste dix ans pour jouer.* »

→

FÉLICIEN MARCEAU
les belles natures
1 vol. 690 frs
le nouveau succès de l'auteur de L'ŒUF
nrf

ROLAND BARTHES
MYTHOLOGIES
... le Catch,
le Cinéma,
l'Ecrivain,
les Martiens,
la Publicité,
le bifteck-frites,
le Strip-Tease,
la D.S. 19,
les Elections, etc...
1 vol. COLL. "PIERRES VIVES"
650 fr. SEUIL

VIENT DE PARAITRE
Gerhard Rasmussen
Le CAPITAINE n'a pas besoin de permission
ROMAN TR...DUIT DU DANOIS
ÉDITIONS ALBIN MICHEL
parce qu'il vient d'être tué !..

PITIÉ POUR ROBESPIERRE

par Albert OLLIVIER

Une proposition de loi, prévoyant des manifestations officielles pour le deuxième centenaire de la naissance de Robespierre a aussitôt provoqué des « mouvements divers ». Cent cinquante ans après sa mort, Robespierre continue encore de susciter les passions. Qui était cet homme ? Albert Ollivier, qui a publié il y a deux ans une étude remarquable sur Saint-Just, nous propose son interprétation.

QU'IL s'agisse de la célébration du bicentenaire de sa naissance ou de publicité pour un film à faire, l'échauffement provoqué par le nom de Robespierre montre combien la légende, une fois de plus, l'emporte sur l'histoire. La légende édifiante comme la légende accablante.

Il était déjà surprenant que le personnage le plus pourri de la Révolution, Danton, eût sa place et sa statue à Paris, que le député de la Convention qui falsifia un décret pour conclure une bonne affaire avec « la Compagnie des Indes », Fabre d'Eglantine, et le journaliste aux opinions changeantes, Camille Desmoulins, eussent une rue parisienne à leur nom, tandis que Robespierre et Saint-Just n'ont rien. (Pour ce dernier, ô ironie ! une rue porte le nom de l'un de ses obscurs homonymes.)

Mieux, Albert Mathiez avait fondé une « Société des Etudes robespierristes » — en liaison avec sa revue « Annales historiques de la Révolution française » — dont l'un des objets était de recueillir des fonds pour élever une statue à la gloire de l'homme d'Arras. Après une quarantaine d'années d'existence, le rapport du trésorier de la société indiquait, voici quelques mois, que la souscription pour la statue souhaitée s'élevait à 13.533 francs.

Il pleut bergère

Soyons sérieux. Si l'on entend célébrer le bicentenaire d'un personnage — par des cérémonies, des plaques aux coins d'une rue, une statue — c'est qu'on le tient pour évocateur de certaines valeurs civiques exemplaires. Pour Danton, on a pris au sérieux des déclarations patriotiques, contredites en sous-main. Pour Fabre d'Eglantine, peut-être s'attendrit-on sur l'auteur de *Il pleut, il pleut, bergère.*

Mais pour Robespierre ? Certes, il semble avoir mérité le surnom d'Incorruptible, en n'ayant jamais tiré personnellement avantage de sa situation aux premiers postes de l'Etat. Mais il vivait, fort bien habillé, chez ses amis Duplay, sans connaître aucun souci d'argent. Publiquement, il a souvent manifesté, dans les assemblées ou chez les Jacobins, un souci du pauvre, mais par des déclarations sentimentales plutôt que par des mesures pratiques. Les fameux décrets de Ventôse sont d'ordre policier plutôt que social, comme l'a fort bien dit M. Gérard Walter (qui a écrit avec une grande érudition et une rare probité intellectuelle un livre précieux sur Robespierre). Il faut dire que l'Incorruptible n'entendait rien aux questions financières. Quand, la veille du 9 thermidor, il attaquera des mesures de cet ordre, prises par Cambon et que celui-ci lui répliquera que son opposition est celle des trafiquants, des agioteurs, avec une superbe un peu courte, Robespierre dira : « Les agioteurs ? Je ne sais quel parti ils en pourraient tirer ; je ne m'en occupe pas ». Plus tard, on dira que cette offensive lui a été suggérée par un banquier suisse, Haller, ami de son frère Augustin.

« Chef d'Etat » ? Il ne l'a jamais été. Il est demeuré avant tout parlementaire, homme de réunion publique, opiniâtre débatteur, assez cabotin, parlant souvent de sa personne, s'attendrissant volontiers sur elle. Il faut dire qu'inquiétés par son autorité chez les Jacobins et dans les sections, les parlementaires adverses — Girondins et autres — en le pourchassant à l'Assemblée, en voulant l'empêcher de parler, ont à la fois renforcé sa gloire et son égocentrisme. Cela lui vaudra d'être considéré comme un dictateur, alors qu'il n'a jamais été chef du groupe de la Montagne, ni chef du Comité de Salut public.

ROBESPIERRE
Je ne connais que la question sociale

(Ses brouilles, ses disputes avec ses collègues étaient si vives que, un mois avant le 9 thermidor, il ne venait plus au Comité.)

Reste la loi du 22 prairial, qui enlevait tout moyen de défense aux accusés comparaissant devant le Tribunal révolutionnaire. Loi aussitôt impopulaire qui provoqua plus d'exécutions capitales en un mois et demi que pendant les quinze mois précédents. Pourtant, Robespierre n'avait pas agi par cruauté (il interviendra pour sauver des prisonniers), ni par fanatisme idéologique (ne disait-il pas, peu avant la Convention : *« La République ? La monarchie ? Je ne connais que la question sociale »* ?) Il entendait, selon moi, réussir une grande manœuvre.

A celle-ci Saint-Just n'a pas voulu participer. Convoqué d'urgence, le 6 prairial, il revient d'Alsace où il était en mission auprès de l'armée, mais refuse de faire le rapport que lui demande Robespierre. Ce dernier, « pleurant de rage », selon les mémoires de Billaud-Varenne, crie : « Eh quoi ! Tout le monde m'abandonne ici ! ».

Quelle était l'arrière-pensée de Robespierre ? Celle qu'indiquent un grand nombre de rapports secrets d'agents de renseignements ou de diplomates étrangers : signer la paix avec l'Autriche et reconnaître Louis XVII. Pour ne citer qu'un seul de ces documents (1), dans une lettre que j'ai découverte aux archives du Ministère des Affaires étrangères, un agent royaliste écrivait, le 12 thermidor : *« Le Dauphin sur le trône. Sans doute, le Dauphin n'eût pas vécu longtemps sous une pareille protection, mais cela était égal à l'Autriche. Voilà une vérité qui n'est aujourd'hui pas douteuse et qui devrait faire la base des couleurs avec lesquelles l'historien devra peindre un jour le machiavélisme de cette cour infernale... Une des choses, en effet, qui ont le plus déterminé Robespierre à éclater plus qu'il ne devait, c'est l'impossibilité qu'il a éprouvée à pénétrer chez le commissaire chargé des convois et de la marche des troupes, ainsi que le refus constant que Carnot lui a fait de lui communiquer le portefeuille des opérations militaires ».*

J'ai assez vécu

Cette dernière affirmation se trouve confirmée par la question que la police posera, un peu plus tard, à Simon Duplay : *« Ne sais-tu pas que Robespierre voulait encore diriger les armées et que c'est de là qu'est née la division dont il s'agit ? »*. En effet, pour amener l'Autriche et d'autres pays à signer une paix à sa convenance, il lui fallait affirmer son autorité, marquer de son sceau la politique intérieure (d'où la loi du 22 prairial) et la politique dans les pays conquis, d'où son besoin de pénétrer dans les bureaux militaires. Sans aucun égard pour son ancien ami Saint-Just, Robespierre dira, le 8 thermidor : *« Ce n'est ni par des phrases de rhéteurs, ni même par des exploits guerriers, que nous subjuguerons l'Europe, mais par la sagesse de nos lois, par la majesté de nos délibérations et par la grandeur de nos caractères ».*

Les questions militaires lui sont d'ailleurs aussi étrangères que les questions financières. Il n'est vraiment à son aise que comme orateur de réunion, rédacteur d'articles personnels. A chaque grand jour de la Révolution dans la rue, il disparait. Il ne participe point à la proclamation de la République. Il est absent du Comité de Salut public lors d'importantes décisions (par exemple, contre les hébertistes). Et ses interventions marquent généralement mieux ce qu'il condamne que ce qu'il préconise.

S'il envisageait un arrangement avec une puissance étrangère, quelques semaines avant le 9 thermidor, c'est qu'il se sentait aux abois. Dès le 7 prairial, ne soupirait-il pas : *« J'ai assez vécu »* ?

Louis XVIII et Marat

Le rousseauiste de province devenu homme politique, lutteur opiniâtre, finit découragé, essayant de jouer sur tous les tableaux, sans y parvenir.

Cette « vedette », ce « monstre sacré » n'a pas eu comme public le petit peuple. Mais comme devait l'écrire un ancien conventionnel girondin, J.-B. Louvet : *« La bourgeoisie penchait vers Robespierre ; elle voyait dans ses manières, dans sa parure, le gage certain qu'il ne se confondrait jamais avec ces « espèces » dont Marat prétendait faire les compagnons de ceux ayant boutique, étude ou pignon sur rue »*. On ne peut donc pas s'étonner que Louis XVIII ait versé une pension à sa sœur Charlotte... Et Joseph de Maistre écrivait : *« C'est toujours Robespierre qui gagne les batailles »*.

Il a surtout livré des batailles personnelles dans les clubs et les assemblées, ou au sein du Comité de Salut public, et subi bien des défaites. Mais, étant donné l'extrême difficulté de la situation à laquelle il devait faire face, les aboiements dirigés contre lui, il me semble mériter d'abord beaucoup de pitié.

A. O.

(Copyright « L'Express ».)

(1) On en trouvera d'autres dans l'ouvrage de Daniel Guérin : *La lutte de classe sous la Révolution*, et dans le mien : *Saint-Just et la force des choses.*

TOUTE L'AVENTURE PICASSO,
la grande AVENTURE DE L'ART MODERNE,
l'homme, l'œuvre, son temps **(Max Jacob - Apollinaire - Gertrude Stein - Douanier Rousseau - Matisse - Cocteau - Eluard...)**
revit dans le livre passionnant et magistral que vient de lui consacrer
ANTONINA VALLENTIN
PICASSO
Un beau volume illustré
«...Cet inconnu?»
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

Après l'événement du 12 avril

Soixante-cinq personnalités mondiales ont salué la sortie d'OCCIDENT par une déclaration commune. Vingt journaux de tous les pays se sont associés à sa publication. Pour la première fois, l'Angleterre, l'Europe, le Commonwealth et l'Amérique sont traités comme un seul territoire.

Au sommaire du numéro I :

UN MATCH TRANSATLANTIQUE
STEVENSON - REYNAUD

L'anticolonialisme américain est-il utile ou nuisible ?

et les articles de :

René PAYOT, Journal de Genève ;
Augusto GUERRIERO, Corriere della Sera ;
John JESSUP, Life Magazine ;
Claude BRULE, Paris-Presse ;
Clinton ANDERSON, Sénateur Américain ;
Richard FRY, Manchester Guardian ;
T. V. SMITH, Universités américaines ;
Ernst FRIEDLAENDER, Columnist allemand ;
NICOLE, chroniqueur au Figaro.

37, rue du Louvre - PARIS (2e)
Tél. GUT. 94-00 - TUR. 96-80

Le numéro : 250 fr. - Abonnement d'un an : 2.500 fr.

ESSAIS

Le choix d'un aspirateur

L'ASPIRATEUR est l'appareil électro-ménager le plus répandu en France.

On ne le trouve cependant que dans 19 % des 12.700.000 foyers électrifiés.

Sa production est passée de 210.000 appareils en 1950 à 370.000 en 1956.

C'est l'un des appareils les plus délicats à choisir, car chaque type d'aspirateur correspond à un emploi bien défini qui varie avec la taille et l'ameublement du logement. Et c'est au moment des « nettoyages de printemps », que l'on se décide à l'acheter.

Voici tout ce qu'il faut savoir avant de fixer son choix parmi les plus récents appareils. Dans chaque catégorie, Mme Express vous donne en outre le résultat de son banc d'essai.

Plusieurs facteurs entrent en jeu dans le choix d'un aspirateur :

1) Sa facilité de manœuvre et de rangement ;

2) Sa facilité de vidage, un sac plein ne permettant plus l'aspiration ;

3) Le nombre d'accessoires qui multiplient les possibilités d'utilisation.

4) Le fait qu'un même moteur puisse être utilisé à plusieurs fins.

Cinq types différents d'aspirateurs électro-ménagers existent actuellement :

1) L'aspirateur-balai

● AVANTAGES : Instantanément prêt à l'emploi, facile à ranger, puisqu'on le suspend comme un simple balai. Faible encombrement. Très commode pour les nettoyages rapides. La plupart des modèles se transforment en aspirateur à main par simple suppression des tubes de raccordement.

● INCONVÉNIENTS : Puissance d'aspiration forcément plus faible que celle des aspirateurs-traineaux.

● UTILISATION : Recommandé pour les appartements modernes de dimensions réduites.

Nous avons mis à l'essai dans cette catégorie le nouvel appareil : *PRATIC ELECTROLUX.*

● PRÉSENTATION : Amusante. L'appareil de forme carrée est très léger. On l'a bien en main grâce à la grande poignée fixe placée sur de la carrosserie.

● EMPLOI : Commode, l'appareil se manie avec facilité dans toutes les utilisations. Il est en outre silencieux.

Des tubes droits et coudés permettent de l'utiliser en aspirateur-balai.

Une brosse-suceur d'un modèle spécial passe, suivant l'inclinaison du manche articulé, de la position parquet à la position tapis. Prix : 28.580 francs. Puissance : 300 watts.

● NOS REMARQUES : Très petit malgré sa puissance importante pour un appareil à main, c'est le type de l'aspirateur pour petits appartements. Son encombrement réduit permet de le transporter en cas de déplacements dans une maison d'été.

2) L'aspirateur-traineau

● AVANTAGES : Grande puissance d'aspiration. Posé au sol et glissant sur patins, il laisse les mains libres pour les différentes manipulations.

La longueur des tubes souples ou rigides permet d'accéder facilement à tous les divers plans de dépoussiérage.

Certains modèles sont utilisables à deux fins : aspiration et soufflerie. Des pulvérisations de liquides antimites, de cire, de peinture sont alors possibles et multiplient les utilisations de l'appareil.

● INCONVÉNIENTS : Le volume relativement important de ces modèles demande une place spéciale de rangement.

Son emploi exige un ajustement préalable des tubes et de l'accessoire désiré.

● UTILISATION : Satisfaisante dans tous les foyers où son rangement ne pose aucun problème.

Gagne à être complété par un balai mécanique qui enlève rapidement les miettes sous la table de repas lorsque cette dernière est posée sur un tapis.

Nous avons pris à l'essai dans cette catégorie un tout nouvel aspirateur-traineau : *CLINAX S. 5 CONORD.*

● PRÉSENTATION : Aérodynamique. Carrosserie en acier peint et acéto-butyrate antichoc.

Prise d'aspiration et prise de soufflerie. Livré avec tubes droits et coudés et sept accessoires conçus pour un dépoussiérage complet.

Les accessoires tels que : sèche-cheveux, démiteur antimites et pulvérisateur sont vendus en supplément.

● EMPLOI : Très simple. Le démarrage silencieux se fait au pied.

Le vidage s'effectue par simple basculage du capot découvrant le sac à poussière en tissu ou en papier (ce dernier est alors jeté une fois plein).

Sa force d'aspiration très élevée offre la particularité de pouvoir être réglée par une bague placée sur l'embout du flexible. Cette nouveauté très importante permet le dépoussiérage d'un voilage ou d'un tissu sans dommage pour celui-ci. Prix : 37.900 fr. Puissance 500 watts.

● NOS REMARQUES : Bon appareil élégant et robuste intelligemment étudié. C'est le type même de l'aspirateur familial conçu pour faire un long usage.

3) L'aspiro-batteur

● AVANTAGES : Irremplaçable pour le dépoussiérage en profondeur des tapis cloués. Maniement commode et peu fatigant lorsqu'il s'agit du seul nettoyage des moquettes. Encombrement relativement réduit, compte tenu de sa puissance.

● INCONVÉNIENTS : Appareil très peu pratique lorsqu'il faut y adapter les divers accessoires, malgré les améliorations apportées aux récents modèles.

● UTILISATION : Demande, dans l'idéal, à être complété par un petit aspirateur à main.

Nous avons mis à l'essai dans cette catégorie : *LE 638 HOOVER.*

● PRÉSENTATION : Très bonne. L'appareil se compose d'un épais plateau roulant, d'un manche en deux tronçons et d'un sac.

Une fois assemblé, il reste toujours prêt à l'usage et se range dans un minimum de place.

Un tube souple extensible s'adapte à l'appareil et se déploie comme un accordéon. Sur ce tube, on emboîte les accessoires livrés avec l'appareil et destinés au nettoyage des autres surfaces que les sols. La nouveauté : la longueur du flexible permet de se déplacer sans bouger l'aspirateur.

Le sac à poussière à fermeture à glissière dissimule un sac en papier que l'on jette une fois plein.

● EMPLOI : Simple. Le battage et l'aspiration se font automatiquement. Le manche réglable en trois positions permet de glisser le plateau aspirant sous les meubles.

L'installation du tube « Hoover-flex » se fait rapidement. L'efficacité de cet aspiro-batteur est incontestable. Prix : 45.700 fr.

● NOS REMARQUES : Appareil excellent et robuste.

C'est l'aspirateur type pour appartements d'une certaine taille recouverts de tapis cloués.

4) Le combiné aspirateur-cireuse

● AVANTAGES : Un même moteur actionne alternativement un aspirateur-balai ou un modèle traineau, et un élément cireuse. D'où économie importante sur le prix d'achat de deux appareils distincts.

● INCONVÉNIENTS : La cireuse accouplée à un aspirateur-balai est en général moins puissante qu'une cireuse indépendante. Branchée sur un aspirateur-traineau, l'encombrement des deux appareils et des câbles ne facilite pas le travail.

● UTILISATION : L'aspiro-cireuse-balai est à recommander pour un appartement moyen dont les sols cirés sont partiellement recouverts de carpettes.

Nous avons pris à l'essai dans cette catégorie *L'AUDAX CONORD.*

→

A propos des verres de contact

L'article paru dans notre dernier numéro sur les lentilles de cornée nous a valu des coups de téléphone nombreux, enthousiastes ou inquiets. Nous spécifions que :

1° Les premières lentilles de contact défectueuses avaient été achetées à l'étranger. En France, l'étroite collaboration qui règne entre les membres du corps médical et les opticiens évite en général ce genre d'accidents.

2° Il nous est impossible de donner le nom de l'ophtalmologiste qui a soigné la jeune femme dont nous avons raconté l'expérience, cela étant contraire à la fois aux usages de la presse et aux règles du corps médical. Nous nous en excusons et conseillons à nos lecteurs intéressés de demander à leur médecin traitant de les diriger sur un ophtalmologiste.

Maman j'ai mal!

C'est de votre faute Madame ! Mais oui, il n'en serait pas là si, depuis son sevrage, vous lui aviez fait boire, à chaque repas, l'eau minérale de la Source BADOIT.

BADOIT lui aurait forgé une véritable cuirasse contre la carie dentaire, car elle contient la dose idéale de Fluor pour faire aux tout petits, et pour toute leur vie, des dents solides et saines.

Notez bien, Madame, les "Trois règles d'Or" de la parfaite dentition :

- BADOIT à chaque repas...
- une bonne hygiène alimentaire...
- tous les 6 mois une visite de contrôle par votre dentiste...

...et vous ferez de vos enfants des adultes aux dents bien protégées contre la carie.

Si votre fournisseur manque de BADOIT, écrivez à la Source BADOIT à St-Galmier (Loire), qui vous dira où en trouver.

BADOIT

BADOIT chaque jour...

bonnes dents toujours !

GRATUIT

Contre simple envoi de ce bon à la Source BADOIT, St-Galmier (Loire), vous recevrez une attrayante brochure en couleurs sur le bon entretien des dents de vos enfants.

NOM ______________________

____

ADRESSE ______________________

____

____

ELVINGER 3601

● **Présentation :** Elégante. Le corps de l'appareil est gris. Il ne pèse que deux kilos nu. Cette légèreté permet de l'utiliser : 1) en aspirateur-balai (instantanément prêt à l'usage) ; 2) en aspirateur à main (facilement maniable) ; 3) en aspirateur à bretelles (qui permet de travailler les mains libres).

La cireuse ronde qui peut s'adapter sur le corps de l'appareil, est dotée d'un jeu de brosses et d'un disque réversible pour le décapage et le lustrage.

● **Emploi :** Facile. Le jeu d'accessoires vendu avec l'appareil (tubes droits et coudés, tuyère plate pour radiateur, brosses et suceurs) permet d'attaquer commodément toutes les surfaces à dépoussiérer.

L'évacuation de la poussière se fait automatiquement par ouverture de la porte de vidage, sur simple pression sur un bouton.

Un dispositif de soufflerie orientable dans quatre positions permet d'adjoindre des accessoires complémentaires tels que : pulvérisateurs, sèche-cheveux, démiteur, etc.

Un embout spécial faisant raccord entre la cireuse et le corps de l'aspirateur facilite le passage d'un travail à l'autre. Prix : 33.900 fr. comprenant aspirateur et cireuse, ainsi que tous les accessoires d'aspiration.

Aspirateur seul avec deux tubes et sept accessoires : 19.900 fr.

● **Nos remarques :** Cet appareil très réussi dans son genre est le prototype de l'aspirateur pour appartements modernes dans lesquels il prend très peu de place malgré sa puissance d'aspiration relativement élevée.

5) *L'aspirateur à main*

● **Avantages :** Maniable et léger, c'est l'appareil parfait pour le dépoussiérage des sièges, tentures, matelas, etc.

● **Inconvénients :** Puissance réduite proportionnellement à ses dimensions. Inutilisable pour le dépoussiérage des sols.

● **Utilisation :** C'est le type de l'appareil de complément.

MODE

Quelque chose ne va pas

AUDACIEUX il y a 20 ans, le pantalon est maintenant si bien adopté qu'un seul modèle réalisé par un seul fabricant a été vendu 20.000 fois en un an par Prisunic (voir notre photo).

Beaucoup d'hommes cependant font encore la grimace lorsqu'ils voient leur femme en pantalon. Pourquoi ? Parce que quelque chose ne va pas, quelque chose qui se situe entre la taille et les genoux... Hanches galbées ? Ventre rond ? Cuisses lourdes ?...

Il n'y a pourtant pas de femme normalement constituée, fût-elle affligée de quelques défauts, qui ne puisse être agréable à voir en pantalon ; à quelques conditions qui méritent d'être observées, car jamais obligatoire (hors des pistes de ski), toujours interdit en ville, le pantalon est, à cette époque de l'année, irremplaçable à la campagne.

Que faut-il pour que le « quelque chose qui ne va pas » s'arrange ?

— Bannir carreaux, pied-de-poule, écossais, rayures, couleurs vives... Et s'en tenir au noir et au gris éléphant.

— Prolonger la jambe par une chaussette de même couleur que le pantalon.

— Choisir un vrai tissu pour pantalon, lourd et serré, une coupe classique, jambe raisonnablement étroite, fermeture sur le côté.

— Porter en dessous une petite gaine-culotte.

— Et surtout ne jamais s'aviser de glisser un chandail dans le pantalon, mais camoufler au contraire tout ce qui est un peu trop rond, sous une marinière, un chandail vaste et long, une chemise de style chemise d'homme... Bref, quelque chose qui tombe droit de l'épaule jusqu'au bas des hanches.

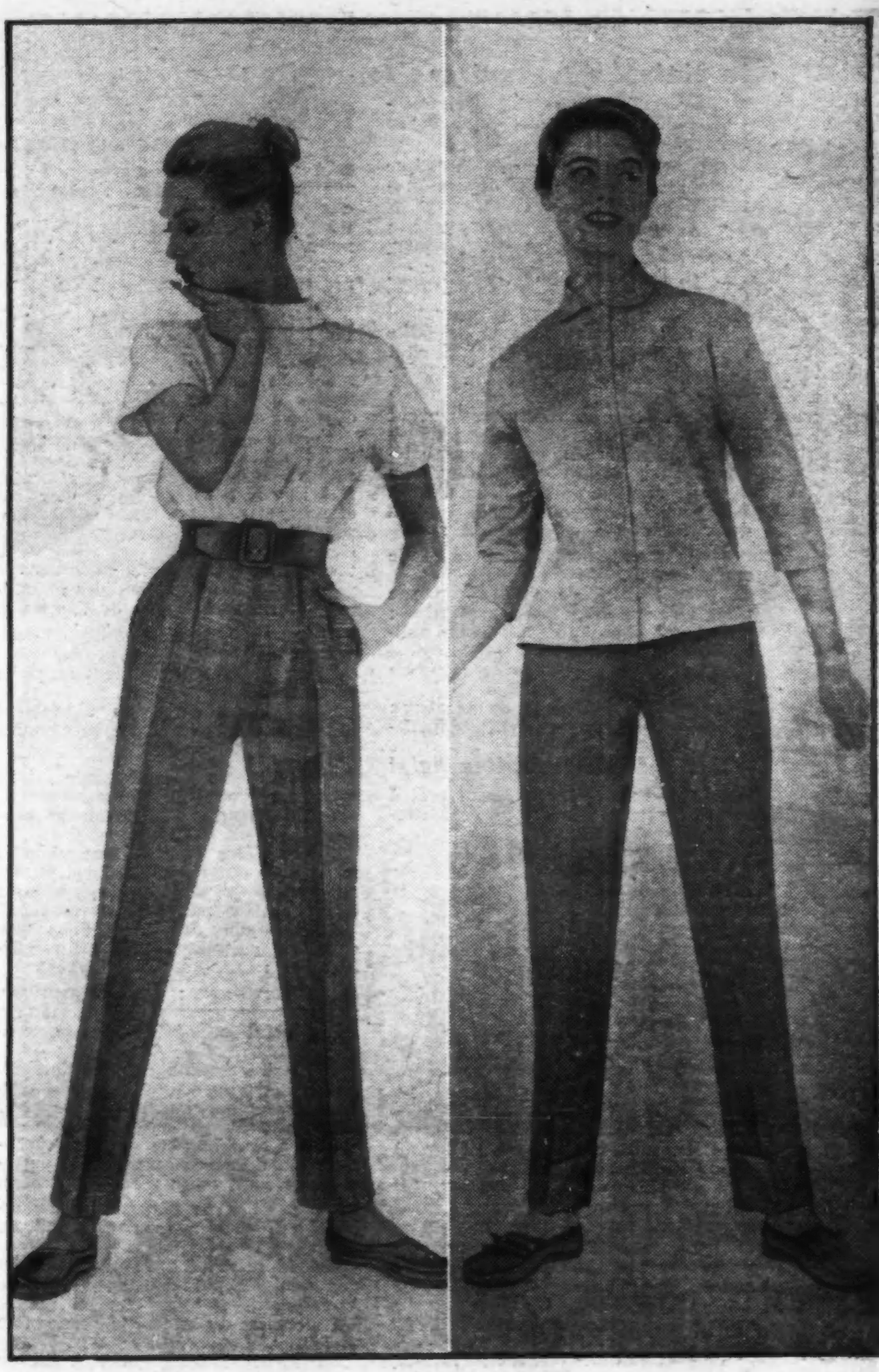
Rien qui moule, qui marque la taille, qui dessine le buste.

« Porter le pantalon », c'est emprunter à l'ensemble de la tenue masculine sa discrétion, son ampleur, sa coupe aisée, ses matières rudes. Ce n'est pas remplacer une jupe, en gardant des bas (certaines femmes conservent leur gaine !), des talons, des blouses de lingerie, une taille étranglée et un buste-réclame pour soutien-gorge.

Dans cet accoutrement, un homme aussi serait ridicule.

Certaines femmes très sveltes, sans un atome de graisse autour de la taille, peuvent jouer à se déguiser en androgyne. Mais une femme en pantalon est toujours indécente et jamais élégante lorsqu'il est impossible d'oublier que c'est un corps féminin qui porte ce vêtement masculin. La plupart ne s'y tromperaient d'ailleurs pas si elles se voyaient comme on les voit, c'est-à-dire de profil ou de dos.

Les deux jeunes femmes que nous avons photographiées illustrent assez



Taille creuse... ou manière forte.

Le service " Express " s'agrandit

NOUS avons reçu, à la suite d'un article sur les carrières féminines et les écoles techniques, un courrier extraordinairement abondant.

Nous avons donc décidé de créer une nouvelle branche du service « Express » spécialisée dans les questions de documentation scolaire et post-scolaire.

Une spécialiste des questions de travail sera désormais à la disposition de nos lecteurs et lectrices pour répondre à toutes les demandes de renseignements concernant leur vie professionnelle.

Elle pourra leur communiquer les adresses :

- des établissements techniques
- des centres de perfectionnement
- des bureaux de placement,
- des organismes privés ou publics d'orientation professionnelle, etc.,

... et tiendra également à leur disposition la liste des concours d'admission à la fonction publique ayant lieu en France.

Mme Express recommande à ses lecteurs intéressés par ce service de faire leurs demandes par écrit à Service Travail, L'Express, 91, av. des Champs-Elysées, Paris (8e), et non par téléphone, ce qui leur assurera une réponse plus précise et plus rapide.

JAMIQUA
Boutique - Couture
COLLECTION DE PRINTEMPS
6, RUE MARBEUF

S huit-huit
STERLÉ
le parfum le plus précieux du monde

NOUVEAU SERUM DE BEAUTE
Hydrate et revitalise l'épiderme
Laboratoires GIR
7, boulevard d'Algérie - PARIS (19e) - Nord 67-91

AURORE
Couture pour jeunes filles
de 15 à 20 ans
TOUTES les ROBES PRINTANIERES de JEUNES FILLES
195, Fg St-Honoré (angle r. Balzac)

PONT-L'ÉVÊQUE
☆
LEVASSEUR
toujours
LE MEILLEUR

BIBLIOTHÈQUES
MEUBLES DE LIVING ROOM
BUREAUX
SIÈGES
MEUBLES EFA
SPECIALISTES DU RANGEMENT PAR ELEMENTS
A PARIS : 66, rue de Rennes - Téléphone LIT. 69-56
(entre rues du Four et du Vieux-Colombier)
A NICE : 32, rue Hôtel-des-Postes - Téléphone 528-41
USINE : 92, route de Turin - NICE

FRANCK & FILS
80, rue de Passy - PARIS
habille la femme élégante

Avec du chic et 3.000 francs.

PAS CHER

Si vous avez peu d'argent et beaucoup de chic, emportez la robe-chemise dans vos valises de Pâques.

Celle en jersey de coton rayé vaut 3.925 frs (Behel, 88, rue Chardon-Lagache) ; celle en Ban-Lon, nouveau tissage du nylon, ressemblant à du jersey de soie, remarquablement lavable, vaut 3.350 frs chez Amarante, 21, rue Tronchet (noms des dépositaires de province sur demande).

L'une et l'autre se portent avec ou sans ceinture. La ceinture de la deuxième se vend à part.

bien les deux manières de porter le pantalon — la manière fantaisiste... et la manière forte. Le pantalon prince de Galles coûte 1.250 francs dans les Prisunic. Le pantalon classique est un modèle Henri Ours, en vente chez Monty, 23, avenue Victor-Hugo, pour 6.500 francs.

DÉJEUNER

Pour Pâques

L'ORGANISATION du traditionnel déjeuner familial du dimanche de Pâques est un véritable casse-tête pour les maîtresses de maison peu (ou pas du tout) secondées.

Le menu que nous vous proposons, tout en restant classique, offre l'avantage de pouvoir être préparé en grande partie la veille, laissant suffisamment de temps le matin de cette grande fête à celles qui vont à la messe.

Le menu

Asperges sauce mayonnaise
Gigot de 7 heures
Œufs attrape-nigauds

L'ordre du travail

LA VEILLE. — Faire les achats au grand complet :

POUR 8 PERSONNES : 1 gros gigot, 4 kilos d'asperges, 2 kilos de haricots verts (ou deux grandes boites de petits pois), 1 botte d'oignons nouveaux, 1 botte de carottes nouvelles, 1/2 litre d'huile, 3 œufs, 50 grs de beurre, 1/2 bouteille de vin blanc sec, 150 grs de glace de viande, 2 grandes boites d'abricots au sirop, 24 biscuits à la cuiller, 400 grs de crème fraiche, 200 grs de sucre en poudre, 1 verre de kirsch.

- Nettoyer et faire cuire les asperges. Les mettre à égoutter.
- Monter la mayonnaise (la laisser au frais).
- Préparer le gigot et commencer sa cuisson (3 heures).

LE MATIN DE PAQUES :

- Finir la cuisson du gigot (4 heures encore).
- Mettre le couvert.
- Faire l'entremets.
- Dresser les asperges sur un plat.

UN QUART D'HEURE AVANT DE PASSER A TABLE :

- Faire chauffer les petits pois.
- Découper le gigot, le reconstituer et le laisser au chaud dans le plat de service. Passer et dégraisser la sauce.

Les recettes

1) *Le gigot de 7 heures :*

Un gros gigot. Dix gousses d'ail (facultatif). Oignons et carottes. Beurre. Vin blanc. Glace de viande.

- Piquer le gigot avec les gousses d'ail (facultatif).
- Le faire rissoler en braisière ou en grande cocotte, avec les oignons et les carottes nouvelles.
- Egoutter la graisse rendue et mouiller avec une demi-bouteille de vin blanc et la glace de viande fondue et additionnée d'eau (le gigot doit baigner aux trois quarts).
- Assaisonner et couvrir hermétiquement en entourant le couvercle d'une bande de pâte.
- Faire braiser doucement pendant 7 heures sans presque d'ébullition et sans ouvrir le récipient.
- Dégraisser la sauce, la passer au chinois et la servir avec le gigot qui doit être archicuit, mais délicieux. (Servir les légumes verts en même temps.)

2) *Les œufs attrape-nigauds :*

24 demi-abricots au sirop. 24 biscuits à la cuiller, 400 grs de crème fraiche. 200 grs de sucre en poudre. 1 verre de kirsch.

- Imbiber les biscuits avec le kirsch légèrement étendu d'eau.
- Disposez-les dans un plat.
- Monter la crème en chantilly en la sucrant.
- Napper les biscuits avec cette crème.
- Poser délicatement sur la crème les moitiés d'abricots (côté bombé à l'extérieur). Ils doivent suggérer des jaunes d'œufs.

BON A SAVOIR

Entrée en sixième

INSCRITS depuis le 31 janvier, les élèves de l'enseignement public devant entrer en 6e au mois d'octobre n'auront pas à subir d'examen (sauf s'ils n'ont pas obtenu la moyenne aux compositions trimestrielles), mais leur dossier doit être constitué et transmis à l'Inspection Académique du département de leur résidence avant le 30 avril prochain.

Ce dossier doit comprendre :

- Une demande écrite indiquant par ordre de préférence les établissements où la famille désire voir entrer l'enfant.
- Une fiche d'état civil qui s'obtient à la mairie de la résidence.
- Une demande de dispense d'âge si l'enfant est né avant ou après 1946.
- Un certificat de vaccination et de bonne santé, faute duquel l'enfant peut être admis en 6e mais en suivant l'enseignement par correspondance.

Les enfants de l'enseignement privé devront, eux, subir un examen s'ils désirent entrer dans l'enseignement public, et fournir un bulletin scolaire relevant les notes de l'année.

DELPHINE CHABAULT
NAPPES - RIDEAUX
DECORATION
2, r. de Phalsbourg Paris-17e Mac.35.84
1, pl. du Chapelet Bordeaux

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

MALAGAR, FIN MARS

J'AVAIS résolu d'échapper à la politique durant quatre semaines. Mais écouter un disque entre deux lectures, épier le premier rossignol, le premier coucou, c'eût été créer du bonheur à trop bon compte. J'aurai nourri toute ma vie cette illusion. Comme si aucune amarre pouvait jamais être coupée, qui nous lie au « malheur des temps » ! Comme si je ne l'avais pas toujours su !

L'instinct de conservation inspire les gens, lorsqu'ils protestent de leur horreur pour la politique et jurent qu'ils n'en veulent rien entendre. C'est qu'ils sentent que, derrière la politique, il y a le crime.

LA politique et ses crimes, durant des siècles, n'ont concerné que les Grands. Elle est devenue notre affaire aujourd'hui. Quand nous en avons à l'individu qui répond au nom de Mollet, au nom de Lacoste, nous nous dressons contre une émanation de nous-même : la conscience de Caïn est devenue la nôtre.

Je traîne cette angoisse avec moi, dans la triste maison que je ne parviens plus à transfigurer. « Décristallisation » sinistre : les sédiments d'une longue vie qui enrobaient ici chaque chose, et du plus pauvre objet créaient une merveille, ne résistent pas à cet acide : la politique. Ces épaves, modeste trésor tiré du fond de la mer morte qu'est une famille, finiront à la foire aux puces ou à la devanture d'une boutique d'antiquaire, rue des Remparts, à Bordeaux.

Peut-être sommes-nous cet aveugle-né dont une main puissante et douce touche les paupières, afin que de toutes ces choses de notre vie, au moment où il faudra les quitter, le néant nous apparaisse, et que nous nous en détachions sans être déchirés.

UN seul livre, durant ces quelques jours, m'aura retenu, bien qu'il ne traite pas des événements qui m'obsèdent. N'empêche qu'il est une histoire vécue de la férocité des hommes — une histoire vécue par un enfant. Michel del Castillo, l'auteur de « Tanguy » (Julliard éditeur) avec sa mère, chassée d'Espagne, par la victoire de Franco, fut interné à neuf ans dans un camp du Midi de la France, d'où les Allemands l'expédièrent en Allemagne, dans un wagon à bestiaux, et un autre petit garçon qui s'appelait Guy mourut à ses côtés de froid et de faim. Lui, il survécut, il grandit au milieu de cadavres vivants, dans la fumée et dans l'odeur de ces crématoires où il ne fut pas jeté parce qu'il n'était pas juif. Rendu à l'Espagne de Franco, après la Libération, il fut, en qualité de petit rouge, livré, dans une maison de redressement, à d'effroyables Frères (rien à voir avec ceux de Jean-Baptiste de La Salle). Un père jésuite l'en délivra, l'instruisit, le guérit. Michel del Castillo a voué beaucoup de gratitude et d'admiration aux Jésuites espagnols.

« Tanguy » ne nous raconte rien que nous ne connaissions mais, ici, le martyr est un enfant, un de ceux dont il est dit que leur ange voit la face du Père. Qu'en avons-nous fait et qu'en faisons-nous ? Je dis bien « nous » et non pas « eux », les Allemands, « eux », les Espagnols. Que M. le président du Conseil qui nous assure qu'il a trop de ses dix doigts, l'heureux homme, pour faire le compte de certains crimes, borne donc ses premières recherches à ce qui a été raconté au sujet de quelques enfants.

PARIS, AVRIL

JE suis revenu. Que fais-je de mieux à Paris ? Simplement, je n'ai plus l'impression de me dérober. Peut-être n'avons-nous pas le droit de nous arrêter au milieu d'une phrase, au milieu d'un mot, puisque le mensonge, lui, ne s'arrête pas.

Quelle duperie que de répondre à la calomnie par le silence ! On se moquait de moi, l'an dernier, parce que je parlais sans cesse de Mendès France : je lui portais tort, certains de ses amis même le croyaient.

Ah ! si chacun de ceux qui tiennent une plume avait répondu à la calomnie partout où elle se manifestait, d'abord et surtout dans la presse de province, si nous n'avions pas permis une seule fois qu'un responsable ou qu'un tenant de la politique qui a abouti à l'exil du sultan, et à Dien-Bien-Phu, osât traiter un Mendès France de « bradeur d'Empire », nous n'en serions pas aujourd'hui à voir d'honnêtes gens nous mettre la main sur l'épaule, et détourner les yeux en balbutiant : « Mais enfin, Mendès France, ce n'est pas un traître ? » A Paris, les lecteurs de « L'Express », de « France-Observateur », du « Monde », oublient que la presse de province est pour une large part officieuse. Cela ne s'était jamais vu, même sous l'Empire. *De Badinguet à Mollet*, ce pourrait être le titre d'une histoire du journalisme en France, depuis un siècle.

Nous aurions dû répéter inlassablement à ces hommes néfastes que ni le drame marocain ni la catastrophe indochinoise ne sont nés d'une fatalité. Ils n'étaient pas inscrits d'avance dans les faits ; ils auraient pu ne pas être. C'est l'impéritie de quelques politiciens qui fut créatrice. Et en Algérie...

LA calomnie leur a trop bien réussi pour qu'ils n'y aient pas recours cette fois encore. « *Une campagne organisée par les ennemis de la France... qui voudrait présenter les sept cent mille rappelés comme autant de tortionnaires !* » dit un communiqué du Conseil des ministres. Parmi les dénonciateurs des sévices et des tortures, qui donc a prétendu accuser l'armée tout entière ? Qui d'entre nous a proféré cette inepte infamie contre les rappelés ?

« *Nous n'accepterons pas qu'une généralisation affreuse vienne jeter le discrédit sur toute l'armée française* ». Pourquoi l'accepterions-nous plus que vous ? L'armée française, nous en connaissons le vrai visage. Le général de Bollardière aujourd'hui, hier un Leclerc, un de Gaulle en représentent une multitude d'autres : nous les honorons et nous les aimons. « Ce que j'ai vu, je l'ai vu ! », proclame M. Thierry Maulnier, à son retour d'Algérie. Et nous répondons, songeant aux Commandos Noirs : « Ce qu'ils ont fait, ils l'ont fait ».

Et nous non plus, nous n'accepterons pas qu'en couvrant les crimes de quelques-uns, vous déshonoriez l'armée et, à travers elle, la France.

LE pire serait que M. le président du Conseil fût de bonne foi et qu'il ne subsistât plus assez de socialisme dans ce socialiste pour lui permettre d'entrevoir que le doyen d'Alger, que M. Capitant, que le général de Bollardière, que tous les Français protestataires ont sauvé l'honneur de la Nation. L'honneur est sauf grâce à ceux qui ont parlé. Et qui aurait parlé s'ils s'étaient tus ?

JE n'oublierai jamais cette commission parlementaire pour enquêter sur les sévices d'Oran, devant laquelle j'ai comparu : ces visages clos, ces bouches cousues, ces yeux qui se dérobaient. Les enquêteurs... ils prolifèrent sur les scandales qu'ils ont reçu mission d'étouffer, pareils à ces coléoptères appelés nécrophores qui déposent leurs œufs dans les cadavres.

LE président du Conseil a cru nous accabler à la Radio en répétant que nos ennemis de l'O.N.U. puisaient leurs accusations dans des journaux français. Croit-il qu'il ait jamais dépendu de personne que de tels actes demeurent cachés ? Comment ne voit-il pas qu'ils s'accomplissent à la face des nations ? Mais c'est aussi à la face des nations que la conscience française a poussé son cri.

MARDI-SAINT

POURTANT, que le dégoût, que le mépris le cèdent à la joie chez les chrétiens — chez les plus vieux surtout qui furent dressés, enfants, à appeler leurs pots de chambre des « Zolas » et à crier : « Mort aux Juifs ! ». Que les temps sont changés ! Quel autre visage nous montre l'Eglise de France ! Qu'il y a loin de ce que j'ai vu et entendu enfant, à ce que je vois et à ce que j'entends aujourd'hui ! Comme dit Bossuet : « Quel état et quel état ! »

Je doute s'il se trouverait un seul chrétien pour prétendre qu'il importe à l'honneur de l'armée qu'un innocent demeure au bagne et que des faussaires soient glorifiés.

J'accorderai, pour finir, à nos contradicteurs, qu'il n'est pas sans inconvénient de n'aborder le drame algérien qu'en moraliste. Nous perdons aussi de vue que du seul point de vue de l'efficacité, la méthode Lacoste est condamnée par des hommes qui ont acquis le droit de la juger. La querelle des tortures risque de détourner l'attention de la partie que nous sommes en train de perdre ou de gagner en Algérie. Cette armée que vous y avez appelée, comment vous en servez-vous ? Et pour quel résultat ? C'est toute la question.

F. M.

(*Copyright* « L'Express »)

Voici comment vous assurer une réception toujours parfaite

NOTE IMPORTANTE : Il existe un modèle TRI-STANDARD qui permet de recevoir, dans certaines régions, les stations 819 lignes : France, Belgique, Luxembourg, Monte-Carlo et 625 lignes : Allemagne, Suisse, Italie.

4 QUESTIONS A VOUS POSER AVANT D'ACHETER UN POSTE DE TÉLÉVISION

- Etes-vous près ou loin de l'émetteur ?
- Voulez-vous un grand écran ou un écran géant ?
- Désirez-vous un coffret ou un meuble ?
- De quels émetteurs dépendez-vous ?

Il y a chaque fois, un téléviseur multicanaux LA VOIX DE SON MAITRE qui correspond exactement à vos besoins.

LES APPAREILS LA VOIX DE SON MAITRE ONT 10 ANS D'AVANCE

- Triple contrôle automatique de
  - stabilité horizontale (A.F.C.)
  - volume sonore (A.V.C.)
  - contraste de l'image (A.G.C.)
- Prise pick-up Haute-fidélité.

La Voix de son Maître

PATHÉ MARCONI

EVQ Fr 6 57